

A une séance spéciale du Conseil de la ville de Gatineau, tenue à l'édifice Pierre Papin, 144, boulevard de l'Hôpital, le 24 août 1988, à 11 h et à laquelle sont présents: Son Honneur le Maire Robert (Bob) Labine, les conseillers-ères Michel Charbonneau, Richard Canuel, Hélène Théorêt, Berthe Miron, Richard Migneault, Jean René Monette, Richard Côté, François Leclerc et Marlene Goyet, formant quorum de ce Conseil et siégeant sous la présidence de Son Honneur le Maire.

EGALEMENT

PRESENTS:

Robert Bélair, directeur
général adjoint
Jacques Dionne, directeur du
Secrétariat général
Jacques Lafleur, directeur
adjoint, Direction du génie
Léonard Joly, greffier adjoint

Cette séance spéciale a été convoquée par Son Honneur le Maire pour prendre en considération les sujets suivants, à savoir:

- 1- Approbation - soumission - réfection d'égout
- règlement 505-88.
- 2- Modification - règlement 494-87.
- 3- Entente hors cour - réclamation - Gaston Fournier.
- 4- Avis de motion - réaménagement - intersection Gréber/la Gappe.
- 5- Approbation règlement 513-88 - réaménagement de l'intersection Gréber/la Gappe.
- 6- Ministère des Transports du Québec - entente - intersection Gréber/la Gappe.

C-88-08-942

ADJUDICATION - SOUMISSION -
PROGRAMME REFECTION D'EGOUT
1988 RUES CHAMPLAIN, CLAIRE ET
AUTRES (504-63)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les entreprises indiquées plus bas ont produit des soumissions pour la construction de nouvelles conduites d'égouts pluviales sur une partie des rues Champlain, Claire, Léopold, Lina, Napoléon, Onésime, Ste-Yvonne, des Redemptoristes, St-Arthur, St-Rosaire et des Oblats ainsi que la réfection de l'égout combiné sur une partie de la Première Avenue, à savoir:

Les entreprises Vétel ltée	517 690,00 \$
Qué-Mar construction ltée	521 253,00 \$
Le groupe des constructeurs FBF inc.	529 867,00 \$
Les constructions Outabec inc.	548 035,50 \$
Les constructions BGP enr.	558 231,00 \$

QUE ces soumissions sont conformes aux plans et devis ayant servi à cet appel d'offres, le tout tel que l'atteste le rapport du 19 août 1988 des experts-conseils "Charron et Associés inc." et que la Direction du génie recommande, dans sa note du 22 août 1988 d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire "Les entreprises Vétel limitée" au montant de 517 690\$;

QUE des crédits sont prévus au règlement numéro 505-88, pour couvrir cette dépense, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 5762.

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Berthe Miron, appuyé par Richard Migneault et résolu d'approuver la soumission au montant de 517 690\$, présentée par "Les entreprises Vétel limitée", pour la réalisation des travaux décrits précédemment, le tout en conformité avec les exigences et les critères d'excellence énoncés aux devis et aux plans numéros MU-88018 à MU-88025 ayant servi à cet appel d'offres.

QUE son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le contrat d'ouvrage en découlant, pour et au nom de la Ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-08-943

MODIFICATION - REGLEMENT
494-88

ATTENDU QUE le tronçon de la montée Mineault, à être amélioré à même les affectations du règlement numéro 494-88, a été établi à partir de la propriété de Robert Sabourin, vers le nord sur une longueur de 550 mètres;

QUE la municipalité de l'Ange-Gardien a déjà fait des travaux d'amélioration sur une distance d'environ 190 mètres et que cette dernière y fait déjà l'entretien régulier;

QUE le drainage sur 150 mètres à partir de la propriété de Robert Sabourin doit être fait vers le sud;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Marlene Goyet, appuyé par François Leclerc et résolu que l'article 5, de l'annexe "A" du règlement 494-88, soit amendé comme suit:

- montée Mineault, gravelage et drainage, de la propriété Sabourin vers le nord (360 mètres) et vers le sud (150 mètres).

Adoptée unanimement.

C-88-08-944

ENTENTE HORS COUR -
RECLAMATION - GASTON FOURNIER
(101-1-05)

ATTENDU QUE Gaston Fournier, demeurant au 52 de la rue Fénélon, Gatineau, a intenté une poursuite contre la Ville à la suite d'une inondation de sa propriété causée par un bris du système d'aqueduc;

QU'une entente hors cour est intervenue en vue du règlement complet de cette réclamation et le directeur du Secrétariat général en préconise l'acceptation dans sa note du 10 juin 1988;

QUE des fonds sont disponibles au poste budgétaire 05 26 215, pour couvrir les dépenses reliées à cette entente, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 6798;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Richard Côté, appuyé par Richard Migneault et résolu, d'accepter l'offre de règlement hors cour de 1 000 \$ en capital et 500 \$ pour les frais judiciaires, en règlement complet et final de la réclamation de Gaston Fournier du 21 janvier 1980 et d'autoriser le Directeur des Finances à payer ces montants sur réception d'une réquisition de paiement par le Directeur du Secrétariat général.

Adoptée unanimement.

C-88-08-945

REGLEMENT NUMERO 513-88

Il est proposé par Richard Côté, appuyé par Hélène Théorêt et résolu d'approuver le règlement 513-88, décrétant un emprunt de 1 153 400 \$ pour l'exécution de travaux de réaménagement de l'intersection Gréber/la Gappe.

Adoptée unanimement.

C-88-08-946

MTQ - ENTENTE - INTERSECTION
GREBER/LA GAPPE (103-5-11)

ATTENDU QUE la Municipalité réalisera sous peu le réaménagement de l'intersection des boulevards la Gappe et Gréber;

QUE le ministère des Transports du Québec est disposé à contribuer financièrement à la réalisation de ce projet et ce, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 220 000 \$ et sujet à la signature d'un protocole d'entente;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Richard Côté, appuyé par Jean René Monette et résolu d'autoriser le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer, pour et au nom de la ville de Gatineau, l'entente numéro 1704 préparée par le ministère des Transports du Québec et concernant le réaménagement de l'intersection des boulevards la Gappe et Gréber; le tout sujet aux modifications suivantes:

- à la page 6, biffer de l'article 3 n) les mots "en conformité avec les méthodes de paiement du Ministère";
- à la page 6, aux articles 4 b) et 5, ajouter l'exercice financier 1989-1990.

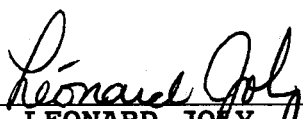
Adoptée unanimement.


C-88-08-947

LEVÉE DE LA SEANCE

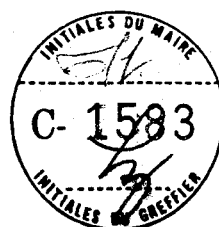
Il est proposé par Jean René Monette, appuyé par Richard Côté et résolu que la séance soit levée.

Adoptée unanimement.


LEONARD JOLY
GREFFIER ADJOINT


ROBERT (BOB) LABINE
MAIRE

A une séance du Conseil de la ville de Gatineau, tenue à l'édifice Pierre Papin, 144, boulevard de l'Hôpital, le 6 septembre 1988, à 18 h et à laquelle sont présents: Son Honneur le maire Robert (Bob) Labine, les conseillers-ères Michel Charbonneau, Thérèse Cyr, Gilbert Garneau, Richard Canuel, Hélène Théorêt, Claire Vaive, Berthe Miron, Richard Migneault, Jean René Monette, Richard Côté, François Leclerc et Marlene Goyet, formant quorum de ce Conseil et siégeant sous la présidence de Son Honneur le Maire.



EGALEMENT

PRESENTS: Claude Doucet, directeur général
Laurier Béchamp, directeur général
adjoint
André Sincennes, directeur général
adjoint
Léonard Joly, greffier adjoint.

* Le Maire a quitté son fauteuil et le conseiller Richard Côté assume la présidence de l'assemblée en tant que maire suppléant.

C-88-09-948

APPROBATION - PROCES-VERBAL -
SEANCES DU CONSEIL (501-7)

Il est proposé par Claire Vaive, appuyé par Richard Canuel et résolu d'approuver le procès-verbal des séances du Conseil tenues les 2, 15 et 24 août 1988.

Adoptée unanimement.

C-88-09-949

CHANGEMENT D'ADRESSE RUE
MITCHELL - MODIFICATION
RESOLUTION C-88-08-839 (302-2)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-88-08-839, adoptée le 2 août 1988, a décrété un changement d'adresse concernant l'immeuble situé au 16 de la rue Mitchell;

QU'il est nécessaire de corriger dans cette résolution l'identification de la propriété visée par ce changement d'adresse;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de biffer, du dernier paragraphe de la résolution C-88-08-839, les mots "érigé sur les lots 12A-190 et 12A-191, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton, et les remplacer par les mots "situé au 16 de la rue Mitchell".

Adoptée unanimement.

C-88-09-950

MODIFICATION - RESOLUTION
C-88-08-840 (302-2)

ATTENDU QUE le Conseil, par la voie de sa résolution C-88-08-840, a autorisé un changement d'adresse sur la rue Mauriac;

QU'il est nécessaire de corriger le dernier paragraphe de cette résolution au niveau du numéro de lot de la propriété visée par ce changement d'adresse;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et

résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'amender le dernier paragraphe de la résolution C-88-08-840, pour y lire le lot 6D-6-2, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton, au lieu de 6D-6-1.

Adoptée unanimement.

C-88-09-951

CERTIFICATS - PROCEDURE
D'ENREGISTREMENT - REGLEMENTS

ATTENDU QUE le Greffier doit, en vertu de l'article 557 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, déposer devant le Conseil les certificats relatifs à la procédure d'enregistrement de règlements;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accepter le dépôt des certificats relatifs à la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements numéros 502-88, 503-88, 506-88, 508-88, 509-88, 510-88 et 511-88.

Adoptée unanimement.

C-88-09-952

MESSAGE DE FELICITATIONS -
COMITE ORGANISATEUR - TOURNOI
DE GOLF DES EMPLOYES (805-7 ET
850-4)

ATTENDU QUE le tournoi de golf des employés de la ville de Gatineau a eu lieu au Club de golf Touraine, le 20 août 1988 et s'est avéré une réussite;

QUE le Conseil désire souligner de façon spéciale les efforts investis par les membres du Comité organisateur du tournoi pour l'organisation d'un tel événement;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, de transmettre un chaleureux message de félicitations au Comité organisateur du tournoi de golf des employés municipaux.

Adoptée unanimement.

C-88-09-953

MESSAGE DE FELICITATIONS -
DENIS BEAUDOIN - CHAMPIONNAT
CANADIEN DE KARATE (850-4)

ATTENDU QUE Denis Beaudoin, du Club de karaté de Gatineau inc., lors du championnat canadien qui s'est déroulé à Régina du 27 au 29 mai 1988, s'est mérité le titre de champion canadien en combat par équipe avec une



médaille d'or, en plus de deux médailles de bronze dans d'autres catégories;

QUE ces performances et résultats remarquables constituent une première dans les annales du karaté dans l'Outaouais;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu de transmettre un chaleureux message de félicitations à Denis Beaudoin, du Club de karaté de Gatineau inc., pour ses magnifiques performances lors du dernier championnat canadien et de lui souhaiter un franc succès au championnat du monde qui aura lieu en Egypte au mois d'octobre 1988.

Adoptée unanimement.

C-88-09-954

APPROBATION - LISTES DES
COMMANDES ET DEPENSES
EFFECTUEES (402-2, 402-3, 402-
4, 402-5 ET 402-6)

ATTENDU QUE le Conseil, par le règlement numéro 454-87, a délégué à des fonctionnaires le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats au nom de la Municipalité;

QUE conformément aux exigences de l'article 477-2 de la Loi sur les cités et villes, le Directeur des Finances a transmis au Conseil les listes des commandes et des dépenses effectuées identifiées ci-dessous;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accepter le dépôt des listes des commandes et des dépenses effectuées indiquées ci-dessous et préparées par la Direction des finances, à savoir:

**FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
LISTE DES PAIEMENTS REPORTES AU 1988 08 08**

Total.....2 065, 54 \$

**LISTE DES COMMANDES ENTREES DU 1988 07 06
AU 1988 08 08**

Total du 1988 07 06.....	4 343,44 \$
Total du 1988 07 07.....	38 704,42 \$
Total du 1988 07 08.....	46 155,94 \$
Total du 1988 07 11.....	60 278,96 \$
Total du 1988 07 12.....	68 535,49 \$
Total du 1988 07 13.....	32 869,36 \$
Total du 1988 07 14.....	16 578,25 \$
Total du 1988 07 15.....	12 638,65 \$
Total du 1988 07 18.....	10 338,98 \$
Total du 1988 07 19.....	37 754,37 \$
Total du 1988 07 20.....	5 688,92 \$
Total du 1988 07 21.....	17 607,65 \$
Total du 1988 07 22.....	10 600,00 \$
Total du 1988 07 25.....	8 728,84 \$
Total du 1988 07 26.....	19 845,25 \$
Total du 1988 07 27.....	89 431,06 \$
Total du 1988 07 28.....	7 815,97 \$



Total du 1988 07 29.....	3 518,25 \$
Total du 1988 08 02.....	15 695,03 \$
Total du 1988 08 04.....	475,00 \$
Total du 1988 08 05.....	18 890,00 \$
Total du 1988 08 08.....	<u>8 895,00 \$</u>

GRAND TOTAL.....546 643,04 \$

JOURNAL DES AUTORISATIONS DE PAIEMENT DU
1988 07 06 AU 1988 08 08

Total du 1988 07 06.....	0,40 \$
Total du 1988 07 07.....	234 163,36 \$
Total du 1988 07 08.....	3 000 000,00 \$
Total du 1988 07 11.....	33 368,82 \$
Total du 1988 07 13.....	12 771,88 \$
Total du 1988 07 14.....	58 600,49 \$
Total du 1988 07 15.....	4 000 000,00 \$
Total du 1988 07 19.....	75 022,69 \$
Total du 1988 07 20.....	6 703,80 \$
Total du 1988 07 21.....	522 937,64 \$
Total du 1988 07 26.....	58 860,39 \$
Total du 1988 07 27.....	37 907,60 \$
Total du 1988 07 28.....	584 019,75 \$
Total du 1988 08 02.....	441,60 \$
Total du 1988 08 04.....	51 749,35 \$
Total du 1988 08 05.....	<u>(1 275,25 \$)</u>

GRAND TOTAL.....8 675 272,52 \$

JOURNAL DES DIVERGENCES DU 1988 07 06 AU 1988 08 08

Total du 1988 07 06.....	821,34 \$
Total du 1988 07 07.....	72,13 \$
Total du 1988 07 12.....	212,00 \$
Total du 1988 07 13.....	1 605,66 \$
Total du 1988 07 14.....	131,27 \$
Total du 1988 07 20.....	3 592,78 \$
Total du 1988 07 21.....	388,64 \$
Total du 1988 08 02.....	481,78 \$
Total du 1988 08 03.....	1 429,13 \$
Total du 1988 08 04.....	<u>218,46 \$</u>

GRAND TOTAL.....8 953,19 \$

LISTE DES COMMANDES ENTREES DU 1988 07 06
AU 1988 08 08

Total du 1988 07 19.....	314 218,32 \$
Total du 1988 07 20.....	28 046,15 \$
Total du 1988 07 21.....	436,00 \$
Total du 1988 07 22.....	375 248,03 \$
Total du 1988 07 26.....	2 959,51 \$
Total du 1988 07 27.....	7 237,50 \$
Total du 1988 07 28.....	579,88 \$
Total du 1988 07 29.....	639 660,00 \$
Total du 1988 08 02.....	679 166,33 \$
Total du 1988 08 03.....	1 183 184,33 \$
Total du 1988 08 08.....	<u>860 565,91 \$</u>

GRAND TOTAL.....4 091,301,96 \$

FONDS DES PROJETS EN COURS
JOURNAL DES AUTORISATION DE PAIEMENT
DU 1988 07 06 AU 1988 08 08

Total du 1988 07 19.....	136 543,64 \$
Total du 1988 07 20.....	411 891,99 \$
Total du 1988 07 21.....	3 150,00 \$

Total du 1988 07 22.....	1 199,97 \$
Total du 1988 08 24.....	453 050,61 \$
GRAND TOTAL.....	1 005 836,21 \$

**JOURNAL DES DIVERGENCES DU 1988 07 06 AU
1988 08 08**

Total du 1988 07 20.....	33,04 \$
Total du 1988 07 21.....	0,22 \$
Total du 1988 08 04.....	0,21 \$
GRAND TOTAL.....	33,47 \$

**LISTE DES COMMANDES ENTREES DU 1988 07 06 AU
1988 08 08**

Total du 1988 07 06.....	39 108,66 \$
Total du 1988 07 08.....	2 375,00 \$
Total du 1988 07 11.....	2 528,80 \$
Total du 1988 07 22.....	105 692,50 \$
Total du 1988 07 25.....	145 138,50 \$
GRAND TOTAL.....	294 843,46 \$

**FONDS DE ROULEMENT
JOURNAL DES DIVERGENCES DU 1988 07 06 AU
1988 08 08**

Total du 1988 07 20.....	0,02 \$
Total du 1988 08 24.....	4,17 \$
GRAND TOTAL.....	4,19 \$

Adoptée unanimement.

C-88-09-955

**APPROBATION - LISTES DES
COMMANDES ET DEPENSES
EFFECTUEES (402-2, 402-3, 402-
4, 402-5 ET 402-6)**

ATTENDU QUE le Conseil, par le règlement numéro 454-87, a délégué à des fonctionnaires le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats au nom de la Municipalité;

QUE conformément aux exigences de l'article 477-2 de la Loi sur les cités et villes, le Directeur des Finances a transmis au Conseil les listes des commandes et des dépenses effectuées identifiées ci-dessous;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accepter le dépôt des listes des commandes et des dépenses effectuées indiquées ci-dessous et préparées par la Direction des finances, à savoir:

**FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
LISTE DES PAIEMENTS REPORTES AU 1988 08 23**

Total	31 149,31 \$
-------------	--------------

**FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
LISTE DES COMMANDES ENTREES DU 1988 08 09
AU 1988 08 23**

Total du 1988 08 10	18	472,90 \$
Total du 1988 08 11	12	548,19 \$
Total du 1988 08 12	33	785,22 \$
Total du 1988 08 16	7	973,57 \$
Total du 1988 08 17	41	823,39 \$
Total du 1988 08 18	50	131,58 \$
Total du 1988 08 19	8	295,42 \$
Total du 1988 08 21		60,00 \$
Total du 1988 08 22	105	508,44 \$
Total du 1988 08 23	43	088,43 \$

GRAND TOTAL 321 687,14 \$

**FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
JOURNAL DES AUTORISATIONS DE PAIEMENT
DU 1988 08 09 AU 1988 08 23**

Total du 1988 08 11.....	1	253 251,04 \$
Total du 1988 08 15	17	229,85 \$
Total du 1988 08 16	32	616,94 \$
Total du 1988 08 17	1	119 171,03 \$
Total du 1988 08 18	77	010,73 \$
Total du 1988 08 23	47	344,38 \$

GRAND TOTAL 2 546 623,97 \$

**FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
JOURNAL DES DIVERGENCES DU 1988 08 09 AU 1988 08 23**

Total du 1988 08 09		179,79 \$
Total du 1988 08 10		155,65 \$
Total du 1988 08 11		107,54 \$
Total du 1988 08 15	1	456,40 \$
Total du 1988 08 17		200,91 \$
Total du 1988 08 19		10,29 \$
Total du 1988 08 22		370,23 \$
Total du 1988 08 23		2,99 \$

GRAND TOTAL 2 483,80 \$

**FONDS DES PROJETS EN COURS
LISTE DES COMMANDES ENTREES DU 1988 08 09
AU 1988 08 23**

Total du 1988 08 16	183	507,67 \$
Total du 1988 08 17	1	961,37 \$
Total du 1988 08 21	975	881,09 \$
Total du 1988 08 22	183	569,21 \$
Total du 1988 08 23	159	530,22 \$

GRAND TOTAL 1 504 449,56 \$

**FONDS DES PROJETS EN COURS
JOURNAL DES AUTORISATIONS DE PAIEMENT
DU 1988 08 09 AU 1988 08 23**

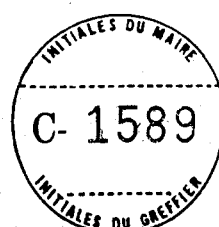
Total du 1988 08 21	244	136,19 \$
---------------------------	-----	-----------

GRAND TOTAL 244 136,19 \$

**FONDS DES PROJETS EN COURS
JOURNAL DES DIVERGENCES DU 1988 08 09 AU 1988 08 23**

Total du 1988 08 21	1	115,65 \$
---------------------------	---	-----------

GRAND TOTAL 1 115,65 \$



FONDS DE ROULEMENT
LISTE DES COMMANDES ENTREES DU 1988 08 09
AU 1988 08 23

Total du 1988 08 16 15 659,66 \$

GRAND TOTAL 15 659,66 \$

Adoptée unanimement.

C-88-09-956

RETROCESSION DES DROITS PAR
DECOLONISATION - CHEMIN DU
CHEVAL BLANC - CANTON DE
TEMPLETON (103-5-11)

ATTENDU QU'en vertu d'un
décret du gouvernement du Québec, le chemin du
Cheval blanc est réputé être un chemin de
colonisation;

QU'un chemin de colonisation
demeure la propriété de la Couronne mais est à la
charge des municipalités à l'intérieur duquel il
est situé;

QU'un protocole d'entente est
en cours entre monsieur Philippe Charette et la
ville de Gatineau concernant une partie du chemin
du cheval Blanc colonisé;

QU'une demande a été faite
auprès du ministère des Transports afin de décolo-
niser ce chemin;

QUE la décolonisation ne peut
être faite sans l'accord de la Municipalité à
l'intérieur de laquelle ledit chemin se trouve;

QUE le chemin du Cheval blanc
est entretenu par la ville de Gatineau sur toute
son étendue praticable;

QUE la Direction de
l'urbanisme recommande l'obtention des droits de
propriété du chemin du Cheval blanc colonisé;

EN CONSEQUENCE, il est proposé
par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et
résolu, en conformité avec la recommandation du
Directeur général, de demander la décolonisation du
chemin du Cheval blanc sur toute son étendue entre
les lots 8C et 9A-1, 9A-2 et 9B, du rang 1 et entre
les lots 8B, 8D, 9A et 9B, du rang 2, au cadastre
officiel du canton de Templeton et de céder les
droits du gouvernement du Québec, sur ledit chemin,
à la ville de Gatineau.

IL EST DE PLUS RESOLU de
rescinder, à toute fin que de droit, la résolution
C-88-07-764.

Adoptée unanimement.

C-88-09-957

APPROBATION - SOUMISSION -
ASPHALTAGE D'UNE PARTIE DES
RUES BEGIN ET DE BLAINVILLE
(504-2-01)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les entreprises indiquées plus bas ont produit des soumissions pour la pose d'une couche d'asphalte de base sur une partie des rues Bégin et de Blainville, à savoir:

-Compagnie Asphalte ltée	12 818,50 \$
-Les constructions Deschênes ltée	13 960,50 \$
-Pavage Bélec inc.	16 985,00 \$
-La Cie de pavages Beaver ltée	23 111,50 \$

QUE ces soumissions sont conformes au devis et aux plans ayant servi à cet appel d'offres, comme l'atteste le rapport, du 26 avril 1988, des experts-conseils Charron et associés inc;

QUE la Direction du génie recommande, dans sa note du 28 juillet 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire en l'occurrence la Compagnie Asphalte ltée;

QUE des crédits sont prévus au règlement numéro 503-88, pour couvrir cette dépense, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 5759;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission, au montant de 12 818,50 \$, présentée par la Compagnie Asphalte ltée pour la pose d'une couche d'asphalte de base sur une partie des rues Bégin et de Blainville faisant partie de la phase I, de la subdivision Jardins sur le Mont: ces travaux seront réalisés en conformité avec les exigences et les critères d'excellence énoncés aux devis et aux plans numéros MV-88002 et MV-88003, préparés par Charron et associés inc., en mars 1988 et ayant servi à cet appel d'offres. Cette adjudication est valable pour autant que le règlement numéro 503-88 reçoive toutes les approbations requises par la loi.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le contrat d'ouvrage en découlant, pour et au nom de la Ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-09-958

APPROBATION - SOUMISSION -
ASPHALTAGE DES RUES DE
LAVERDIERE ET AUTRES (504-2)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les entreprises indiquées plus bas ont produit des soumissions pour la pose

d'une couche d'asphalte de base sur les rues de Laverdière, de Pélissier et de Fréville, à savoir:

Compagnie Asphalte ltée	34 117,05 \$
La Cie de pavages d'asphalte	
Beaver ltée	34 991,54 \$
Les constructeurs Deschênes ltée	35 903,20 \$
Pavage Bélec inc.	38 185,00 \$

QUE ces soumissions sont conformes au devis et aux plans ayant servi à cet appel d'offres, comme l'atteste le rapport, du 20 avril 1988, des experts-conseils Richard Bélec et associés inc;

QUE la Direction du génie recommande, dans sa note du 29 juillet 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire en l'occurrence la "Compagnie Asphalte ltée";

QUE des crédits sont prévus au règlement numéro 502-88 pour couvrir cette dépense, comme l'affirme le certificat de crédit disponible numéro 5760;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission, au montant de 34 117,05 \$, déposée par la "Compagnie Asphalte ltée" pour poser un revêtement bitumineux sur les rues de Laverdière, de Pélissier et de Fréville en conformité avec les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis et au plan numéro RBA-2000-01 feuillets 1 à 4 préparés par Richard Bélec et associés inc. au mois de février 1988 et ayant servi à cet appel d'offres. Cette résolution est valable pour autant que le règlement numéro 502-88 reçoive toutes les approbations requises par la loi.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le contrat d'ouvrage en découlant, pour et au nom de la Ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-09-959

INSTALLATION DE LUMINAIRES -
BOULEVARD HURTUBISE (106-2-02)

ATTENDU QUE le Chef de la Division exécution, à la Direction du génie, a étudié une demande recherchant un meilleur éclairage sur le boulevard Hurtubise;

QU'il suggère la mise en place de deux luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens et a confectionné le plan parcellaire numéro ER-88-24 montrant leur emplacement;

QUE l'installation de ces nouveaux luminaires respecte les normes de la politique relative à l'éclairage des rues;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la société Hydro-Québec d'installer deux luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens, sur des poteaux de bois proposés, sur le boulevard Hurtubise, aux endroits montrés au plan numéro ER-88-24 préparé par la Direction du génie.

Adoptée unanimement.

C-88-09-960

INSTALLATION - LUMINAIRES -
RUES LARABIE ET BEAUCHAMP
(106-2-02)

ATTENDU QUE le Chef de la Division exécution, à la Direction du génie, a étudié une demande recherchant un meilleur éclairage sur les rues Larabie et Beauchamp;

QU'il suggère la mise en place de deux luminaires supplémentaires et a confectionné le plan parcellaire numéro ER-88-25 montrant leur emplacement;

QUE l'installation de ces nouveaux luminaires respecte les normes de la politique relative à l'éclairage des rues;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la société Hydro-Québec d'installer deux luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens, sur des poteaux de bois existants, sur les rues Larabie et Beauchamp, aux endroits montrés au plan numéro ER-88-25 préparé par la Direction du génie.

Adoptée unanimement.

C-88-09-961

INSTALLATION D'UN LUMINAIRE -
RUE COTE (106-2-02)

ATTENDU QUE le Chef de la Division exécution, à la Direction du génie, a étudié la demande de Claude Laporte recherchant un meilleur éclairage sur la rue Côté;

QU'il suggère la mise en place d'un luminaire, 8 500 lumens, sur un poteau de bois existant et a confectionné le plan parcellaire numéro ER-88-23 montrant son emplacement;

QUE l'installation de ce nouveau luminaire respecte les normes de la politique relative à l'éclairage des rues;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la société Hydro-Québec d'installer un luminaire sodium haute

pression, 8 500 lumens, sur un poteau de bois existant, sur la rue Côté à l'endroit montré au plan numéro ER-88-23 préparé par la Direction du génie.

Adoptée unanimement.

C-88-09-962

INSTALLATION D'UN LUMINAIRE -
MONTEE PAIEMENT (106-2-02)

ATTENDU QUE le Chef de la Division exécution, à la Direction du génie, a étudié la demande de Louis Charbonneau recherchant un meilleur éclairage sur la montée Paiement;

QU'il suggère la mise en place d'un luminaire de 8 500 lumens et a confectionné le plan parcellaire numéro ER-88-22 montrant son emplacement;

QUE l'installation de ce nouveau luminaire respecte les normes de la politique relative à l'éclairage des rues;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la société Hydro-Québec d'installer un luminaire sodium haute pression, 8 500 lumens, sur un poteau de bois existant, sur la montée Paiement à l'endroit montré au plan numéro ER-88-22 préparé par la Direction du génie.

Adoptée unanimement.

C-88-09-963

INSTALLATION DE LUMINAIRES -
RUES MADORE ET CHARLEVOIX
(106-2-02)

ATTENDU QUE le Chef de la Division exécution, à la Direction du génie, a étudié une demande recherchant un meilleur éclairage sur les rues Madore et Charlevoix;

QU'il suggère la mise en place de cinq luminaires sur des poteaux de béton et a confectionné le plan parcellaire numéro ER-88-21 montrant leur emplacement;

QUE l'installation de ces nouveaux luminaires respecte les normes de la politique relative à l'éclairage des rues;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la société Hydro-Québec d'installer cinq luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens, sur des poteaux de béton proposés, sur les rues Madore et Charlevoix et montrés au plan numéro ER-88-21 préparé par la Direction du génie.

QUE les frais pour l'achat des poteaux de béton évalués à 1 600 \$ soient puisés à même le poste budgétaire 064 3340 201, dont les fonds sont suffisants pour couvrir cette dépense, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 6737.

Adoptée unanimement.

C-88-09-964

INSTALLATION DE LUMINAIRES -
SUBDIVISION L'OREE DES BOIS
(106-2-02)

ATTENDU QUE le Chef de la Division exécution, à la Direction du génie, a étudié une demande concernant l'installation de luminaires sur les rues Charlevoix, Courtemanche, d'Aoust, Brazeau et Paquette;

QU'il suggère la mise en place de dix-neuf luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens, sur des poteaux de béton et de bois et a confectionné le plan parcellaire numéro ER-88-26 montrant leur emplacement;

QUE l'installation de ces nouveaux luminaires respecte les normes de la politique relative à l'éclairage des rues;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérère Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la société Hydro-Québec d'installer dix-neuf luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens, sur des poteaux de béton et de bois sur les rues Charlevoix, Courtemanche, D'Aoust, Brazeau et Paquette montrés au plan numéro ER-88-26 préparé par la Direction du génie.

Que les coûts rattachés à l'achat des quinze poteaux de béton et l'installation de ces luminaires, représentant une somme d'environ 7 500 \$ soient imputés au règlement numéro 473-87, dont les attributions sont suffisantes pour couvrir cette dépense, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 6739.

Adoptée unanimement.

C-88-09-965

INSTALLATION DE LUMINAIRES -
RUES DE MARIA ET STEPHANE
(106-2-02)

ATTENDU QUE le Chef de la Division exécution, de la Direction du génie, a étudié la demande des propriétaires demeurant sur les rues de Maria et Stéphane et recherchant un meilleur éclairage des rues de ce secteur;

QU'il suggère la mise en place de cinq luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens, sur des poteaux de béton et a confectionné le plan parcellaire numéro ER-88-29 montrant leur emplacement;

QUE l'installation de ces nouveaux luminaires respecte les normes de la politique relative à l'éclairage des rues;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la société Hydro-Québec d'installer cinq luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens, sur des poteaux de béton sur les rues de Maria et Stéphane aux endroits montrés au plan numéro ER-88-29 préparé par la Direction du génie.

QUE les coûts rattachés à l'achat des cinq poteaux de béton et l'installation de ces luminaires, représentant une somme d'environ 2 500 \$ soient imputés au règlement 433-86, dont les attributions sont suffisantes pour couvrir cette dépense, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 6740.

Adoptée unanimement.

C-88-09-966

INSTALLATION DE LUMINAIRES -
RUES DES PENSEES ET AUTRES
(106-2-02)

ATTENDU QUE le Chef de la Division exécution, de la Direction du génie, a étudié la demande des propriétaires de la subdivision "Jardins de la Blanche" recherchant un meilleur éclairage des rues dans leur secteur;

QU'il suggère la mise en place de quinze luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens, sur des poteaux de béton et de bois et a confectionné le plan parcellaire numéro ER-88-28 montrant leur emplacement;

QUE l'installation de ces nouveaux luminaires respecte les normes de la politique relative à l'éclairage des rues;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la société Hydro-Québec d'installer quinze luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens, sur des poteaux de béton et de bois, sur les rues des Pensées, des Lilas, des Oeilletts, des Marguerites et des Tulipes, aux endroits montrés au plan numéro ER-88-28 préparé par la Direction du génie.

Que les coûts rattachés à l'achat des douze poteaux de béton requis et l'installation de ces nouveaux luminaires, représentant une dépense d'environ 6 000,00 \$ soient imputés aux règlements numéros 432-86 et 471-87, dont les attributions sont suffisantes pour couvrir cette dépense, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 6738.

Adoptée unanimement.

C-88-09-967

INSTALLATION DE LUMINAIRES -
SUBDIVISION BELVEDERE (106-2-
02)

ATTENDU QUE le Chef de la Division exécution, de la Direction du génie, a étudié une demande recherchant un meilleur éclairage sur les rues Essiambre, D'Aoust, Leduc et Paquette;

QU'il suggère la mise en place de quinze luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens, sur poteaux de bois et de béton et a confectionné le plan parcellaire numéro ER-88-27 montrant leur emplacement;

QUE l'installation de ces nouveaux luminaires respecte les normes de la politique relative à l'éclairage des rues;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la société Hydro-Québec d'installer quinze luminaires sodium haute pression, 8 500 lumens, sur poteaux de bois et de béton sur les rues Essiambre, d'Aoust, Leduc et Paquette montrés au plan numéro ER-88-27, préparé par la Direction du génie.

Que les coûts rattachés à l'achat des treize poteaux de béton et à l'installation de ces luminaires, représentant une dépense d'environ 6 500 \$ soient imputés au règlement 445-87, dont les attributions sont suffisantes pour couvrir cette dépense, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 6741.

Adoptée unanimement.

C-88-09-968

ARRET - RUES MAGNUS ET GUINDON
(600-3)

ATTENDU QUE le flot de circulation s'est accru considérablement sur la rue Magnus depuis l'ouverture du boulevard de la Vérendrye;

QUE la limite de vitesse n'est pas toujours respectée et que par conséquent la sécurité des gens laisse à désirer;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de décréter des arrêts obligatoires à l'intersection des rues Magnus et Guindon en direction est et ouest; cette ordonnance de circulation aura force et vigueur jusqu'à l'ouverture du tronçon du boulevard de la Vérendrye, compris entre les rues Main et Guindon.

Adoptée unanimement.

ATTENDU QUE le réaménagement du chemin de la Savane et son raccordement avec le boulevard Maloney amènera des changements importants pour la circulation;

QU'il est essentiel pour la sécurité de tous les usagers de la route d'installer et de maintenir une signalisation routière adéquate;

QUE le chemin de la Savane est appelé à devenir une artère importante pour l'accès au secteur sud-ouest de Gatineau;

QUE le Chef de la Division circulation, à la direction du Génie, recommande, dans son rapport du 26 juillet 1988, l'installation de panneaux de signalisation aux endroits indiqués plus bas;

QUE des crédits sont prévus au règlement d'emprunt numéro 465-87, pour couvrir les dépenses relatives à l'installation de panneaux de signalisation requis pour donner suite à la présente, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 5761;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de décréter ce qui suit;

- 10.- un arrêt obligatoire sur le côté ouest du boulevard Gréber, faisant face au trafic sortant du centre commercial First City;
- 20.- un arrêt obligatoire sur le côté est du boulevard Gréber, faisant face au trafic sortant du centre commercial les Promenades de l'Outaouais;
- 30.- l'obligation de céder le passage s'appliquant aux véhicules tournant à droite, vers le sud, du boulevard Maloney vers le boulevard Gréber;
- 40.- l'interdiction de faire demi-tour sur le boulevard Maloney, sauf pour les véhicules autorisés, à l'intersection du boulevard Maloney et du chemin de la Savane;
- 50.- l'obligation d'aller tout droit par les voies de droite et du centre et de tourner à gauche par la voie de gauche, s'appliquant aux véhicules en direction ouest, sur le boulevard Maloney à son intersection avec le chemin de la Savane;
- 60.- trois arrêts obligatoires sur le côté nord du chemin de la Savane, faisant face au trafic sortant de chacune des trois sorties du centre commercial First City;
- 70.- deux arrêts obligatoires sur le côté sud du chemin de la Savane, faisant face au trafic sortant de chacune des deux sorties du

commerce situé à l'intersection du Chemin de la Savane et du boulevard Gréber;

- 80.- l'obligation de céder le passage s'appliquant aux véhicules tournant à droite, vers le nord, du chemin de la Savane vers le boulevard Gréber;
- 90.- l'obligation de céder le passage s'appliquant aux véhicules tournant à droite, vers l'est, du chemin de la Savane vers le boulevard Maloney;
- 100.- l'obligation de céder le passage aux véhicules en provenance du boulevard Maloney, s'appliquant aux véhicules en direction est, face au numéro civique 53, chemin de la Savane;
- 110.- l'interdiction de faire demi-tour sur le chemin de la Savane, à chacune des trois ouvertures du terre-plein central situées entre le boulevard Maloney et le boulevard Gréber;
- 120.- l'obligation de tourner à gauche à partir des deux voies de gauche, s'appliquant pour les véhicules en direction ouest sur le chemin de la Savane, à son intersection avec le boulevard Maloney;
- 130.- l'obligation de tourner à gauche par la voie de gauche, d'aller tout droit par la voie centrale et de tourner à droite par la voie de droite, s'appliquant aux véhicules en direction ouest, sur le chemin de la Savane, à son intersection avec le boulevard Gréber;
- 140.- l'obligation de tourner à gauche par la voie de gauche, d'aller tout droit par la voie centrale et d'aller tout droit ou tourner à droite par la voie de droite, s'appliquant aux véhicules en direction est, sur le chemin de la Savane, à son intersection avec le boulevard Gréber;

IL EST DE PLUS RESOLU
d'autoriser le Directeur des Travaux publics à faire installer les panneaux de prescription nécessaires pour donner suite à ce qui précède de même que la signalisation de danger telle que décrite dans le susdit rapport du Chef de la Division circulation.

Adoptée unanimement.

C-88-09-970

APPROBATION - SOUMISSION -
ACHAT - RECYCLEUR D'ASPHALTE
(504-26)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, seule la compagnie Equipement St-Louis & Fils inc. a déposé une soumission pour vendre un recycleur d'asphalte;

QUE cette soumission est conforme au devis ayant servi à cet appel d'offres



et le Directeur des Approvisionnements recommande de l'accepter dans sa note du 6 avril 1988;

QUE des fonds sont suffisants au règlement numéro 496-88, pour couvrir le prix d'achat d'un recycleur d'asphalte comme l'assure le certificat de crédit disponible numéro 5934;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu en conformité avec la recommandation du Directeur général, de proposer au Conseil, d'approuver la soumission, au montant de 39,785 \$, présentée par la compagnie Equipement St-Louis & Fils inc. pour la fourniture d'un recycleur d'asphalte, respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

Adoptée unanimement.

C-88-09-971

APPROBATION - VIREMENT
BUDGETAIRE NUMERO 39

ATTENDU QUE le poste budgétaire "Dépense recouvrable d'un tiers" de la Direction des travaux publics nécessite des fonds supplémentaires au montant de 33 910 \$ suite à plusieurs réparations que la Direction des travaux publics a dû effectuer pour des dommages causés à des propriétés municipales et pour prévoir des fonds jusqu'à la fin de l'exercice 1988;

QUE ces dépenses sont entièrement remboursées à la ville de Gatineau par des tiers, et ce, incluant des frais d'administration de 20 %;

QUE le Directeur général a pris connaissance du transfert budgétaire mentionné ci-dessous et l'a dirigé au Conseil pour examen et approbation;

QUE ce Conseil a étudié et a analysé tous les documents se rattachant à ce virement et s'accorde avec cette demande;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver le transfert budgétaire numéro 39 et d'autoriser le Directeur des finances à faire effectuer les écritures comptables en découlant, à savoir:

TRANSFERT BUDGETAIRE NUMERO 39-88

02 50 391000 Dépenses recouvrables d'un tiers

649 Autres pièces et accessoires 33 910 \$

014 00000 000 Services rendus à des personnes

014 5115 Dépenses recouvrables d'un tiers (Travaux publics) (33 910 \$)

Adoptée unanimement.

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions concernant le programme de trottoirs et bordures, à savoir:

- Les Constructions J. L. Pilote
- Les Constructions Deschênes ltée
- Les Constructions R.C.R. inc.

QUE ces soumissions sont conformes au devis ayant servi à cet appel d'offres et le directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 30 août 1988, d'accepter les propositions soumises par les firmes identifiées plus bas;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver les soumissions présentées par les compagnies mentionnées ci-dessous pour le programme de trottoirs et bordures, aux prix indiqués ci-après; ces travaux devant être exécutés en conformité avec les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres, à savoir:

1-A: Réparation des trottoirs

Les constructions J. L. Pilote
435, rue Adanac
Beauport (Québec)

au prix de 104 730 \$

1-B: Enlèvement de trottoirs

Les constructions Deschênes ltée
C.P. 40, chemin Klock
Aylmer (Québec)

au prix de 81 865 \$

Les fonds seront pris aux règlements numéros 491-88 et 493-88, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 5936

2- Entretien des bordures et trottoirs existants

Les constructions R.C.R. inc.
1054, boulevard St-Joseph
Québec

- | | |
|------------------------|---------------------|
| a) trottoirs monolites | |
| 1.2 m. de largeur | 101.00\$/m.linéaire |
| 1.4 m. de largeur | 103.00\$/m.linéaire |
| 1.5 m. de largeur | 108.00\$/m.linéaire |
| b) trottoirs dalles | |
| 1.3 m. de largeur | 102.00\$/m.linéaire |
| c) bordures de béton | 49.00\$/m.linéaire |

Etant donné que les quantités ne sont qu'approximatives, les crédits nécessaires à l'exécution des ces travaux seront puisés à

même les attributions de différents budgets d'opération de l'année en cours.

Adoptée unanimement.

C-88-06-973

SERVITUDE DE VUE - LOT 19A-30

ATTENDU QUE la bâtisse érigée sur la partie du lot 19A-30, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton, montrée au plan numéro 8152-L préparé par Louis Lavoie, arpenteur-géomètre, comprend 3 ouvertures illégales dans le mur nord;

QUE la ville de Gatineau est propriétaire du lot 19A-342, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton et adjacente à l'immeuble susmentionné;

QUE pour obvier à ces illégalités, il y a lieu d'établir, aux conditions énumérées ci-après, une servitude de vue;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Rihard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'accorder à Maurice Cormier, demeurant au 995, rue Bélair, Gatineau, Québec, une servitude de vue contre le lot 19A-342, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton, en faveur de la partie du lot 19A-30, des mêmes rang et canton, montrée au plan numéro 8152L, préparé par Louis Lavoie, arpenteur-géomètre, le 27 avril 1988, avec droit de garder dans le mur latéral nord, les trois fenêtres existantes, le tout, aux conditions suivantes, à savoir:

- 1o.- ces personnes et/ou ayants droit ne peuvent aggraver cette servitude en pratiquant de nouvelles ouvertures dans ledit mur;
- 2o.- la servitude n'a pas pour effet de restreindre de quelque façon que ce soit, le droit de propriété de chacune des parties;
- 3o.- cette servitude demeure en vigueur tant et aussi longtemps que le bâtiment principal érigé sur la susdite partie du lot 19A-30, n'est pas détruit ou démoli; s'il y avait destruction, la présente servitude serait alors annulée;
- 4o.- la servitude est consentie pour la somme de 50 \$ et de plus, les frais se rapportant à la préparation et à l'enregistrement de l'acte notarié sont à la charge du requérant.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le susdit contrat, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-09-974

SERVITUDE D'INONDATION - LOT
9E-3



ATTENDU QU'en vertu du règlement numéro 245-82, la construction dans les zones inondables est assujettie à des dispositions particulières;

QUE l'une des modalités de cette réglementation exige du propriétaire, intéressé à construire dans un tel secteur, à consentir à la Ville une servitude d'inondation;

QU'en conformité avec les termes de l'article 2/3/12/3/1, du règlement numéro 245-82, la personne mentionnée ci-dessous est disposée à accorder à la Ville une servitude d'inondation concernant le lot 9E-3, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton;

QUE les déboursés et les honoraires découlant de la préparation du contrat requis à cette fin seront assumés et payés en totalité par le demandeur;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer, au nom de la ville de Gatineau, le contrat relatif à la servitude d'inondation consentie à la Municipalité par Claude Deslauriers, à l'égard du lot 9E-3, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton.

Adoptée unanimement.

C-88-09-975

SERVITUDE D'INONDATION - LOT
13I-6

ATTENDU QU'en vertu du règlement numéro 245-82, la construction dans les zones inondables est assujettie à des dispositions particulières;

QUE l'une des modalités de cette réglementation exige du propriétaire, intéressé à construire dans un tel secteur, à consentir à la Ville une servitude d'inondation;

QU'en conformité avec les termes de l'article 2/3/12/3/1, du règlement numéro 245-82, la personne mentionnée ci-dessous est disposée à accorder à la Ville une servitude d'inondation concernant le lot 13I-6, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton;

QUE les déboursés et les honoraires découlant de la préparation du contrat requis à cette fin seront assumés et payés en totalité par le demandeur;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du



Comité exécutif, d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer, au nom de la ville de Gatineau, le contrat relatif à la servitude d'inondation consentie à la Municipalité par Jean-Claude Désormeaux à l'égard du lot 13I-6, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton.

Adoptée unanimement.

C-88-09-976

CHANGEMENT DE NUMERO CIVIQUE -
975 RUE NOTRE-DAME (302-2)

ATTENDU QU'à la suite à la construction d'une nouvelle habitation unifamiliale entre le 977 et le 979 de la rue Notre-Dame, il y a un manque de numéros et il y a lieu de changer la numérotation de la propriété située au 977 rue Notre-Dame;

QUE le Directeur adjoint, à la Direction de l'urbanisme, a soumis à cet effet, un rapport le 14 juillet 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de décréter le changement du numéro civique 977 attribué à la propriété de Robert Green pour celui du 975 rue Notre-Dame.

Adoptée unanimement.

C-88-09-977

CHANGEMENT DE NUMERO CIVIQUE -
8 RUE CHARRON (302-2)

ATTENDU QU'à la suite de la construction d'un duplex jumelé au 2 de la rue Charron, il y a lieu de changer l'adresse de la propriété située au 4 de la rue Charron;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a soumis un rapport, à cet effet, le 10 août 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de décréter que l'immeuble érigé sur les lots 577-8 et 577-9, au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau, portera l'adresse du 8 rue Charron, à compter du 1er octobre 1988.

Adoptée unanimement.

C-88-09-978

CPTAQ - DEMANDE D'AUTORISATION
- LOT 3A, RANG IX, CANTON DE
HULL (308-3)

. ATTENDU QU' Howard Graveline a transmis une demande, à la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole une partie du lot 3A, du rang IX, au cadastre officiel du canton de Hull et d'une superficie d'environ 107 acres;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a étudié cette demande et en recommande l'approbation pour les motifs énoncés dans son rapport du mois de mai 1988;

QUE ce Conseil a pris connaissance de ce rapport et s'accorde avec son contenu et la recommandation y apparaissant;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Commission de protection du territoire agricole du Québec d'approuver la requête présentée par Howard Graveline pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole, une partie du lot 3A, du rang IX, au cadastre officiel du canton de Hull et d'une superficie d'environ 107 acres.

Adoptée unanimement.

C-88-09-979

CPTAQ - DEMANDE D'AUTORISATION
- LOT 16 PARTIE, RANG 4,
CANTON DE TEMPLETON (308-3)

ATTENDU QUE Robert Mannseichner a transmis une demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole une partie du lot 16, du rang 4, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 270,000 pieds carrés;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a étudié cette demande et en recommande l'approbation pour les motifs énoncés dans son rapport du 15 août 1988;

QUE ce Conseil a pris connaissance de ce rapport et s'accorde avec son contenu et la recommandation y apparaissant;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Commission de protection du territoire agricole du Québec d'approuver la requête de Robert Mannseichner, pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole, une partie du lot 16, du rang 4, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 270,000 pieds carrés.

Adoptée unanimement.

C-88-09-980

CPTAQ - DEMANDE D'AUTORISATION
- LOT 15 PTIE, RANG 3, CANTON
DE TEMPLETON (308-3)

ATTENDU QUE Bell Canada a transmis une demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole une partie du lot 15, du rang 3, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 80,9 mètres carrés;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a étudié cette demande et en recommande l'approbation pour les motifs énoncés dans son rapport du 15 août 1988;

QUE ce Conseil a pris connaissance de ce rapport et s'accorde avec son contenu et la recommandation y apparaissant;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Commission de protection du territoire agricole du Québec d'approuver la requête de Bell Canada pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole, une partie du lot 15, du rang 3, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 80,9 mètres carrés.

Adoptée unanimement.

C-88-09-981

CPTAQ - DEMANDE D'AUTORISATION
- LOT 26B PTIE, RANG 3, CANTON
DE TEMPLETON (308-3)

ATTENDU QUE Jean-Guy Thivierge a transmis une demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole une partie du lot 26B, du rang 3, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 1,810 mètres carrés;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a étudié cette demande et refuse l'approbation pour les motifs énoncés dans son rapport daté du 15 août 1988;

QUE ce Conseil a pris connaissance de ce rapport et s'accorde avec son contenu et la recommandation y apparaissant;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Commission de protection du territoire agricole du Québec de refuser la requête présentée par Jean-Guy Thivierge pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole, une partie du lot 26B, du rang 3, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 1,810 mètres carrés.

Adoptée unanimement.

C-88-09-982

**CPTAQ - DEMANDE D'AUTORISATION
- LOT 23B-76, RANG 5, CANTON
DE TEMPLETON (308-3)**



ATTENDU QUE Gérald Lalonde a transmis une demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole une partie du lot 23B-76, du rang 5, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 29,351 pieds carrés;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a étudié cette demande et en recommande l'approbation pour les motifs énoncés dans son rapport daté du 16 août 1988;

QUE ce Conseil a pris connaissance de ce rapport et s'accorde avec son contenu et la recommandation y apparaissant;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Commission de protection du territoire agricole du Québec d'approuver la requête de Gérald Lalonde pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole, une partie du lot 23B-76, du rang 5, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 29,351 pieds carrés.

Adoptée unanimement.

C-88-09-983

**CPTAQ - DEMANDE D'AUTORISATION
- LOTS 20B-52 ET 20B-53, RANG
5, CANTON DE TEMPLETON (308-3)**

ATTENDU QUE Marcel Breton a transmis une demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole une partie des lots 20B-52 et 20B-53, du rang 5, au cadastre officiel du canton de Templeton;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a étudié cette demande et en refuse l'approbation pour les motifs énoncés dans son rapport du 17 août 1988;

QUE ce Conseil a pris connaissance de ce rapport et s'accorde avec son contenu et la recommandation y apparaissant;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Commission de protection du territoire agricole du Québec de refuser la requête de Marcel Breton pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole, une partie des lots 20B-52 et 20B-53, du rang 5, au cadastre officiel du canton de Templeton.

Adoptée unanimement.



C-88-09-984

CPTAQ - DEMANDE D'AUTORISATION
- LOT 28C PARTIE, RANG 3,
CANTON DE TEMPLETON (308-3)

ATTENDU QUE Noël Lévesque a transmis une demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole une partie du lot 28C, du rang 3, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 1,08 acre;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a étudié cette demande et en refuse l'approbation pour les motifs énoncés dans son rapport du 18 août 1988;

QUE ce Conseil a pris connaissance de ce rapport et s'accorde avec son contenu et la recommandation y apparaissant;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Commission de protection du territoire agricole du Québec de refuser la requête de Noël Lévesque pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole, une partie du lot 28C, du rang 3, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 1,08 acre.

Adoptée unanimement.

C-88-09-985

CPTAQ - DEMANDE D'AUTORISATION
- LOT 28C PARTIE, RANG 3,
CANTON DE TEMPLETON (308-3)

ATTENDU QU' André Lesage a transmis une demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole une partie du lot 28C, du rang 3, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 16 800 pieds carrés;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a étudié cette demande et en refuse l'approbation pour les motifs énoncés dans son rapport du 18 août 1988;

QUE ce Conseil a pris connaissance de ce rapport et s'accorde avec son contenu et la recommandation y apparaissant;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Commission de protection du territoire agricole du Québec de refuser la requête d'André Lesage pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole, une partie du lot 28C, du rang 3, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 16 800 pieds carrés.

Adoptée unanimement.

C-88-09-986

**APPROBATION - SOUMISSION -
PAPETERIE ET ACCESSOIRES DE
BUREAU (452-11)**



ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres sur invitation, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour la fourniture de papeterie et d'accessoires de bureau, à savoir:

- Papeterie 2000
- Papeterie Montpetit inc.
- Centre bureautique Global plus

QUE ces soumissions sont conformes au devis ayant servi à cet appel d'offres et le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 25 juillet 1988, d'accepter la proposition du deuxième plus bas soumissionnaire étant donné le désistement du plus bas;

QUE les fonds requis pour couvrir les dépenses relatives à l'achat de cette papeterie seront puisées à même le budget de la Direction requérante;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission, au montant de 16 280,65 \$, présentée par la compagnie Papeterie Montpetit inc. pour la fourniture de papeterie et accessoires de bureau respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

IL EST ENTENDU que la dépense supplémentaire découlant du désistement du plus bas soumissionnaire sera payée par ce dernier.

Adoptée unanimement.

C-88-09-987

**APPROBATION - SOUMISSION -
UNE TONDEUSE AUTOMOTRICE (504-
4-08)**

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour la fourniture d'une tondeuse automotrice, à savoir:

- Les équipements Manutech Montréal inc.
- B. & T. MacFarlane
- Turfco inc.
- Turfquip inc.

QUE deux des soumissions reçues n'étaient pas conformes au devis ayant servi à cet appel d'offres;

QUE le Directeur des Travaux publics recommande, dans sa note du 20 juin 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire conforme;

QUE des fonds sont suffisants au règlement numéro 496-88, pour couvrir le prix



d'achat de cette tondeuse, comme l'indique le certificat de crédit disponible numéro 5929;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission, au montant de 17 692,88 \$, présentée par la compagnie "Turfquip inc." pour la vente d'une tondeuse automotrice respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

Adoptée unanimement.

C-88-09-988

APPROBATION - SOUMISSION -
PRODUITS SANITAIRES ET
D'ENTRETIEN (504-14)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres sur invitation, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour la fourniture de produits sanitaires et d'entretien, à savoir:

- G. H. Wood et co. ltée
- Produits sanitaires Ranger ltée
- Boudreault ltée
- Distribution G.R.
- Produits J. M. Canada
- W. T. Masters ltée
- Price Daxion
- Wyant inc.
- Produits sanitaires Prof.
- Les brosses Fuller et produits sanitaires

QUE ces soumissions sont conformes au devis ayant servi à cet appel d'offres et le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 19 juillet 1988, d'accepter les propositions des firmes mentionnées plus bas;

QUE les fonds requis pour couvrir cette dépense seront puisés à même le budget des directions requérantes;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver les soumissions produites par les entreprises identifiées ci-dessous pour la fourniture de produits sanitaires et d'entretien, aux prix indiqués en regard de chacune d'elles, ces produits devront être conformes aux exigences et aux critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres, à savoir:

10.- Produits sanitaires Ranger
556, boulevard Maloney est
Gatineau (Québec)

Annexe I-	6 950,30 \$
Annexe II- items 1, 2, 5 et 10	2 423,46 \$
Annexe III- items 1, 2-c et 4	2 391,58 \$

- 20.- Produits J. M. Canada inc.
99, rue Crémazie
Gatineau (Québec)
- Annexe II- items 3 et 6 640,17 \$
Annexe III- items 2-a, 2-b et 2-d 6 249,60 \$
- 30.- Boudreault ltée
45, rue Adrien-Robert
Gatineau (Québec)
- Annexe II- items 4 et 7 1 037,70 \$
- 40.- W. T. Masters ltée
47, rue Laval
Hull (Québec)
- Annexe II- item 8 215,50 \$
- 50.- Distribution G. R.
445, rue Plouffe
Gatineau (Québec)
- Annexe II- item 9 249,60 \$
- 60.- G. H. Wood et Co. ltée
1315, rue Michael
Ottawa (Ontario)
- Annexe III- items 3, 5, 6 et 7 687,66 \$

Adoptée unanimement.

C-88-09-989

APPROBATION - SOUMISSION -
ELEMENTS D'UN RESEAU DE
TELECOMMUNICATIONS (504-57)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour la fourniture des éléments d'un réseau de télécommunications, à savoir:

- Signatel ltée (Montréal)
- Memotec Data inc. (Datagram) Ottawa
- Hamilton Computers (Ottawa)
- Current Communications inc. (Richmond Hill)
- S.I.B. (une division Bell Canada) (Hull)
- Digital Equipment of Canada (Nepean)
- Ajour (Gatineau)

QUE ces soumissions sont conformes au devis ayant servi à cet appel d'offres et le Directeur des approvisionnements recommande, dans sa note du 14 juillet 1988, d'accepter les propositions des plus bas soumissionnaires;

QUE des fonds sont suffisants au règlement numéro 484-88, pour couvrir cette dépense, comme en fait foi le certificat de crédit disponible numéro 6871;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'accepter les soumissions produites par les compagnies identifiées ci-dessous

pour la fourniture des éléments d'un réseau de télécommunications aux prix apparaissant en regard de chacun d'eux, le tout en conformité avec les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres, à savoir:

- 1- **Signatel Ltée**
4360, Côte de Liesse, #210
Montréal (Québec)

pour la fourniture des items
1 (contrôleurs) et 21 783,65 \$
4 (2 DELNI) 3 387,72 \$
- 2- **Hamilton Computers**
12630, rue Lancaster
Ottawa (Ontario)

pour la fourniture
des items 2 (câbles) 298,00 \$
3 (terminateurs) 159,00 \$
5 (2 DEMPR et 8 190,00 \$
logiciels)
- 3- **Ajour**
370, Boul. Gréber, suite 250
Gatineau (Québec)

pour la fourniture de l'item
7.1 (2 modems) 1 373,40 \$
- 4- **Mémotec Data inc. (Datagram)**
439, avenue Churchill
Ottawa (Ontario)

pour la fourniture de l'item
7.2 (multiplexeurs et modems) 27 379,02 \$
7.3 (multiplexeurs et modems) 22 121,28 \$

Adoptée unanimement.

C-88-09-990

APPROBATION - SOUMISSION -
ESTRADES AMOVIBLES A PATTES
AJUSTABLES (452-1)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres sur invitation, seule la compagnie Up-Right Scaffolds ltd a déposé une soumission pour la fourniture d'estrades amovibles à pattes ajustables;

QUE cette soumission est conforme au devis ayant servi à cet appel d'offres et le Directeur des Approvisionnements recommande de l'accepter, dans sa note du 12 août 1988;

QUE des fonds sont disponibles au poste budgétaire 02 65 71000 919, pour couvrir le prix d'achat, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 6159;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission, au montant de 10 625,84 \$, présentée par la compagnie "Up-Right Scaffolds ltd", pour la fourniture

d'estrades amovibles à pattes ajustables respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

- Adoptée unanimement.

C-88-09-991

APPROBATION - SOUMISSION -
REFECTION DE LA TOITURE AU
CENTRE COMMUNAUTAIRE LE BARON
(254-1, 401-4 et 452-2)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres sur invitation, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour la réfection de la toiture au Centre communautaire Le Baron, à savoir:

- Les toitures Gauvreau inc.
- Les toitures Raymond inc.
- Cyr et Fils, couvreurs et construction inc.

QUE deux des soumissions reçues ne sont pas conformes au devis car il n'y avait pas de chèque certifié et que le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 15 août 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire conforme;

QUE le Conseil a autorisé, par sa résolution C-88-06-715 l'exécution des travaux nécessaires à la réparation de la toiture du Centre communautaire Le Baron;

QUE le montant soumis de 9 900 \$ n'est pas suffisant pour l'exécution de ces travaux;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission, au montant de 10 975 \$, présentée par la compagnie "Les toitures Gauvreau", pour réparer la toiture du Centre communautaire Le Baron en respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres;

Il est de plus résolu d'habiliter le Directeur des Finances à effectuer le virement budgétaire numéro 51 qui s'impose pour donner suite à ce qui précède.

Adoptée unanimement.

C-88-09-992

MODIFICATION - RESOLUTION C-
88-07-769 - ACQUISITION -
CAMIONNETTE D'UNE TONNE (504-
4-11)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-88-07-769, a approuvé la soumission présentée par la compagnie "Mont-Bleu Ford inc.", pour l'achat d'une camionnette d'une tonne et d'un radio mobile de marque Motorola;

QUE le montant inscrit à l'article 2 de la résolution ne couvre pas le prix d'achat du radio mobile et conséquemment, il est nécessaire de l'amender pour y ajouter la somme de 1 264,40 \$;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de modifier l'article 2 de la résolution C-88-07-767, pour lire 24 992,17 \$ au lieu de 23 727,77 \$ et ceci, pour couvrir le prix d'achat du radio mobile "Maxtrac 300" de Motorola.

Adoptée unanimement.

C-88-09-993

APPROBATION - VIREMENT
BUDGETAIRE - TOUR DE GATINEAU
(401-4)

ATTENDU QUE le comité organisateur des Jeux du Québec régionaux été 1987 a connu un surplus budgétaire lors de ses opérations;

QUE ce surplus a été versé à la Ville pour être utilisé à un événement majeur;

QUE le Comité organisateur désire offrir ce surplus au "Tour de Gatineau";

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de verser à l'édition 1988 du "Tour de Gatineau", une somme de 247 \$, sur présentation d'une réquisition de paiement par la Direction générale et d'autoriser le Directeur des Finances à faire effectuer les écritures comptables suivantes, à savoir:

- 02 65 69050 919..... 247,00 \$
- 01 82 927..... 247,00 \$

Adoptée unanimement.

C-88-09-994

APPROBATION - VIREMENT
BUDGETAIRE 52 - COURSE TERRY
FOX (401-4)

Il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver le virement budgétaire numéro 52 et d'autoriser le Directeur des Finances à effectuer les écritures comptables suivantes:

VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 52

02 50 75291 000 Parc lac Beauchamp - hiver

131 Rem. rég. autres empl. 40 hrs 3 000 \$

02 65 79150 000 Course Terry Fox

515	Location d'équip. véh. et outils	200 \$
610	Aliments et boisson	150 \$
649	Pièces et accessoires	400 \$
651	Vêtements et accessoires	150 \$
694	Articles de publicité	100 \$

02 65 71040 000 Protocole S.A.O.

985 Quote-part S.A.O. (400 \$)

Adoptée unanimement.

C-88-09-995

APPROBATION - VIREMENT
BUDGETAIRE 46-88 (401-4)

ATTENDU QUE le ministère des Affaires culturelles, dans la réponse du gouvernement au rapport de la Commission d'étude sur les bibliothèques publiques, annonçait que la subvention 1988 aux municipalités était haussée de 27 %;

QUE dans sa lettre du 13 juillet 1988, la Vice-première Ministre et Ministre des Affaires culturelles, madame Lise Bacon, confirme qu'une somme supplémentaire de 30 597 \$ est accordée à la Municipalité;

QUE cette somme est versée exclusivement pour l'achat de livres;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver le virement budgétaire 46-88 mentionné ci-dessous et d'autoriser la Direction des finances à effectuer les écritures comptables suivantes, à savoir:

VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 46-88

01 82600 - Subvention - bibliothèque 30 597 \$

02 65 77000 000 - Division bibliothèque

672	manuels de référence	1 000 \$
673	livres d'enfants	6 597 \$
674	livres d'adultes	17 000 \$
677	autres items de collection	6 000 \$

Adoptée unanimement.

C-88-09-996

APPROBATION - VIREMENT
BUDGETAIRE 44-88 (401-4)

ATTENDU QUE la Division bibliothèque de la Direction des loisirs et de la culture a présenté un projet à la Direction du développement de l'emploi, projet visant la conversion des collections et catalogues à l'informatique;

QUE ce projet a été accepté dans le cadre du Programme de création d'emplois de l'Article 38 de la Loi sur l'assurance-chômage, sous le numéro de dossier 0011-HJ7;

QUE ce projet accorde une somme de 1 710 \$ à titre d'autres frais;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver le virement budgétaire mentionné ci-dessous et d'autoriser la Direction des finances à effectuer les écritures comptables suivantes, à savoir:

VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 44-88

01-82-951-000 Projet -
Article 38 - No 0011-HJ7 1 710 \$

02-65-77035-000 Projet - Article 38 - Bibliothèque

499	Autres Services	500 \$
671	Papeterie et fournitures	500 \$
750	Ameublement	710 \$

Adoptée unanimement.

C-88-09-997

ACHAT - PROLONGEMENT RUE
BERTHIAUME 11A-135

ATTENDU QUE la firme Elmhurst Investment & Loan Corp. est propriétaire du lot 11A-135, rang 2, canton de Templeton et les taxes sont impayées depuis le 1er janvier 1987;

QUE cette firme est disposée à céder ce lot à la Ville, moyennant l'annulation desdites taxes;

QU'il s'agit du prolongement de la rue Berthiaume devant desservir le territoire situé au nord du boulevard St-René;

QUE les fonds requis, reliés au coût d'acquisition et à la préparation du contrat notarié, sont disponibles au poste budgétaire numéro 02 10 19900 731, comme en fait foi la réquisition de services professionnels numéro 162;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 10.- d'acquérir, de la firme Elmhurst Investment & Loan Corp. le lot 11A-135, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton, le tout moyennant un ajustement des taxes à compter du 1er janvier 1987;

20.- d'autoriser le Maire et le Greffier, ou en leur absence, le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer le contrat pour et au nom de la Ville.

Adoptée unanimement.

C-88-09-998

APPROBATION VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 47-88 (401-4)

Il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver le virement budgétaire numéro 47-88 et d'autoriser le Directeur des Finances à faire effectuer les écritures comptables en découlant, à savoir:

VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 47-88

02 10 14010 550	
<u>Ent. - equip. et ameublement</u>	(1000 \$)
02 10 14010 551	
<u>Contrat ent. - photocopie</u>	(700 \$)
02 10 14010 750	
<u>Immobilisation - ameublement</u>	1700 \$)

Adoptée unanimement.

C-88-09-999

PAIEMENT RECLAMATIONS (101-1-05)

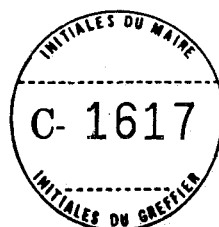
ATTENDU QUE le Comité d'évaluation des réclamations a examiné et a analysé les réclamations soumises par les personnes mentionnées plus bas et en préconise le paiement;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 05 26 315, pour couvrir ces dépenses, comme en font foi les certificats de crédit disponible numéro 6647 et 6648;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'autoriser le Directeur des Finances à verser, sur présentation de réquisitions de paiement par le Directeur du Secrétariat général, les sommes indiquées ci-après, en règlement complet et final des réclamations soumises par les personnes suivantes, à savoir:

<u>NOM</u>	<u>MONTANT</u>
1. Lucie Lortie réclamation du 1988 02 20	232,30 \$
2. Michèle Brousseau et Daniel Pouliot réclamation du 1988 02 22	457,14 \$

Adoptée unanimement.



C-88-09-1000

ACQUISITION - RUES CHARBON-
NEAU, LAUZON ET LEGARE

ATTENDU QUE Pierre Charbonneau est propriétaire des lots 16-4, 16-5 et 16-6, rang 3, canton de Templeton;

QUE ces lots sont utilisés actuellement à des fins de rues et sont entretenues par la Municipalité;

QU'il y a donc lieu d'acquérir ces rues et des fonds sont disponibles au poste budgétaire 02 10 19900 731, pour couvrir le coût des honoraires pour la préparation du contrat, comme en fait foi la réquisition de services professionnels numéro 163;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'autoriser le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint à signer, pour et au nom de la Ville, le contrat d'acquisition des lots 16-4, 16-5 et 16-6, du rang 3, au cadastre officiel du canton de Templeton, à savoir les rues Charbonneau, Lauzon et Légaré.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1001

BUDGET - FESTIVAL DE MONTGOL-
FIERES (401-4 ET 805-28)

ATTENDU QUE dans le cadre du Festival de montgolfières, l'Association touristique de l'Outaouais a accordé, à la ville de Gatineau, une subvention de 3 000 \$;

QUE le Directeur des Finances a préparé le transfert budgétaire requis pour attribuer cette somme au budget d'opération de la Ville;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver le transfert budgétaire numéro 45-88 et d'autoriser le Directeur des Finances à faire effectuer les écritures comptables en découlant, à savoir:

TRANSFERT BUDGETAIRE NUMERO 45-88

01 82 949 Subvention A.T.O. - montgolfières	3 000 \$
02 85 99000 971 Imprévus	3 000 \$

Adoptée unanimement.

C-88-09-1002

CONFIRMATION - STATUT
D'EMPLOYEE REGULIERE - MONIQUE
HOULE (750-5)

ATTENDU QUE le rendement fourni par Monique Houle aux fonctions de dactylo I a été évalué favorablement par son supérieur hiérarchique;

QUE la période d'essai de cette employée viendra à échéance sous peu;

QUE le Directeur des Ressources humaines demande la reconnaissance du statut d'employée régulière selon les dispositions qui régissent la gestion de nos ressources humaines;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de reconnaître à Monique Houle le statut d'employée régulière au poste de dactylo I, à la Direction du secrétariat général.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1003

STATUT - EMPLOYEE REGULIERE -
GINETTE PAGE (750-2)

ATTENDU QUE le rendement par Ginette Page aux fonctions de commis-comptable I a été évalué favorablement par son supérieur hiérarchique;

QUE la période d'essai de cette employée viendra à échéance sous peu;

QUE le Directeur des Ressources humaines demande la reconnaissance du statut d'employée régulière selon les dispositions qui régissent la gestion de nos ressources humaines;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de reconnaître à Ginette Page le statut d'employée régulière au poste de commis-comptable I, à la Direction des finances.

* Gilbert Garneau et François Leclerc inscrivent leur dissidence.

Adoptée 10 contre 2.

C-88-09-1004

STATUT D'EMPLOYEE REGULIERE -
SUZANNE RICHARD (750-5)

ATTENDU QUE le rendement par Suzanne Richard aux fonctions de commis junior a été évalué favorablement par son supérieur hiérarchique;

QUE la période d'essai de cette employée viendra à échéance sous peu;

QUE le Directeur des Ressources humaines demande la reconnaissance du statut d'employée régulière selon les dispositions qui régissent la gestion de nos ressources humaines;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de reconnaître à Suzanne Richard le statut d'employée régulière au poste de commis junior, à la Direction des finances.

* Gilbert Garneau et François Leclerc inscrivent leur dissidence.

Adoptée 10 contre 2.

C-88-09-1005

ENGAGEMENT - CHEF COMPTABLE -
DIRECTION DES FINANCES (750-1)

ATTENDU QUE la Direction des ressources humaines, en vertu de la résolution C-88-04-357, adoptée le 5 avril 1988, a affiché le poste de chef comptable à la Direction des finances;

QUE le Comité de sélection, formé en conformité avec la politique en vigueur, propose à l'unanimité de retenir la candidature de Jocelyne Champagne;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 20 13215 112, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0024;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'engager Jocelyne Champagne, domiciliée à Gatineau, au poste de chef comptable, à la Direction des finances au salaire prévu à la classe III, échelon 1 de l'échelle salariale des cadres.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1006

VERSEMENT - SUBVENTION -
RELAIS DES JEUNES GATINOIS
(401-7 ET 406-2)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-84-131, adoptée à l'unanimité le 20 février 1984, a établi des critères concernant l'utilisation des crédits votés aux différents budgets de quartiers;

QU'en conformité avec les dispositions de cette résolution, toute subvention

devant être consentie à des associations sans but lucratif, doit recevoir l'assentiment du Conseil;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 70 92000 788, pour couvrir le paiement de la subvention explicitée plus bas, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 5080;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'accorder une subvention de 500 \$ au Relais des jeunes gatinois pour couvrir les dépenses encourues dans le cadre du camp d'été et de mandater le Directeur des Finances pour verser cette aide financière dans les meilleurs délais.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1007

TARIFS - PERSONNEL ELECTORAL -
REFERENDUM DU 18 SEPTEMBRE
1988 (15.20.20)

ATTENDU QUE le Conseil peut, en conformité avec l'article 88 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, établir un tarif de rémunération pour le personnel électoral;

QUE les honoraires proposés par le Ministre des Affaires municipales sont en vigueur depuis le 30 mars 1983 et doivent être révisés et adaptés à la nouvelle loi;

QUE les bureaux de vote seront ouverts jusqu'à 19 h et le personnel électoral doit être au poste qui leur est assigné une heure avant l'ouverture des bureaux de vote;

QUE dans ce contexte, le Président d'élection recommande d'appliquer, au référendum du 18 septembre 1988, la tarification qui était en vigueur lors de l'élection partielle du 5 juin 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec les recommandation du Directeur général et du Président d'élection, de décréter que la tarification des honoraires, approuvée par la résolution C-88-04-374, s'applique au référendum du 18 septembre 1988.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1008

PROJET DE REGLEMENT 245-79-88
- MODIFICATION DE ZONAGE -
INTERSECTION NORD-EST ET NORD-
OUEST CHEMINS TACHE ET DES
ERABLES

ATTENDU QUE Monsieur Mike Geres a déposé, à la Direction de l'urbanisme, une



requête d'amendement au règlement de zonage dans le but de créer une zone rurale de type R1 à l'intersection nord-ouest des chemins Taché et des Erables, de façon à pouvoir ériger des habitations unifamiliales sur des terrains ayant une superficie d'au moins 3 500 mètres carrés;

QUE la Direction de l'urbanisme recommande cette modification pour rendre le zonage municipal conforme au schéma d'aménagement et par le fait même, d'affecter aussi le lot situé sur le côté est du chemin Des Erables par un zonage rural de type R1;

QUE le Comité consultatif d'urbanisme a analysé tous les documents se rattachant à ce dossier et recommande de donner suite à cette demande;

QUE ce Conseil s'accorde avec cette recommandation et désire entamer la procédure de consultation prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu d'approuver le projet de règlement numéro 245-79-88, visant à amender le règlement 245-82 en vue de remplacer, par des zones rurales de type R1, les zones rurales R2-9209 et R2-9210 situées au nord du chemin Taché et de part et d'autre du chemin des Erables, soit sur les lots originaires 3, 4A et 4B et les subdivisions s'y rattachant, du rang 10 et sur le lot originaire 4B, du rang 11, tous du cadastre officiel du canton de Hull. Cet amendement permettra la construction d'habitations unifamiliales sur des terrains ayant une superficie d'au moins 3 500 mètres carrés.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1009

APPROBATION - PROCES-VERBAL -
COMITE CONSULTATIF D'URBANISME
- REUNION DU 17 AOUT 1988
(503-5)

ATTENDU QUE le règlement numéro 474-87, constituant le Comité consultatif d'urbanisme de la ville de Gatineau, fut approuvé le 21 septembre 1987;

QUE la secrétaire du Comité achemine au Conseil, pour ratification, le compte rendu de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 17 août 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de ratifier le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 17 août 1988, à l'exception des items 8.7.2 et 8.8.4 et de décréter ce qui suit:

1- de refuser les requêtes identifiées ci-dessous:

- 8.5.1 Requéran: **David Dagenais**
Requête: Création d'une zone commerciale de type CB à même une partie de la zone rurale R1-9212.
- 8.5.2 Requéran: **Marcel Chartier**
Requête: Création d'une zone commerciale de type CA à même une partie de la zone résidentielle RAA-1401.
- 8.5.3 Requéran: **Carole et Pierre Chevalier**
Requête: Création d'une zone résidentielle de type RBA à même une partie de la zone résidentielle RAB-3501.

2- De mettre en suspens les requêtes identifiées ci-dessous:

- 8.5.4 Requéran: **Charles Rioux**
Requête: Amendement au règlement de zonage afin de permettre la construction d'un canapé avec dôme en verre fumé noir dans la marge de recul.
- 8.5.5 Requéran: **André Coupal**
Requête: Création d'une zone industrielle de type IAC à même une partie de la zone commerciale CRB-3401.

3- De mandater la Direction de l'urbanisme pour prendre les procédures nécessaires concernant la requête de dérogation mineure identifiée ci-dessous:

- 8.6.1 Requéran: **Robert Gagné**
Site: 132, rue Mont-Luc
Requête: Dérogation mineure au règlement de zonage; régulariser la marge latérale gauche à 1,07 mètres au lieu de 1,2 mètres.

4- D'autoriser la Direction de l'urbanisme à informer les requérants de ce qui précède.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1010

ETUDE - BRUIT - AUTOROUTE 550
(103-5-11)

ATTENDU QUE les résidents des rues Rochefort, Poitiers et l'avenue Gatineau se plaignent de la pollution par le bruit provenant de l'autoroute 550;

QUE le projet domiciliaire bordant cette autoroute fut construit avant cette route et ce Conseil juge impératif d'assurer la tranquillité de ces citoyens-nes;

QUE la construction d'un mur antibruit permettrait à la population de ce secteur résidentiel de retrouver sa tranquillité et d'améliorer la qualité de son environnement;

QUE la construction d'un tel mur doit être appuyée et précédée d'une étude pour déterminer la puissance sonore du bruit dégagé par la circulation routière sur cette section de l'autoroute;

QUE dans le cas d'une route provinciale, les études de ce genre sont toujours financées en totalité par le ministère des Transports;

QUE ce Conseil estime important que le Ministère commande et exige le dépôt de cette étude dans le plus bref délai possible;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu de demander au Directeur régional du ministère des Transports du Québec de commander, le plus rapidement possible, l'étude requise pour déterminer en décibel la puissance du bruit provenant de l'autoroute 550 dans le secteur des rues Rochefort, Poitiers et de l'avenue Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1011

OBTENTION D'UNE SERVITUDE -
LOT 14b-15, RANG 1 - CANTON DE
TEMPLETON

ATTENDU QUE pour exécuter les travaux de drainage prévus, entre le boulevard Hurtubise et la rivière des Outaouais, il est nécessaire d'obtenir une servitude sur une partie du lot 14B-15, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton;

QU'une entente est intervenue avec les propriétaires de ce terrain et le Directeur général adjoint, module gestion du territoire, a rédigé un bordereau expliquant les termes de cet accord;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 10 1990 731, pour couvrir les dépenses se rattachant à l'obtention de cette servitude, comme en fait foi la réquisition de services professionnels numéro 164;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'obtenir, pour la somme nominale de 1 \$, et aux conditions énoncées ci-après, une servitude permanente sur la partie du lot 14B-15, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton, décrétée à la description technique numéro 263 F, préparée par Marc Fournier, arpenteur-géomètre, à savoir:

- canaliser le fossé d'égoutement;
- niveler le fossé à l'élévation de la propriété;

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer l'acte notarié en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1012

REFECTION DU BOULEVARD LORRAIN
- MODIFICATIONS - ENTENTE -
(206-5)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-87-350, a approuvé le protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministère des Transports du Québec concernant la réfection du tronçon du boulevard Lorrain, compris entre l'autoroute 50 et le boulevard Maloney;

QUE le Ministère désire modifier cette entente pour étaler sur une année additionnelle le paiement de sa quote-part à la réalisation de ces travaux;

QUE le Directeur général adjoint, module gestion du territoire, a pris connaissance de l'avenant rédigé à cette fin et en recherche l'acceptation et sa signature dans sa note du 11 juillet 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver l'avenant numéro 2 modifiant l'avenant numéro 1 et l'entente 1720 se rapportant tous à la réfection du tronçon du boulevard Lorrain, compris entre l'autoroute 50 et le boulevard Maloney et que Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer l'acte notarié en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1013

REPARTITION DES FRAIS D'ENTRE-
TIEN - SYSTEME DE PROTECTION
AUTOMATIQUE - BOULEVARD
LORRAIN (103-8-03)

ATTENDU QUE le ministère des Transports du Québec dans le cadre de ses travaux d'améliorations au boulevard Lorrain, a demandé à l'Office national des Transports du Canada de modifier l'emplacement des bases existantes du système de protection automatique de ce croisement;

QU'en vertu de la résolution numéro C-85-391, le Conseil demande à l'Office national des Transports du Canada qu'une

amélioration à la protection automatique en place soit apportée;

QUE l'Office national des Transports du Canada, dans sa correspondance du 25 juillet 1985, confirmait l'installation d'un nouveau signal genre porte-à-feux (12' longueur) lequel changement pourrait être assujéti à une subvention gouvernementale dans la proportion de 80 % des coûts éligibles;

QUE le ministère des Transports du Québec prévoit à la fin des travaux remettre à la Ville l'entretien de ce tronçon amélioré, incluant la traverse de la voie ferrée au point milliaire 109,73 de la subdivision Lachute C.P.L.;

QUE dans sa lettre, du 15 juillet 1988, l'Office national des Transports du Canada exige confirmation que la ville de Gatineau payera 50 % des frais d'opération et d'entretien futurs du système de protection automatique déplacé et révisé;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de confirmer à l'Office national des Transports du Canada que la ville de Gatineau s'engage à défrayer sa quote-part des frais d'opération et d'entretien soit 50 %, du futur système de protection automatique devant être installé au croisement du boulevard Lorrain et du point milliaire 109,73 de la subdivision Lachute C.P.L.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1014

APPROBATION - REQUETE,
AQUEDUC, EGOUTS ET FONDATION
DE RUES - SUBDIVISION DOMAINE
CHATEAUGUAY - PHASE 111 (205-
52)

Il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 1o.- d'approuver la requête produite par Philippe Charette, pour construire, à ses frais et en conformité avec la réglementation en vigueur, des conduites d'aqueduc et d'égouts sur les rues portant les numéros de lots 9A-1-22 et 9A-1-23, du rang I au cadastre officiel du canton de Templeton, en plus de construire la fondation de ces rues;
- 2o.- d'autoriser le requérant à faire préparer, également à ses frais, le devis et les plans nécessaires à l'exécution des travaux, dont il est fait allusion à l'article 1, par les experts-conseils "Les consultants de l'Outaouais inc.";
- 3o.- d'habiliter ledit bureau d'experts-conseils à présenter, pour approbation, ce devis et ces

plans à la Communauté régionale de l'Outaouais et au ministère de l'Environnement du Québec;

- 40.- d'entériner la demande du promoteur visant à confier la surveillance, avec résident, des travaux précités au cabinet des experts-conseils susmentionné et que la dépense en découlant soit assumée par le requérant;
- 50.- D'accepter la recommandation du promoteur et d'autoriser le Directeur du Génie à retenir les services de la firme Fondex Ltée pour effectuer le contrôle qualitatif des matériaux et que la dépense en découlant soit payée par la ville selon les modalités de la convention intervenue à ce sujet;
- 60.- d'exiger du requérant de céder, à la ville de Gatineau, pour la somme nominale de 1 \$, les rues visées par la présente, dès que le Directeur du Génie aura approuvé les travaux réalisés sur celles-ci; ce contrat devra être signé avant l'émission des permis de construction;

IL EST DE PLUS RESOLU
d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer, au nom de la Ville de Gatineau, le contrat d'achat des rues faisant l'objet de la présente.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1015

APPROBATION - REQUETE - BORDURES, TROTTOIRS ET ASPHALTE -
DOMAINE CHATEAUGUAY - PHASE
111 (205-52)

Il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 10.- d'accepter la requête présentée par Philippe Charette prévoyant, remboursables au moyen de l'imposition d'une taxe d'améliorations locales, l'installation du système d'éclairage de rues, la construction de bordures et trottoirs, ainsi que la pose d'un revêtement asphaltique sur les rues portant les numéros de lots 9A-1-22 et 9A-1-23, du rang I, au cadastre officiel du canton de Templeton;
- 20.- de retenir les services des experts-conseils "Les consultants de l'Outaouais inc." pour préparer le devis et les plans, en plus d'assumer la surveillance des travaux décrits à l'article 1;
- 30.- d'autoriser le Greffier à faire paraître, dans les journaux habituels, un avis invitant des propositions pour la réalisation des travaux, dont il est fait allusion à l'article 1, dès que la documentation pertinente sera disponible au bureau du Directeur du Génie;

IL EST DE PLUS RESOLU de décréter que la Municipalité n'assumera aucune responsabilité pour le paiement des honoraires découlant du présent mandat, à moins que le règlement relatif au financement de ces ouvrages reçoive toutes les approbations requises par la loi.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1016

ANNULATION - RESOLUTION C-87-1201 - EGOUT DOMESTIQUE BOULEVARD HURTUBISE (504-48)

ATTENDU QUE selon la résolution C-87-1201, le Conseil a approuvé la soumission présentée par "Le Groupe des constructeurs FBF inc." pour l'installation d'une conduite d'égout domestique sur la partie du boulevard Hurtubise, comprise entre la rue Campeau et le 997 du boulevard Hurtubise;

QUE la soumission de l'entrepreneur était valide que pour une période de 120 jours à compter du 20 août 1987;

QUE le contrat d'ouvrage à intervenir entre la Ville et l'entrepreneur n'a pu être signé car le règlement numéro 446-87 n'a pas encore reçu l'approbation du ministère des Affaires municipales;

QUE l'entrepreneur, dans une lettre du 20 juillet 1988, réclame de la Ville une augmentation de 8 % sur tous les prix unitaires de sa soumission initiale;

QUE le Directeur du Secrétariat général a analysé tous les aspects de ce dossier et dans un avis émis, le 5 août 1988, recommande d'abroger la résolution C-87-1201 et de retourner en soumission pour la réalisation des travaux du boulevard Hurtubise;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'abroger la résolution C-87-1201, approuvant la soumission présentée par la firme "Le groupe des constructeurs FBF inc." au montant de 432 105 \$ pour la réalisation des travaux identifiés au préambule.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1017

MINISTERE DES TRANSPORTS DU QUEBEC - INTERVENTION - ROUTE 307 (103-5-11)

ATTENDU QUE ce Conseil désire installer une conduite électrique devant traverser la route 307, à la hauteur de la rue Paquin;

QUE ces travaux permettront d'alimenter en électricité la pompe de la conduite d'aqueduc située à cet endroit;

. EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander au ministère des Transports du Québec d'autoriser la ville de Gatineau à procéder à la mise en place d'une conduite électrique sous la route 307, à la hauteur de la rue Paquin. Il est entendu que la Ville remettra les lieux dans leur état actuel dès la fin des travaux.

Adoptée unanimement.

La conseillère Hélène Théorêt s'est retirée du vote et des discussions de la résolution C-88-09-1018, en conformité avec les dispositions de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, étant donné son lien de parenté avec Monsieur Roland Théorêt.

C-88-09-1018

APPROBATION -CONVENTION ET
REQUETE - BOULEVARD DE LA
VERENDRYE (205-30)

Il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 10.- d'approuver la convention à intervenir avec Roland Théorêt et la Ville concernant l'installation, à ses frais, des conduites d'aqueduc et d'égouts requises pour desservir les propriétés portant les numéros de lots 18B-193 à 18B-196, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton;
- 20.- d'accepter la requête produite par Roland Théorêt, de Gestion Philips inc., pour construire, à ses frais et en conformité avec la réglementation en vigueur, des conduites d'aqueduc et d'égouts sur le boulevard de la Vérendrye pour desservir les lots portant les numéros 18B-193 à 18B-196, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton;
- 30.- d'autoriser le requérant à faire préparer, également à ses frais, le devis et les plans nécessaires à l'exécution des travaux dont il est fait allusion à l'article 1, par les experts-conseils Boileau et associés inc.;
- 40.- d'habiliter ledit bureau d'experts-conseils à présenter, pour approbation, ce devis et ces plans à la Communauté régionale de l'Outaouais et au ministère de l'Environnement du Québec;
- 50.- d'entériner la demande du promoteur visant à confier la surveillance, avec résident, des

travaux précités au cabinet des experts-conseils susmentionné et que la dépense en découlant soit assumée par le requérant;

- 6o.- d'accepter la recommandation du promoteur et d'autoriser le Directeur du Génie à retenir les services de la firme Fondex ltée pour effectuer le contrôle qualitatif des matériaux et que la dépense en découlant soit payée par la ville selon les modalités de la convention intervenue à ce sujet;
- 7o.- d'exiger du requérant de céder à la ville de Gatineau, pour la somme nominale de 1 \$, les services visés par la présente, dès que le Directeur du Génie aura approuvé ces derniers pour autant que le promoteur cède si nécessaire à la Ville les servitudes requises à leur entretien;

IL EST DE PLUS RESOLU d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer au nom de la ville de Gatineau, le protocole d'entente se rattachant à la mise en place des susdits services, ainsi que le contrat d'achat des services municipaux faisant l'objet de la présente et les servitudes nécessaires.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1019

AUTORISATION - ENLEVEMENT
D'ARBRE - 44, RUE CALAIS
(252-18)

ATTENDU QUE les racines d'un arbre localisé sur la propriété de la Ville bloquent considérablement la conduite d'égout desservant l'immeuble situé au 44 de la rue Calais, Gatineau;

QUE pour éviter de nouveaux refoulements d'égout, le Directeur des Travaux publics suggère d'enlever cet arbre dans sa note du 21 juillet 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'autoriser le Directeur des Travaux publics à faire enlever l'arbre situé sur la propriété de la Ville devant le 44 de la rue Calais, Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1020

PROTOCOLE D'ENTENTE - RUE
PRIVEE - BERNARD MARENGER
(302-4)

ATTENDU QUE la Direction de l'urbanisme a approuvé, le 22 juin 1988, un plan de lotissement en cadastre horizontal (copropriété)

sur les lots 29-1 à 29-4, du rang 4, au cadastre officiel du canton de Templeton, desservis par une rue privée et propriété de Bernard Marenger;

QU'en vertu du règlement numéro 308-84, dans le cas d'une rue privée, cette dernière et les lots adjacents doivent faire l'objet d'un lotissement en copropriété et un protocole d'entente doit être conclu avec la Ville visant, en outre, le non-entretien municipal de la rue privée;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer, pour et au nom de la ville de Gatineau, le protocole d'entente entre Bernard Marenger et la ville de Gatineau concernant le non-entretien de la rue privée portant le numéro de lot 29-1, du rang 4, au cadastre officiel du canton de Templeton et préparé par Me Jacques Raymond, notaire.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1021

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES
RESSOURCES - AUTORISATION DE
JALONNER - LOT 26, RANG VII,
CANTON DE TEMPLETON (103-5-09)

ATTENDU QUE le ministère de l'Energie et des Ressources du Québec a reçu une demande pour obtenir l'autorisation de jalonner dans les limites de la ville de Gatineau;

QUE cette requête a été présentée audit Ministère, en conformité avec le paragraphe "C" de l'article 27 de la Loi sur les mines et est acheminée à la Municipalité pour commentaires;

QUE ce Conseil n'a aucune objection à ce projet de jalonnement pour autant que cet accord ne puisse être interprété comme étant une autorisation d'opérer un gisement sur le lot faisant l'objet de la requête;

QUE l'exploitation minière est prohibée sur le lot mentionné en rubrique;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'aviser le ministère de l'Energie et des Ressources du Québec que la Municipalité n'a aucune objection au projet de jalonnement sur une partie du lot 26, du rang VII, au cadastre officiel du canton de Templeton.

IL EST ENTENDU qu'aucune autorisation d'exploiter une mine sur ce lot ne peut être consentie à moins que le règlement de

zonage de la ville soit modifié en conséquence et ce, après consultation avec le Conseil de la ville de Gatineau.

. Adoptée unanimement.

C-88-09-1022

APPROBATION - SUBDIVISION ST-PIERRE, PHASE II - ETUDE D'ENSEMBLE - EVACUATION DES EAUX USEES (307-4)

ATTENDU QUE la Direction de l'urbanisme a étudié le rapport présenté par la firme "Les consultants de l'Outaouais inc.", concernant l'évacuation des eaux usées et des puits pour la phase II de la subdivision St-Pierre sur le lot 3, du rang 10, au cadastre officiel du canton de Hull;

QUE selon la politique en vigueur, les recommandations de la Direction de l'urbanisme sont entérinées par résolution du conseil;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif d'accepter le rapport de la firme d'ingénieurs-conseils Les consultants de l'Outaouais inc., du 15 juillet 1988, joint à la résolution pour en faire partie intégrante comme s'il y était au long récit;

IL EST DE PLUS RESOLU QUE:

- 1o.- toute dérogation de l'emplacement de l'élément épurateur indiqué au plan original devra faire l'objet d'une nouvelle étude par l'ingénieur-concepteur;
- 2o.- le lot 3-130 devra faire l'objet d'un plan ponctuel lorsque les rues et les fossés auront été aménagés.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1023

DESTRUCTION - BIENS IRRECUPE-RABLES (451-8)

ATTENDU QUE le Directeur général a émis la procédure administrative D-2, énonçant les étapes à suivre pour se départir et détruire un équipement jugé irrécupérable;

QU'en conformité avec l'article 4-3 de cette procédure, le Directeur des Approvisionnements a dressé la liste complète des équipements devant être détruits;

QUE cette liste doit être soumise au Conseil pour son information en vertu de l'article 4-3 de la procédure administrative D-2;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et

résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'accepter le dépôt de la liste des ameublements détruits jointe à la note du Directeur des Approvisionnements du 28 juillet 1988 et annexée à la résolution pour en faire partie intégrante, comme si elle était ici au long reproduite.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1024

APPROBATION - SOUMISSION -
LOCAL D'ENTREPOSAGE POUR LA
SECURITE PUBLIQUE (504-68)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour la location d'un local d'entreposage pour la Direction de la sécurité publique, à savoir:

- Exitech inc.
- Les entreprises Michel Charette
- Marijac
- Les menuiseries P.E. Lauriault

QUE ces soumissions sont conformes au devis ayant servi à cet appel d'offres et le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 22 août 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire conforme;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02-45-21415-511, pour couvrir cette dépense, comme en fait foi le certificat de crédit disponible numéro 6228.

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de louer de la compagnie "Les menuiseries P.E. Lauriault", au prix de 5,50 \$ le pied carré tout compris, pour une durée de trois ans, un local d'entreposage d'une superficie de 1 078 pieds carrés, situé au 200, chemin de la Savane, Gatineau, Québec; il est entendu que le bail pourra être annulé moyennant un avis écrit de soixante jours de l'une des parties.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer l'acte notarié en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1025

ACHAT D'EQUIPEMENTS - FONDS
DE ROULEMENT (401-3 et 452-1)

ATTENDU QUE le programme des immobilisations de la Ville, approuvé en vertu de la résolution C-87-1346, prévoit l'acquisition des équipements décrits plus bas pour les Directions de la sécurité publique et des travaux publics;

QUE selon ce programme d'immobilisations, ces achats seront payés et financés à même les crédits disponibles au fonds de roulement;

QUE des deniers sont suffisants au fonds de roulement, pour couvrir ces dépenses, comme l'affirme les certificats de crédit disponibles numéros 6226, 6227 et 5932

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 1- d'autoriser le Directeur des Approvisionnements à acquérir, en suivant la procédure édictée à la politique d'achat, les équipements mentionnés ci-après et destinés aux Directions des travaux publics et la sécurité publique, à savoir:

Projet 862 - Sécurité publique

- 7 Boîtes d'aluminium pour entreposage de matériel à la Sécurité publique.....2 975,70 \$
- outils pour balance axiale..... 41,40 \$
- 1 génératrice portative..... 881,92 \$

Projet 588 - Travaux publics

- 2 radios émetteurs-récepteurs mobiles pour 2 camionnettes 1/2 tonne 2 528,00 \$

TOTAL..... 6 427,02 \$

- 2- d'emprunter du fonds de roulement, pour les fins précitées, une somme de 6,427.02\$, remboursable sur une période de cinq ans.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1026

ACHAT - MICRO-ORDINATEURS (504-97)

ATTENDU QUE dans son plan triennal 1988-89-90, la ville de Gatineau approuvait l'achat de micro-ordinateurs pour l'exploitation de logiciels dits d'application;

QUE par sa résolution C-88-05-530, faisant suite à un appel d'offres, le Conseil a retenu les services de la firme MICRORAMA en tant que fournisseur de micro-ordinateurs;

QUE plusieurs systèmes nécessitent la mise en place de micro-ordinateurs pour leur utilisation;

QUE les fonds sont disponibles au règlement numéro 484-88 comme le démontre le certificat de crédit disponible numéro 6874;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver l'achat de sept micro-ordinateurs à 2,899.40 \$ l'unité:

- 1 pour la Gestion documentaire
- 5 pour la Cour municipale
- 1 pour dépannage

ainsi que six imprimantes à 953.75 \$ l'unité pour un grand total de 26,018.30 \$.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1027

MANDAT - BUREAU D'AVOCAT -
UTILISATION ILLEGALE - LOT 3B-
1-1 (513-5)

ATTENDU QUE le lot 3B-1-1, du rang 7, au cadastre officiel du canton de Hull, est utilisé contrairement à la réglementation d'urbanisme en vigueur dans les limites de la Ville;

QUE pour faire cesser cette utilisation illégale de ce lot des procédures doivent être intentées devant la Cour supérieure du district judiciaire de Hull;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 10 19 900 412, pour couvrir les frais et les honoraires reliés à l'attribution du montant défini plus bas, comme l'atteste la requisition de services professionnels numéro SP-852;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de retenir les services de la firme Bélec, Letellier, avocats, pour prendre les procédures qui s'imposent devant la Cour supérieure du district judiciaire de Hull afin de faire cesser l'utilisation illégale du lot 3B-1-1, du rang 7, au cadastre officiel du canton de Hull.

IL EST DE PLUS RESOLU d'accorder à l'exécution de ce mandat une somme de 2000 \$.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1028

MANDAT - AVOCAT - UTILISATION
ILLEGALE - LOTS 3B-1-1-1 ET
3B-1-1-2 (513-5)

ATTENDU QUE les lots 3B-1-1-1 et 3B-1-1-2, du rang 6, au cadastre officiel du canton de Hull, sont utilisés contrairement à la réglementation d'urbanisme en vigueur;

QUE pour faire cesser cette utilisation illégale du permis d'affaire des

procédures légales doivent être prises devant la Cour supérieure du district judiciaire de Hull;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 10 19900 412, pour couvrir les frais et les honoraires découlant du mandat explicité ci-dessous, comme l'affirme la requisition de services professionnels numéro SP-853;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de retenir les services de l'étude d'avocats Bélec, Letellier pour intentier les procédures qui s'imposent devant la Cour supérieure du district judiciaire de Hull afin de faire cesser l'opération illégale du permis émis sur les lots 3B-1-1-1 et 3B-1-1-2, du rang 6, au cadastre officiel du canton de Hull.

IL EST DE PLUS RESOLU d'accorder à la réalisation de ce mandat une somme de 2000 \$.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1029

ENTENTE - MARC SPORTS LIMITEE
- LISTE DES PRIX (850-7)

ATTENDU QUE le Conseil, par la voie de sa résolution C-88-04-441, a approuvé l'entente intervenue entre la Ville et la compagnie Marc sports limitée concernant la commercialisation de la signature de la Ville;

QUE cette firme a acheminé au Directeur des Communications, pour approbation, la liste complète des articles de promotion vendus à la suite de l'entente précitée;

QUE ce dernier a examiné cette liste de prix devant être jointe à l'entente précitée et la présente au Conseil pour ratification;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la liste des prix des articles de promotion de la signature de la Ville et devant être jointe à l'entente intervenue entre la Ville et la compagnie Marc sports limitée, en vertu de la résolution C-88-04-441.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1030

MODIFICATION - POLITIQUE
MUNICIPALE - FOURNISSEURS
(501-14)

ATTENDU QUE la liste d'attribution des services professionnels de la municipalité identifie les graphistes reconnus pour réaliser des travaux

QUE plusieurs graphistes de Gatineau ont manifesté leur intérêt de réaliser divers travaux pour la municipalité

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'ajouter à la liste des professionnels, au chapitre des graphistes, les noms suivants:

Daniel Dufour
720, boulevard Labrosse
Gatineau (Québec) J8R 2N3
998-5976 643-4624

Dimension graphiti inc.
Carol Despaties
126, rue Champlain
Gatineau (Québec) J8T 3H7
243-5414

Créatividées +
Dan St-Cyr
25, rue de l'Acadie, app. 2
Gatineau (Québec) J8T 6S8
568-7228

Adoptée unanimement.

C-88-09-1031

AFFICHAGE - POSTE D'ELECTRI-
CIEN - DIRECTION DES TRAVAUX
PUBLICS (750-1 ET 750-10)

ATTENDU QU'à la suite de la reconnaissance d'invalidité permanente de son titulaire, un poste de journalier à la Direction des travaux publics est devenu vacant;

QUE le Directeur des Travaux publics, dans sa note du 19 juillet 1988, justifie et sollicite l'abolition du poste de journalier pour le remplacer par un poste d'électricien classe "C";

QU'en conformité avec les dispositions de la politique en vigueur, le Directeur général adjoint, module gestion du territoire a étudié cette requête et en recommande l'approbation;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02-50-31050-111, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0636;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'abolir un poste de journalier - Voirie, afin de créer un poste d'électricien classe "C" et d'autoriser la Direction des ressources humaines à afficher ce poste et à recruter une personne possédant les qualifications et les compétences pour le combler.

* Gilbert Garneau et François Leclerc inscrivent leur dissidence.

Adoptée 10 contre 2.

C-88-09-1032

AFFICHAGE - POSTE DE JOURNALIER - DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS (750-1 ET 750-10)

ATTENDU QU'à la suite de la reconnaissance d'invalidité permanente de son titulaire, un poste d'opérateur 3 à la Direction des travaux publics est devenu vacant;

QUE le Directeur des Travaux publics, dans sa note du 19 juillet 1988, justifie et sollicite l'abolition du poste d'opérateur 3 et sollicite le remplacement par un poste de journalier;

QU'en conformité avec les dispositions de la politique en vigueur, le Directeur général adjoint, module gestion du territoire a étudié cette requête et en recommande l'approbation;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02-50-43000-111, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0682;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'abolir un poste d'opérateur 3, afin de créer un poste de journalier et d'autoriser la Direction des ressources humaines à afficher ce poste et à recruter une personne possédant les qualifications et les compétences pour le combler.

* Gilbert Garneau et François Leclerc inscrivent leur dissidence.

Adoptée 10 contre 2.

C-88-09-1033

AFFICHAGE - POSTE DE JOURNALIER - DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS (750-1)

ATTENDU QU'un des postes de journalier, à la Voirie, à la Direction des travaux publics pour lequel l'affichage avait été autorisé en vertu de la résolution C-86-1313 novembre 1986 n'a jamais été comblé;

QUE le Directeur des Travaux public,s dans sa note du 19 juillet 1988, justifie la nécessité de le combler et sollicite l'affichage de ce poste;

QU'en conformité avec les dispositions de la politique en vigueur, le Directeur général adjoint, module gestion du

territoire a étudié cette requête et en recommande l'approbation;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02-50-32100-111, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0632";

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'amender la résolution C-86-1313 afin d'y retrancher un des postes de journalier - Voirie - Travaux publics et d'autoriser la Direction des ressources humaines à afficher un poste de journalier, à la Voirie à la Direction des travaux publics et à recruter une personne possédant les qualifications et les compétences pour occuper ce poste.

* Gilbert Garneau et François Leclerc inscrivent leur dissidence.

Adoptée 10 contre 2.

C-88-09-1034

AFFICHAGE - POSTE DE JOURNALIER - DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS (750-1 ET 750-10)

ATTENDU QU'à la suite de la reconnaissance d'invalidité permanente de son titulaire, un poste de chargé de tâches à la Direction des travaux publics est devenu vacant;

QUE le Directeur des Travaux publics, dans sa note du 19 juillet 1988, justifie et sollicite l'abolition du poste de chargé de tâches et sollicite le remplacement par un poste de journalier;

QU'en conformité avec les dispositions de la politique en vigueur, le Directeur général adjoint, module gestion du territoire a étudié cette requête et en recommande l'approbation;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02-50-32100-111, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0641;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'abolir un poste de chargé de tâches, à la Voirie, afin de créer un poste de journalier et d'autoriser la Direction des ressources humaines à afficher ce poste et à recruter une personne possédant les qualifications et les compétences pour le combler.

* Gilbert Garneau et François Leclerc inscrivent leur dissidence.

Adoptée 10 contre 2.

C-88-09-1035

ABOLITION ET CREATION DE
POSTES - DIRECTION DU GENIE
(750-1 ET 750-10)

ATTENDU QUE le Directeur du Génie, par sa note du 26 avril 1988, modifiait la description de fonctions du poste de technicien-dessinateur à dessinateur;

QUE le Directeur général adjoint, module gestion du territoire, s'accorde avec la suggestion du Directeur;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 55 53 000 112, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0142;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 1- d'abolir le poste de technicien-dessinateur (T-42-103), à la Direction du génie;
- 2- de créer un poste de dessinateur-génie et d'autoriser la Direction des ressources humaines à afficher le poste, en vue de recruter une personne ayant les qualifications et les compétences requises pour occuper cette fonction.

* Gilbert Garneau et François Leclerc inscrivent leur dissidence.

Adoptée 10 contre 2.

C-88-09-1036

AUTORISATION - CLUB WINIBEC
PROVINCIAL DU QUEBEC INC. -
STATIONNEMENT - PARC DU LAC
BEAUCHAMP (306-16)

ATTENDU QU'un groupe de véhicules motorisés du Québec désire venir visiter la région de l'Outaouais les 19, 20, 21 et 22 mai 1989;

QU'il désire séjourner au parc du lac Beauchamp et recherche les autorisations requises dans un tel cas;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'autoriser le club Winibec provincial du Québec inc. à utiliser, sans frais, le terrain de stationnement du parc du lac Beauchamp les 19, 20, 21 et 22 mai 1989 et ce, pour un maximum de cent véhicules motorisés. Il est également entendu que la Direction des travaux publics s'assurera de desservir ce groupe en électricité et en service d'eau.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1037

**ASSOCIATION DES LOISIRS MONT-
LUC - MODIFICATION MONTANT -
SUBVENTION (401-7)**

ATTENDU QUE le Conseil, en vertu de sa résolution C-87-1061, adoptée le 5 octobre 1987, a accordé une subvention de 3000 \$ à l'Association des loisirs Mont-Luc pour des travaux d'aménagement au parc Mont-Luc;

QUE selon la note du 11 juillet 1988 de l'Adjointe au Directeur général, cette association n'a exécuté aucun travail au parc Mont-Luc;

QUE dans ce contexte, ce Conseil est d'avis que le solde de la subvention devrait être annulé;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'annuler le solde de 1800 \$ de la subvention consentie à l'Association des loisirs Mont-Luc en vertu de la résolution C-87-1061 et d'autoriser le Directeur des Finances à créditer ce montant au poste budgétaire 02 70 92000 781.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1038

**ASSOCIATION DES LOISIRS FERME
LIMBOUR - MODIFICATION - SUB-
VENTION (401-7)**

ATTENDU QUE le Conseil, par le biais de sa résolution C-87-1060, adoptée le 5 octobre 1987, a accordé une subvention de 3000 \$ à l'Association des loisirs Ferme Limbour;

QUE selon la note de l'Adjointe au Directeur général du 11 juillet 1988, aucun travail n'a été exécuté avec la première tranche de cette subvention;

QUE dans les circonstances, ce Conseil désire annuler le solde de la subvention payable à cet organisme;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'annuler le solde de 1800 \$ de la subvention consentie à l'Association des loisirs Ferme Limbour en vertu de la résolution C-87-1060 et d'habiliter le Directeur des Finances à créditer ce montant au poste budgétaire 02 70 92000 781.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1039

ANNULATION - RESOLUTION C-87-1086 - TRAVAUX - TERRAIN DE L'ECOLE MASSE (401-7)

ATTENDU QUE le Conseil par sa résolution C-87-1086, adoptée le 5 octobre 1987, a réservé une somme de 1000 \$ pour l'exécution de divers travaux d'aménagement récréatif au terrain de l'école Massé;

QUE l'entente relative à la réalisation de ces travaux n'a jamais été signée et de plus, aucun travail n'a été exécuté audit terrain de jeux selon la note de l'Adjointe au Directeur général du 11 juillet 1988;

QUE dans les circonstances, ce Conseil désire abroger la résolution précitée et annulée la réservation des fonds;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'abroger la résolution C-87-1086 réservant une somme de 1000 \$ pour des aménagements récréatifs au terrain de l'école Massé et d'autoriser le Directeur des Finances à créditer ce montant au poste budgétaire 02 70 92000 781.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1040

MINISTERE DES TRANSPORTS DU QUEBEC - 2IEME DEMANDE DE REMBOURSEMENT - TRAVAUX DE REFECTION - BOULEVARD LORRAIN (206-5)

ATTENDU QU'un protocole d'entente a été signé, le 14 avril 1987, entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Gatineau, pour ensuite être amendé le 29 septembre 1987, concernant les travaux de réfection de la chaussée et du drainage du boulevard Lorrain;

QUE des dépenses ont été réalisées par la ville, à l'été 1988, dans le cadre de ce projet et qu'en vertu dudit protocole ces sommes sont remboursables par le Ministère;

QUE dans un tel cas, le Conseil doit, par voie de résolution, acheminer une demande de remboursement au Ministère;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du directeur général, d'acheminer une demande au ministère des Transports du Québec pour obtenir, sur présentation des pièces justificatives, le remboursement d'une dépense de 762 110,53\$ réalisée dans le cadre des travaux de réfection de la section du boulevard Lorrain, comprise entre l'autoroute 50 et le boulevard Maloney Est.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1041

**ADJUDICATION - SOUMISSION -
BOULEVARD HURTUBISE - EGOUT
DOMESTIQUE (504-48)**



ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, seule la compagnie "Le groupe des constructeurs FBF inc." a produit une soumission de 486 100\$ pour installer une conduite d'égout domestique sur la partie du boulevard Hurtubise, comprise entre la rue Campeau et le 997 du boulevard Hurtubise;

QUE cette soumission est conforme aux plans et devis ayant servi à cet appel d'offres, le tout tel que l'atteste le rapport du 88-09-01 des experts-conseils Boileau & associés inc. et que la Direction du génie recommande, dans sa note du 88-09-01 d'accepter la proposition de la compagnie "Le groupe des constructeurs FBF inc." au montant de 486 100\$;

QU'un montant de 450 000\$ est disponible au règlement numéro 446-87 comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 6742 et que le solde des travaux nécessite l'approbation de l'amendement de règlement par le ministère des Affaires municipales;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver la soumission au montant de 486 100\$ présentée par "Le groupe des constructeurs FBF inc." pour installer une conduite d'égout domestique sur la section du boulevard Hurtubise, identifiée au préambule, le tout en conformité avec les exigences et les critères d'excellence énoncés aux devis et au plans numéros 400-86-21 feuillets C-1 à C-8 ayant servi à cet appel d'offres; l'acceptation de cette soumission est valable jusqu'à concurrence de 450 000\$ et le solde est assujéti à l'approbation de l'amendement de règlement par le ministère des Affaires municipales.

QUE son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le contrat d'ouvrage en découlant, pour et au nom de la Ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1042

VERSEMENT - SUBVENTION - COMITE D'ECOLE LE COTEAU (401-7 ET 406-2)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-84-131, adoptée à l'unanimité le 20 février 1984, a établi des critères concernant l'utilisation des crédits votés aux différents budgets de quartiers;

QU'en conformité avec les dispositions de cette résolution, toute subvention devant être consentie à des associations sans but lucratif, doit recevoir l'assentiment du Conseil;



QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 70 92000 783, pour couvrir le paiement de la subvention, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 6907;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu d'accorder une subvention de 150 \$ au Comité d'école Le Côteau et de mandater le Directeur des Finances pour verser cette aide financière dans les meilleurs délais.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1043

APPROBATION - TRACE ET
FERMETURE DE RUES - "TOUR DE
GATINEAU" (805-11)

Il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu d'approuver, dans le cadre de la tenue du Tour de Gatineau 1988, le tracé et la fermeture temporaire des rues nécessaires à la bonne marche de cet événement, le tout plus amplement détaillé à la liste soumise par Trimmaction en date du 31 août 1988.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1044

SALON DE LA PME - SUBVENTION
(406-2)

ATTENDU QUE la corporation du Salon de la PME de l'Outaouais limitée organise pour une septième année, le "Salon de la PME de l'Outaouais", qui aura lieu les 24 et 25 octobre 1988, au Palais des congrès de Hull;

QUE cet organisme sollicite la Municipalité pour la commandite de certaines dépenses inhérentes à la tenue de cet événement d'envergure régionale;

QUE les fonds sont disponibles au poste budgétaire numéro 02 05 11000 919, comme en fait foi le certificat de crédit disponible numéro 5030;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accorder une subvention de 700 \$, à la corporation du Salon de la PME de l'Outaouais limitée, pour défrayer le coût du cocktail à l'occasion du septième salon de cet organisme et de mandater le Directeur des Finances à verser cette aide financière dans les meilleurs délais possibles.

Adoptée unanimement.

* Claire Vaive quitte son fauteuil.

C-88-09-1045

PAIEMENT - RECLAMATION - RHEAL
LALONDE (101-1-05)

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, nonobstant la recommandation négative du Comité d'évaluation des réclamations, d'autoriser le Directeur des Finances à verser, à Monsieur Rhéal Lalonde, sur présentation d'une réquisition de paiement par le Directeur du Secrétariat général, la somme de 197 \$, en règlement complet et final de sa réclamation en date du 18 avril 1988.

POUR LA RESOLUTION:

Michel Charbonneau
Thérèse Cyr
Gilbert Garneau
Richard Canuel
Hélène Théorêt
Richard Migneault
Jean René Monette
François Leclerc
Marlene Goyet

CONTRE:

Berthe Miron

Adoptée 9 contre 1.

C-88-09-1046

PROTOCOLE D'ENTENTE - ENTRE-
PRISES A. VAILLANT CONSTRU-
TION INC. (513-5)

ATTENDU QUE la Ville a intenté des procédures judiciaires contre la compagnie "Les entreprises A. Vaillant construction inc." afin qu'elle réalise divers travaux dans le but de se conformer aux exigences du règlement numéro 245-82;

QUE la Municipalité a reçu de nombreuses plaintes concernant l'état des propriétés de la compagnie "Les entreprises A. Vaillant constructions inc.";

QU'il y a eu des pourparlers entre les procureurs de l'intimée et de la Ville afin de régler ce litige hors cour;

QUE l'intimée a accepté les conditions posées par la Ville et que chacune des parties s'engage à exécuter certains travaux;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean René Monette, appuyé par Richard Migneault et résolu d'approuver la convention rédigée par Me David Robinson concernant le règlement hors cour dans la cause opposant la Ville et la compagnie "Les entreprises A. Vaillant construction inc.".

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer la convention en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau et y apporter toutes modifications mineures jugées nécessaires.

IL EST DE PLUS RESOLU de rescinder, à toute fin que de droit, la résolution C-88-06-704.

Adoptée unanimement.

* Richard Migneault quitte son fauteuil.

C-88-08-1047

DIRECTION DE LA SECURITE
PUBLIQUE - RAPPORT ANNUEL
(600-11)

ATTENDU QUE le Directeur de la Sécurité publique a déposé un rapport traitant des activités de la Direction pour l'année 1987;

QUE le Conseil a pris connaissance de ce document et se déclare très satisfait des résultats performants au niveau de l'augmentation des taux de solution des crimes;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Thérèse Cyr et résolu, à la suite de la réunion du Comité général tenue le 9 août 1988:

- 1- d'accepter le dépôt du rapport des activités de la direction de la sécurité publique pour l'année 1987;
- 2- de transmettre, à la Direction et à tous les employés de la Direction de la sécurité publique, un message de félicitations pour le bon travail effectué au cours de l'année 1987.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1048

ANNULATION - RESOLUTION C-87-
1141 - AMENAGEMENT - RUISSEAU
MOREAU (504-85)

ATTENDU QUE selon la résolution C-87-1141, le conseil a approuvé la soumission présentée par la compagnie "Picardie Construction inc." pour la réalisation de travaux d'aménagement sur un tronçon du ruisseau Moreau;

QUE le contrat d'ouvrage à intervenir entre la ville et l'entrepreneur n'a pu être signé car le règlement d'emprunt numéro 462-87 n'est pas encore approuvé par le ministère des Affaires municipales;

QUE le projet ayant fait l'objet de la résolution C-87-1141 doit être modifié de façon à pouvoir recevoir l'approbation requise du ministère de l'Environnement du Québec;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 1o.- d'abroger la résolution C-87-1141, approuvant la soumission présentée par la firme "Picardie construction inc." au montant de 341 350 \$ pour la réalisation des travaux identifiés au préambule;
- 2o.- de mandater le Greffier pour faire paraître, dans les journaux habituels, un avis invitant des propositions pour réaliser les travaux précités, aussitôt que les documents pertinents seront disponibles.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1049

PLAN DE DEVELOPPEMENT TOURIS-
TIQUE - CORRIDOR NAUTIQUE
HULL-MONTREAL (306-17)

ATTENDU QUE le Comité de développement touristique du corridor nautique Hull-Montréal a fait préparer, par la firme SOMER inc. un plan de développement pour le corridor de la rivière des Outaouais situé entre Carillon et Hull;

QUE ce plan de développement a été déposé et entériné par les membres dudit Comité;

QUE les recommandations découlant de ce document visent la consolidation des équipements nautiques situés le long de ce corridor afin d'accroître le volume touristique sur l'Outaouais et d'assurer davantage de services aux plaisanciers locaux;

QUE ce plan de développement considère la marina de Gatineau comme une marina de premier ordre et que la réalisation des objectifs visés par ce plan aura des effets bénéfiques sur le développement touristique et du sport nautique à Gatineau;

QUE le quai des artistes comme un élément intéressant à greffer aux activités des croisières-excursions en tant que quai de services permettant des arrêts de courte durée;

QUE les membres du Conseil d'administration du corridor nautique Hull-Montréal jugent nécessaire que le plan de développement du corridor reçoive un appui favorable auprès des intervenants privés, municipaux, régionaux et gouvernementaux;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean René Monette, appuyé par Berthe Miron et

résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'appuyer le concept et les aménagements proposés au plan de développement du corridor nautique Hull-Montréal et d'acheminer la présente résolution au Président du comité de développement dudit corridor et à la Commission de la Capitale nationale.

Adoptée unanimement.

* Richard Canuel quitte son fauteuil.

C-88-09-1050

RUE VIENNEAU - PASSAGE POUR
AUTOBUS SCOLAIRES (205-3, 401-
4 ET 600-3)

ATTENDU QUE le Conseil, par la voie de sa résolution numéro C-87-892, a approuvé un protocole d'entente avec la Commission scolaire des Draveurs autorisant cette dernière à utiliser temporairement le passage pour piétons portant le numéro de lot 19C-148, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton, pour y permettre la circulation d'autobus scolaires seulement;

QU'un consensus de toutes les parties concernées avait été obtenu lors de l'élaboration des termes du protocole;

QUE le protocole, signé par la Ville et la Commission scolaire, prévoit la réalisation d'une solution permanente, si l'évaluation des opérations de la solution temporaire s'avère positive;

QU'un rapport d'évaluation préparé conjointement par les Directions du génie et de la sécurité publique ne souligne aucun problème majeur causé par la solution temporaire;

QUE le Directeur général adjoint, module services à la population, à la suite d'une consultation auprès de la Commission scolaire des Draveurs, recommande de procéder à la réalisation des travaux prévus au protocole d'entente pour l'aménagement permanent d'une zone et d'un passage pour autobus scolaires sur la rue Vienneau;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Hélène Théorêt, appuyé par Richard Côté et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif et à la condition que la Commission scolaire des Draveurs s'engage à défrayer la moitié des coûts réels des travaux décrétés ce qui suit:

- 1- d'autoriser la Direction des travaux publics à exécuter les travaux nécessaires pour l'aménagement permanent d'une zone et d'un passage pour autobus scolaires sur la rue Vienneau selon l'annexe "1", révisée en date du 23 août 1988, du protocole d'entente intervenu entre la Ville et la Commission scolaire des Draveurs;

- 2- d'approuver le virement budgétaire numéro 53-88 et d'habiliter le Directeur des Finances à effectuer les écritures comptables en découlant.

IL EST DE PLUS RESOLU:

- 1- de décréter comme sens unique, vers le nord, le passage pour autobus situé entre le boulevard St-René et la rue Vienneau et portant le numéro de lot 19C-148, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton;
- 2- de décréter un arrêt obligatoire sur ledit passage pour les véhicules circulant en direction nord, à l'intersection avec la rue Vienneau;
- 3- de décréter une obligation d'aller tout droit, sur le boulevard St-René, pour les véhicules en direction ouest, juste avant son intersection avec ledit passage pour autobus;
- 4- de décréter une interdiction de tourner à gauche, sauf pour les autobus scolaires, sur le boulevard St-René, pour les véhicules en direction est, juste avant son intersection avec ledit passage pour autobus;
- 5- d'autoriser la Directeur des travaux publics à effectuer la pose des panneaux de signalisation pour donner suite à ce qui précède.

Adoptée unanimement.

* Richard Canuel, Claire Vaive et Richard Migneault reprennent leur fauteuil.

C-88-09-1051

CONCOURS DE REDACTIONS
FRANCAISES ET D'AFFICHES

ATTENDU QUE dans le cadre de la campagne de fierté, la Municipalité, en collaboration avec la Commission scolaire des Draveurs et le Collège de l'Outaouais, organise un concours de rédactions françaises et un concours d'affiches;

QUE ces concours s'adressent à tous les élèves et étudiants-es résidant à Gatineau et que des prix intéressants doivent être offerts pour inciter les jeunes gatinois et gatinoises à participer;

QUE la Municipalité, par l'entremise de la Direction des loisirs et de la culture, offre une programmation variée d'activités pouvant intéresser tous les jeunes de Gatineau;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Claire Vaive et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'offrir trente abonnements aux activités de loisirs, d'une valeur maximale de

100 \$ chacun, pouvant être utilisés dans les douze mois suivant la remise des prix des concours de rédactions françaises et d'affiches.

. Adoptée unanimement.

C-88-09-1052

APPROBATION - DEVIS TECHNIQUE
ET VIREMENT BUDGETAIRE 49 -
RHEAL LEROUX ET ASSOCIES INC.
(306-16 ET 401-4)

ATTENDU QUE la ville de Gatineau désire développer son potentiel touristique et le lac Beauchamp constitue un site idéal pour un développement récréo-touristique;

QUE la Direction générale a commandé le devis requis pour procéder à un appel de propositions concernant le développement du lac Beauchamp;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 15 75290 419, pour couvrir les frais et les honoraires reliés au mandat explicité ci-dessous, comme l'atteste certificat de crédit disponible numéro 5053;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par François Leclerc et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 1o.- d'approuver le devis technique requis à l'appel de propositions pour le développement du lac Beauchamp préparé par la firme Rhéal Leroux et associés inc. et joint à la résolution pour en faire partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;
- 2o.- de retenir les services des consultants Rhéal Leroux et associés inc. pour demander des propositions concernant le développement du lac Beauchamp, publier les avis requis à cette fin et analyser les propositions reçues;
- 3o.- d'accorder à la réalisation du mandat défini à l'article 2 une somme de 18 455 \$ devant provenir du poste budgétaire mentionné au préambule qui fait partie intégrante de la résolution;
- 4o.- d'approuver le virement budgétaire numéro 49-88 préparé par le Directeur des Finances et de l'autoriser à faire effectuer les écritures comptables suivantes, à savoir:

VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 49-88

02 85 96050 Programme de création d'emplois

989 Autres dépenses (18 455 \$)

02 15 75290 Projet lac Beauchamp

419 Services professionnels

18 455 \$

. Adoptée unanimement.

C-88-09-1053

CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR -
AUTOROUTE 50 A LA HAUTEUR DU
BOULEVARD LABROSSE (206-1)

ATTENDU QU'en vertu de la résolution C-86-1001, adoptée le 2 septembre 1986, le Conseil a approuvé les conclusions du rapport préparé par la firme "Cosigma inc." filiale de Lavallin et intitulé "Etude de faisabilité d'un échangeur entre l'autoroute 50 et le boulevard Labrosse";

QUE cette étude prouve hors de tout doute la nécessité d'un tel échangeur en raison du développement du secteur, de l'achalandage et de l'économie de temps pour avoir accès à l'autoroute 50;

QUE ce dossier a été transmis au ministère des Transports du Québec, dès le mois d'octobre 1986 et est depuis demeuré en suspens;

QUE le secteur adjacent au boulevard Labrosse a vécu, depuis deux ans, un accroissement de près de 400 unités de logement, soit une portion de 20 % de tout le marché immobilier de Gatineau;

QUE plusieurs entreprises de services se sont implantés le long du boulevard St-René, à proximité du boulevard Labrosse, justifiant ainsi une meilleure desserte pour le transport de biens et services;

QUE suite à l'application du programme Revicentre et à l'expansion de la marina Kitchissippi de Gatineau et du marché public, le secteur de la rue Notre-Dame s'est donc dotée d'infrastructures commerciales et touristiques nécessitant un meilleur accès à l'autoroute 50;

QUE sans cet échangeur, tout le secteur concerné est pénalisé au niveau notamment de l'accessibilité au parc industriel situé près de l'Aéroport de Gatineau;

QUE le Conseil, devant la pertinence sans cesse croissante de la construction de cet échangeur et pour tous les motifs mentionnés ci-dessus, désire réitérer sa requête auprès du Ministère;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de solliciter à nouveau l'intervention du ministère des Transports du Québec pour confier les mandats qui s'imposent en

vue de construire l'échangeur de l'autoroute 50/boulevard Labrosse dans les meilleurs délais possibles.

Adoptée unanimement.

AM-88-08-84

EGOUT DOMESTIQUE - PARTIE DU
BOULEVARD HURTUBISE

AVIS DE MOTION est donné par François Leclerc qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit pour:

- 1- modifier le règlement numéro 446-87 afin d'y attribuer des fonds supplémentaires pour procéder à l'installation d'une conduite d'égout domestique sur la partie du boulevard Hurtubise, comprise entre la rue Campeau et le 997 du boulevard Hurtubise;
- 2- imposer une taxe spéciale sur tous les biens-fonds imposables situés dans le secteur urbain ainsi qu'une taxe d'améliorations locales sur tous les immeubles imposables bordant le tronçon du boulevard susmentionné;
- 3- autoriser un emprunt par émission d'obligations pour couvrir cet excédent de coût.

AM-88-09-85

AMENDEMENT REGLEMENT DE ZONAGE
- CHEMINS TACHE ET DES ERABLES

AVIS DE MOTION est donné par Michel Charbonneau qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit pour amender le règlement de zonage numéro 245-82, et plus particulièrement le plan de zonage qui lui est annexé, dans le but de remplacer les zones rurales R2-9209 et R2-9210, situées au nord du chemin Taché et de part et d'autre du chemin des Erables, par des zones rurales de type R1, de façon à permettre la construction d'habitations unifamiliales sur des terrains ayant une superficie d'au moins 3 500 mètres carrés.

C-88-09-1054

REGLEMENT NUMERO 245-72-88

Il est proposé par Jean René Monette, appuyé par Claire Vaive et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver le règlement numéro 245-72-88, amendant le règlement de zonage numéro 245-82, en vue de modifier le zonage sur les lots 20A-278, 20A-279 et 20A-280, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1055REGLEMENT NUMERO 245-73-88

Il est proposé par Michel Charbonneau, appuyé par Thérèse Cyr et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver le règlement numéro 245-73-88, amendant le règlement de zonage numéro 245-82, en vue de modifier le zonage d'une partie du lot 4B, du rang 13, au cadastre officiel du canton de Hull.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1056REGLEMENT NUMERO 245-74-88

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Hélène Théorêt et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver le règlement numéro 245-74-88, amendant le règlement de zonage numéro 245-82, en vue de modifier le zonage sur une partie du lot 17A, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1057REGLEMENT NUMERO 514-88

Il est proposé par Marlene Goyet, appuyé par François Leclerc et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver le règlement numéro 514-88, autorisant un emprunt de 502 000 \$ pour installer un système d'éclairage de rues, construire des bordures et des trottoirs et poser un revêtement asphaltique sur des rues de la subdivision "Domaine Châteauguay", ainsi que pour couvrir les coûts d'acquisition des rues et du parc prévus dans ce secteur.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1058REGLEMENT NUMERO 515-88

Il est proposé par Marlene Goyet, appuyé par François Leclerc et résolu, d'approuver le règlement numéro 515-88 pour changer le nom de la rue de St-Exupéry.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1059REGLEMENT NUMERO 516-88

Il est proposé par Claire Vaive, appuyé par Richard Migneault et résolu, d'approuver le règlement numéro 516-88, autorisant un emprunt de 980 000 \$ pour installer un système d'éclairage de rues, construire des bordures et des trottoirs et poser un revêtement asphaltique sur

les rues de la Drave, Chapleau, Louis Hémon, Allée de la Futaie, Jupiter, Mars, Mercure et Saturne, ainsi que pour couvrir les coûts d'acquisition de ces rues.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1060

LEVÉE DE LA SEANCE

Il est proposé par Jean René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu que la séance soit levée.

Adoptée unanimement.

LEONARD JOLY
GREFFIER ADJOINT

ROBERT (BOB) LABINE
MAIRE

A une séance régulière du Conseil de la ville de Gatineau, tenue à l'édifice Pierre Papin, 144, boulevard de l'Hôpital, Gatineau, le 19 septembre 1988, à 18 h et à laquelle sont présents: Son Honneur le maire Robert (Bob) Labine, les conseillers-ères Michel Charbonneau, Thérèse Cyr, Gilbert Garneau, Richard Canuel, Hélène Théorêt, Berthe Miron, Richard Migneault, Jean-René Monette, Richard Côté, François Leclerc et Marlene Goyet, formant quorum de ce Conseil et siégeant sous la présidence de Son Honneur le Maire.

ABSENCE Claire Vaive
MOTIVÉE:

EGALEMENT Claude Doucet, directeur général
PRESENTS: Laurier Béchamp, directeur général adjoint
Robert Bélair, directeur général adjoint
Hélène Grand-Maître, adjointe au Directeur général
Jean Boileau, directeur des Communications
Jacques Dionne, directeur du Secrétariat général
Léonard Joly, greffier adjoint
Jean-Charles Laurin, greffier

* Michel Charbonneau quitte son fauteuil.

. Il est proposé par Richard Migneault, appuyé par Richard Canuel et résolu de ratifier les notes supplémentaires de la réunion du Comité exécutif tenue le 31 août 1988, ainsi que les résolutions CE-88-08-594 et CE-88-09-596.

Adoptée unanimement.

Gilbert Garneau a déposé sa déclaration d'intérêt pécunier révisée le tout en conformité avec les dispositions de l'article 357 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

La consultation publique découlant de l'approbation du projet de règlement numéro 245-75-88, convoquée pour le lundi 19 septembre 1988, par des avis publics parus dans la Revue de Gatineau et le West-Quebec Post du 24 août 1988 et affichés au bureau du Greffier le 24 août 1988, ainsi que sur le boulevard Maloney Est le 2 septembre 1988, fut ouverte par Son Honneur le Maire.

PROJET DE REGLEMENT NUMERO 245-75-88

Visant à modifier le règlement numéro 245-82, dans le but d'agrandir, à la suite du maintien du tracé actuel du boulevard Lorrain, la zone commerciale CC-6302 à même la totalité de la zone commerciale CE-6302, soit sur les lots 13A-68 et 13A partie, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton, lesquels lots sont situés au nord du boulevard Maloney Est près de la rue Doré. Cet amendement au règlement de zonage aura pour effet de permettre sur ces terrains des usages commerciaux de nature artérielle.

Le Greffier a expliqué ce projet de règlement, à la demande de Son Honneur le Maire. Aucune personne ne s'est présentée devant le Conseil pour obtenir des informations supplémentaires.

La consultation publique découlant de l'approbation du projet de règlement numéro 245-76-88, convoquée pour le lundi 19 septembre 1988, par des avis publics parus dans la Revue de Gatineau et le West-Quebec Post du 24 août 1988 et affichés au bureau du Greffier le 24 août 1988, ainsi que sur les rues Primeau et Charlevoix Est le 2 septembre 1988, fut ouverte par Son Honneur le Maire.

PROJET DE REGLEMENT NUMERO 245-76-88

Visant à modifier le règlement numéro 245-82, dans le but d'apporter un ajustement aux limites de la zone publique PA-4201 et de la zone résidentielle RBX-4201, soit sur une partie des lots 18B et 19A-302, du rang 2, au cadastre officiel du canton

de Templeton. Cet amendement au règlement de zonage aura pour effet de modifier, sur des superficies équivalentes, le zonage des secteurs de zone PA-4201 et RBX-4201, le tout afin d'ajuster le zonage au nouveau tracé de la rue projetée entre les rues Charlevoix Est et Primeau.

Le Greffier a expliqué ce projet de règlement, à la demande de son Honneur le Maire. Aucune personne ne s'est présentée devant le Conseil pour obtenir des informations supplémentaires.

La consultation publique découlant de l'approbation du projet de règlement numéro 245-77-88, convoquée pour le lundi 19 septembre 1988, par des avis publics parus dans la Revue de Gatineau et le West-Quebec Post du 24 août 1988 et affichés au bureau du Greffier le 24 août 1988, ainsi que sur la montée Paiement et le boulevard de la Verendrye le 2 septembre 1988, fut ouverte par Son Honneur le Maire.

PROJET DE REGLEMENT NUMERO 245-77-88

Visant à modifier le règlement numéro 245-82, dans le but d'agrandir la zone commerciale CFB-4101 à même une partie de la zone publique PC-4107 soit sur une partie du lot 22B, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton et située à l'est de la montée Paiement près du boulevard de la Verendrye Ouest. Cet amendement au zonage aura pour effet de permettre sur ce terrain la construction d'unités de motel avec un restaurant.

Le Greffier a expliqué ce projet de règlement, à la demande de son Honneur le Maire. Par la suite les personnes identifiées ci-dessous se sont adressées au Conseil, à savoir:

- Jean-Yves Mathé - 603, rue Milks. Il appuie le projet de construction d'un motel prévu sur les susdits lots. Toutefois, il suggère d'implanter le terrain de stationnement au sud de la propriété. Il estime que les visiteurs pourront alors accéder aux commerces par la montée Paiement au lieu de la rue Généreux comme prévu.
- Daniel Lagarec - 29, rue le Roy - ce dernier se demande si la Ville a exigé une étude des sols avec la requête d'amendement au règlement de zonage.

Le Conseil a retourné ce projet de règlement à la Commission d'urbanisme pour analyser la proposition prévoyant le déplacement du terrain de stationnement du motel et du restaurant projetés sur les lots susmentionnés.

La consultation publique découlant de l'approbation du projet de règlement numéro 245-78-88, convoquée pour le lundi 19 septembre 1988, par des avis publics parus dans la Revue de Gatineau et le West-Quebec Post du 24 août 1988 et affichés au bureau du Greffier le 24 août 1988, ainsi que sur les rues

Carmen et Olida le 2 septembre 1988, fut ouverte par Son Honneur le Maire.



PROJET DE REGLEMENT NUMERO 245-78-88

Visant à modifier le règlement numéro 245-82, dans le but de remplacer la zone résidentielle RBX-1401 et une partie de la zone résidentielle RBA-1403 par une zone commerciale de type CFB qui sera délimitée par le chemin de fer du Canadien pacifique, l'autoroute 550, et l'arrière des lots situés au nord de la rue Carmen. Cet amendement au zonage aura pour effet de permettre dans ce secteur l'implantation de commerces comme motels, hôtels, immeubles à bureaux et restaurant.

Le Greffier a expliqué ce projet de règlement, à la demande de son Honneur le Maire et Monsieur André Lavigne domicilié au 49 de la rue St-Josaphat, président du Comité des propriétaires de la subdivision Lucerne, a signifié son appui à ce projet de changement de zonage.

* Richard Migneault quitte son fauteuil.

C-88-09-1062

APPROBATION - DEROGATION
MINEURE - 814 BOULEVARD
MALONEY EST (308-6)

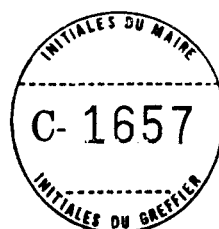
ATTENDU QUE le règlement numéro 475-87, portant sur les dérogations mineures au règlement de zonage, fut approuvé le 21 septembre 1987;

QU'une demande de dérogation mineure au règlement de zonage numéro 245-82, pour l'immeuble situé au 814 boulevard Maloney Est, a été présentée au Comité consultatif d'urbanisme;

QUE cette dérogation mineure aurait pour effet de réduire de 6,24 mètres à 5,59 mètres la marge avant sur le boulevard Maloney Est et de 4,40 mètres à 4,0 mètres la marge avant sur la rue Charpentier pour la bâtisse située au 814 boulevard Maloney est;

QUE le Conseil a reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme relativement à cette demande de dérogation mineure au règlement de zonage numéro 245-82;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par François Leclerc et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme, d'accorder une dérogation mineure au règlement de zonage numéro 245-82, pour l'immeuble érigé au 814 boulevard Maloney Est soit sur une partie du lot 13A, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton et ceci dans le but de régulariser la marge avant sur le boulevard Maloney Est à 5,59 mètres au lieu de 6,24 mètres et la marge avant sur la rue Charpentier à 4,0 mètres au lieu de 4,40 mètres.



IL EST DE PLUS RESOLU de
mandater la Direction de l'urbanisme pour informer
le requérant de ce qui précède.

. Adoptée unanimement.

C-88-09-1063

APPROBATION - DEROGATION MI-
NEURE - 132, RUE MONT-LUC
(308-6)

ATTENDU QUE le règlement
numéro 475-87, portant sur les dérogations mineures
au règlement de zonage, fut approuvé le 21
septembre 1987;

QU'une demande de dérogation
mineure au règlement de zonage numéro 245-82, pour
l'immeuble situé au 132 rue Mont-Luc, a été
présentée au Comité consultatif d'urbanisme;

QUE cette dérogation mineure
aurait pour effet de réduire de 1,2 mètre à 1,07
mètre la marge latérale gauche de la bâtisse située
au 132 rue Mont-Luc;

QUE le Conseil a reçu un avis
favorable du Comité consultatif d'urbanisme
relativement à cette demande de dérogation mineure
au règlement de zonage numéro 245-82;

EN CONSEQUENCE, il est proposé
par Richard Canuel, appuyé par Hélène Théorêt et
résolu, en conformité avec la recommandation du
Comité consultatif d'urbanisme, d'accorder une
dérogation mineure au règlement de zonage numéro
245-82, pour l'immeuble érigé au 132 rue Mont-Luc
soit sur le lot 2B-201, du rang 8, au cadastre
officiel du canton de Hull et ceci afin de
régulariser la marge latérale gauche à 1,07 mètre
au lieu de 1,2 mètre.

IL EST DE PLUS RESOLU de
mandater la Direction de l'urbanisme pour informer
le requérant de ce qui précède.

Adoptée unanimement.

* Richard Migneault reprend son fauteuil.

C-88-09-1064

APPROBATION - LISTES DES COM-
MANDES ET DEPENSES EFFECTUEES
(402-1, 402-3, 402-4, 402-5)

ATTENDU QUE le Conseil, par le
règlement numéro 454-87, a délégué à des fonction-
naires le pouvoir d'autoriser des dépenses et de
passer des contrats au nom de la Municipalité;

QUE conformément aux exigences
de l'article 477-2 de la Loi sur les cités et
villes, le Directeur des Finances a transmis au

Conseil les listes des commandes et des dépenses effectuées identifiées ci-dessous;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accepter le dépôt des listes des commandes et des dépenses effectuées indiquées ci-dessous et préparées par la Direction des finances, à savoir:

FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
LISTE DES PAIEMENTS REPORTES AU 1988 09 02

TOTAL 2 468,82 \$

FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
LISTE DES COMMANDES ENTREES
DU 1988 08 24 AU 1988 09 07

TOTAL DU 1988 08 24	27 535,63 \$
TOTAL DU 1988 08 25	21 990,32 \$
TOTAL DU 1988 08 26	1 090,00 \$
TOTAL DU 1988 08 29	8 217,55 \$
TOTAL DU 1988 08 30	9 476,51 \$
TOTAL DU 1988 08 31	262 612,49 \$
TOTAL DU 1988 09 02	2 248,55 \$
TOTAL DU 1988 09 07	16 161,61 \$

GRAND TOTAL 349 332,66 \$

FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
JOURNAL DES AUTORISATIONS DE PAIEMENT
DU 1988 08 24 AU 1988 09 07

TOTAL DU 1988 08 24	94 635,99 \$
TOTAL DU 1988 08 25	77 408,05 \$
TOTAL DU 1988 08 26	655,50 \$
TOTAL DU 1988 08 29	27 475,95 \$
TOTAL DU 1988 08 30	13 142,94 \$
TOTAL DU 1988 08 31	40 758,19 \$
TOTAL DU 1988 09 01	31 873,94 \$
TOTAL DU 1988 09 02	9 000,00 \$
TOTAL DU 1988 09 07	20 768,37 \$

GRAND TOTAL 315 718,93 \$

FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
JOURNAL DES DIVERGENCES DU 1988 08 24 AU 1988 09 02

TOTAL DU 1988 08 26	1 163,03 \$
TOTAL DU 1988 09 07	59,92 \$

GRAND TOTAL 1 222,95 \$

FONDS DES PROJETS EN COURS
LISTE DES COMMANDES ENTREES
DU 1988 08 24 AU 1988 09 07

TOTAL DU 1988 08 24	6 453,06 \$
TOTAL DU 1988 08 30	531 895,79 \$
TOTAL DU 1988 08 31	39 785,00 \$
TOTAL DU 1988 09 01	17 876,65 \$
TOTAL DU 1988 09 07	1 028,89 \$

GRAND TOTAL 597 039,39 \$

FONDS DES PROJETS EN COURS
JOURNAL DES AUTORISATIONS DE PAIEMENT
DU 1988 08 24 AU 1988 09 07

TOTAL DU 1988 08 31 342 697,91 \$
TOTAL DU 1988 09 01 326,35 \$

GRAND TOTAL 343 024,26 \$

FONDS DES PROJETS EN COURS
JOURNAL DES DIVERGENCES DU 1988 08 24 AU 1988 09 07

TOTAL DU 1988 08 31 0,01 \$

GRAND TOTAL 0,01 \$

Adoptée unanimement.

C-88-09-1065

APPROBATION - PROCES-VERBAL -
COMITE DE CIRCULATION ET
SIGNALISATION - REUNION DU 3
MAI 1988 (503-1)

ATTENDU QUE le comité de circulation et signalisation a déposé le compte rendu de sa réunion, tenue le 3 mai 1988;

QUE le président du Comité achemine au Conseil, pour ratification, le compte rendu de la réunion;

QUE des crédits sont inscrits au budget d'opération de la Direction des travaux publics, pour couvrir les dépenses relatives à l'achat et à l'installation des affiches de signalisation requises, pour donner suite à la présente;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, à la suite de la réunion du Comité général tenue le 13 septembre 1988, d'approuver le compte rendu de la réunion du Comité de circulation et de signalisation tenue le 3 mai 1988 et de décréter ce qui suit:

- 10.- d'interdire, en tout temps, le stationnement des véhicules routiers sur le côté nord de la rue Notre-Dame sur une distance de 120 mètres à l'est du boulevard Labrosse;
- 20.- de décréter une zone débarcadiaire entre 8 h et 9 h et 16 h et 17 h, du lundi au vendredi, devant l'immeuble situé au 321 de la rue Notre-Dame et de modifier la dernière ligne de l'avant dernier paragraphe de la résolution numéro C-87-691 pour lire 9 h à 16 h et de 17 h à 21 h;
- 30.- d'autoriser le Directeur des Travaux publics à faire installer les enseignes requises pour donner suite à ce qui précède, ainsi qu'aux articles 2.6.2, 2.6.5 et 2.6.9 du procès-verbal du Comité de circulation et de signalisation.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1066

SERVITUDE D'INONDATION - LOTS
13I-7, 13I-8, RANG 1, Templeton

ATTENDU QU'en vertu du règlement numéro .245-82, la construction dans les zones inondables est assujettie à des dispositions particulières;

QUE l'une des modalités de cette réglementation exige du propriétaire, intéressé à construire dans un tel secteur, à consentir à la Ville une servitude d'inondation;

QU'en conformité avec les termes de l'article 2/3/12/3/1, du règlement numéro 245-82, la personne mentionnée ci-dessous est disposée à accorder à la Ville une servitude d'inondation concernant les lots 13I-7, 13I-8, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton;

QUE les déboursés et les honoraires découlant de la préparation du contrat requis à cette fin seront assumés et payés en totalité par le demandeur;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer au nom de la ville de Gatineau, le contrat relatif à la servitude d'inondation consentie à la Municipalité par Diane Boucher et Robert Nantel à l'égard des lots 13I-7 et 13I-8, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1067

APPROBATION - SOUMISSION -
PROGRAMME D'AJUSTEMENT DE
STRUCTURES (504-27)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les compagnies mentionnées ci-dessous ont déposé des soumissions pour effectuer des ajustements à des structures, d'aqueduc et d'égouts, à savoir:

- Compagnie d'asphalte ltée
- Les Constructions Deschênes ltée

QUE ces soumissions sont conformes au devis ayant servi à cet appel d'offres et le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 1er septembre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 50 45120 522, pour couvrir le coût de ces travaux, comme en fait foi le certificat de crédit disponible numéro 5935.

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et

résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver la soumission, présentée par la firme "Compagnie d'asphalte ltée" pour ajuster des structures d'aqueduc et d'égouts, au prix unitaire indiqué ci-après et selon les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres, à savoir:

- regards: 265.00\$/chacun
- puisards: 265.00\$/chacun
- vannes: 100.00\$/chacun

Cette compagnie est autorisée à réaliser des travaux jusqu'à concurrence de la somme de 40 000 \$.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1068

APPROBATION - SOUMISSION -
LECTEUR REPRODUCTEUR DE
CASSETTES "ANSI" (452-1)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres sur invitation, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour la fourniture d'un lecteur reproducteur de cassettes "ANSI", à savoir:

- Bell & Howell
- Kodak Canada

QUE ces soumissions sont conformes au devis ayant servi à cet appel d'offres et le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 1er septembre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire conforme;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 10 14010 750, pour couvrir cette dépense, comme en fait foi le certificat de crédit disponible numéro 5462.

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver la soumission, au montant de 10 440 \$, présentée par la compagnie Bell & Howell, pour la fourniture d'un lecteur reproducteur de cassettes "Ansi", respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1069

APPROBATION - SOUMISSION -
FOURNITURE ET INSTALLATION,
D'EQUIPEMENT DE CONTROLE D'IN-
TERSECTION (504-64)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour la fourniture, l'installation, la modification et mise en service d'équipement de contrôle d'intersection, à savoir:

- Signalisation routière Pole Lite
- Néoelect Inc.
- Chagnon (1975) ltée
- Pierre Brossard ltée
- Les entreprises électriques S.G.B. inc.

QUE la soumission la plus basse reçue n'est pas conforme à notre cahier des charges spéciales ayant servi à cet appel d'offres et le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 29 août 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire conforme;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 50 35005 521, pour couvrir cette dépense, comme en fait foi le certificat de crédit disponible numéro 5933.

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver la soumission, au montant de 95 500 \$, présentée par la compagnie Néoelect Inc., pour la fourniture, l'installation, la modification et mise en service d'équipements de contrôle d'intersection, respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1070

PAIEMENT RECLAMATIONS (101-1-05)

ATTENDU QUE le Comité d'évaluation des réclamations a examiné et a analysé les réclamations soumises par les personnes et la compagnie mentionnées plus bas et en préconise le paiement;

QUE des fonds sont suffisants aux postes budgétaires 05 26 215 et 05 26 315, pour couvrir ces dépenses, comme en font foi les certificats de crédit disponible numéros 6799, 6800, 6801, 6902 et 6803;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'autoriser le Directeur des Finances à verser, sur présentation de réquisitions de paiement par le Directeur du Secrétariat général, les sommes indiquées ci-après, en règlement complet et final des réclamations soumises par les personnes et la compagnie suivantes, à savoir:

	<u>NOM</u>	<u>MONTANT</u>
1.	Monique Duclos réclamation 1987 12 02	105 00 \$
2.	Roland Lamothe réclamation 1988 02 11	255 00 \$

3. Bureau d'expertises des assureurs
réclamation 1988 03 30 163 89 \$
4. Yvon Laflamme
réclamation 1988 04 27 287 80 \$
5. George Kairouz
réclamation 1988 05 02 366 45 \$

Adoptée unanimement.

C-88-09-1071

MESSAGE DE FELICITATIONS -
100e ANNIVERSAIRE DE NAISSANCE
(850-4)

ATTENDU QUE pour assurer une présence municipale dans la communauté gatinoise, le Conseil a adopté une politique traitant des événements spéciaux;

QUE la célébration d'un 100e anniversaire de naissance constitue un événement remarquable;

QUE le Conseil de la ville de Gatineau désire se joindre à la famille de Madame Minnie Boocock Wood pour signaler cet événement de naissance;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de transmettre un chaleureux message de félicitations et de bons souhaits à Madame Minnie Boocock Wood, à l'occasion de son 100e anniversaire de naissance.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1072

VERSEMENT - SUBVENTION - LES
TAPAGEURS DE TOURAINE (401-7
ET 406-2)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-84-131, adoptée à l'unanimité le 20 février 1984, a établi des critères concernant l'utilisation des crédits votés aux différents budgets de quartiers;

QU'en conformité avec les dispositions de cette résolution, toute subvention devant être consentie à des associations sans but lucratif, doit recevoir l'assentiment du Conseil;

QUE des fonds sont suffisants aux postes budgétaires 02 70 92000 782 et 02 70 92000 784, pour couvrir le paiement de la subvention explicitée plus bas, comme en témoigne les certificats de crédit disponible numéros 5090 et 5093;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du

Directeur général, d'accorder une subvention de 400 \$ à l'association Les tapageurs de Touraine et de mandater le Directeur des Finances pour verser cette aide financière dans les meilleurs délais.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1073

VERSEMENT - SUBVENTION - ASSO-
CIATION DE RINGUETTE DE GATI-
NEAU (401-7 ET 406-2)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-84-131, adoptée à l'unanimité le 20 février 1984, a établi des critères concernant l'utilisation des crédits votés aux différents budgets de quartiers;

QU'en conformité avec les dispositions de cette résolution, toute subvention devant être consentie à des associations sans but lucratif, doit recevoir l'assentiment du Conseil;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 70 92000 788, pour convrir le paiement de la subvention explicitée plus bas, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 5088;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accorder une subvention de 100 \$ à l'Association de ringuette de Gatineau et de mandater le Directeur des Finances pour verser cette aide financière dans les meilleurs délais.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1074

VERSEMENT - SUBVENTION - LE
COMITE D'ECOLE LA MONTEE
(401-7 ET 406-2)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-84-131, adoptée à l'unanimité le 20 février 1984, a établi des critères concernant l'utilisation des crédits votés aux différents budgets de quartiers;

QU'en conformité avec les dispositions de cette résolution, toute subvention devant être consentie à des associations sans but lucratif, doit recevoir l'assentiment du Conseil;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 70 92000 785, pour convrir le paiement de la subvention explicitée plus bas, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 5094;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accorder une subvention de 200 \$ au Comité d'école la Montée pour les aider à

financer une partie des coûts des activités entourant les festivités du 10e anniversaire de cette école et de mandater le Directeur des Finances pour verser cette aide financière dans les meilleurs délais.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1075

VERSEMENT - SUBVENTION -
ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE DES
JARDINS DE LA BLANCHE INC.
(501-7 ET 406-2)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-84-131, adoptée à l'unanimité le 20 février 1984, a établi des critères concernant l'utilisation des crédits votés aux différents budgets de quartiers;

QU'en conformité avec les dispositions de cette résolution, toute subvention devant être consentie à des associations sans but lucratif, doit recevoir l'assentiment du Conseil;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 70 92000 792, pour convrir le paiement de la subvention explicitée plus bas, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 5091;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accorder une subvention de 500 \$ à l'Association communautaire des jardins de la Blanche inc. pour couvrir une partie des coûts reliés aux activités hivernales dont la location d'une roulotte pour patineurs et de mandater le Directeur des Finances pour verser cette aide financière dans les meilleurs délais.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1076

VERSEMENT - SUBVENTION - ASSO-
CIATION DES SPORTIFS DE TEM-
PLETON OUEST (401-7 ET 406-2)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-84-131, adoptée à l'unanimité le 20 février 1984, a établi des critères concernant l'utilisation des crédits votés aux différents budgets de quartiers;

QU'en conformité avec les dispositions de cette résolution, toute subvention devant être consentie à des associations sans but lucratif, doit recevoir l'assentiment du Conseil;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 70 92000 790, pour convrir le paiement de la subvention explicitée plus bas, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 5092;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accorder une subvention de 500 \$ à l'Association des sportifs de Templeton Ouest pour permettre l'aménagement d'une patinoire extérieure et de mandater le Directeur des Finances pour verser cette aide financière dans les meilleurs délais.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1077

PARC L'OISEAU BLEU - NIVELLE-
MENT - TERRAIN DE STATIONNE-
MENT (401-4, 401-7 ET 803-1)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-84-131, adoptée à l'unanimité le 20 février 1984, a établi des critères concernant l'utilisation des crédits votés aux différents budgets de quartiers;

QU'en conformité avec les dispositions de cette résolution, tout achat ou travaux excédant 1 000 \$ et financés à même ces budgets, doivent recevoir l'assentiment du Conseil;

QUE les deniers requis pour réaliser les travaux définis ci-dessous proviendront du poste budgétaire numéro 02 70 92000 786, comme en fait état le virement budgétaire 50-88;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, d'autoriser le Directeur des Travaux publics à faire niveler le terrain de stationnement du parc l'Oiseau bleu et d'accorder à cette fin une somme maximale de 2 125 \$ devant provenir du poste budgétaire mentionné au préambule qui fait partie intégrante de la résolution.

IL EST DE PLUS RESOLU d'approuver le virement budgétaire 50-88 et d'habiliter le Directeur des Finances à faire effectuer les écritures comptables suivantes, à savoir:

VIREMENT BUDGETAIRE 50-88

02 70 92823 000 Stationnement - Parc l'Oiseau bleu

626 Gravier et concassé 2 125 \$

02 70 92000 000 Amél. - équipement de quartier

786 Quartier 6 (2 125 \$)

Adoptée unanimement.

C-88-09-1078

ACHAT ET INSTALLATION - RAMPE
POUR ROULI-ROULANT (401-4,
401-7 ET 803-1)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-84-131, adoptée à l'unanimité le 20

février 1984, a établi dess critères concernant l'utilisation des crédits votés aux différents budgets de quartiers;

QU'en conformité avec les dispositions de cette résolution, tout achat ou travaux excédant 1 000 \$ et financés à même ces budgets, doivent recevoir l'assentiment du Conseil;

QUE les deniers nécessaires à l'achat et à l'installation de la rampe pour rouli-roulant au parc identifié ci-après proviendront du poste budgétaire 02 70 92000 787, comme indiqué au virement budgétaire 60-88;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, d'autoriser le Directeur des Approvisionnements à acquérir, en suivant la procédure prévue à la politique d'achat, une rampe de rouli-roulant devant être installée au parc la Baie par la Direction des travaux publics et d'accorder à cette fin une somme maximale de 2 800 \$ devant provenir du poste budgétaire mentionné au préambule qui fait partie intégrante de la résolution.

IL EST DE PLUS RESOLU d'approuver le virement budgétaire 60-88 et d'autoriser le Directeur des Finances à faire effectuer les écritures comptables suivantes, à savoir:

VIREMENT BUDGETAIRE 60-88

02 70 92000 000 Fonds de quartier

787 Quartier numéro 7 (2 800 \$)

02 70 92825 000 Installation - rampe rouli-roulant

714 Quartier numéro 7 2 800 \$

Adoptée unanimement.

C-88-09-1079

ASSOCIATION DES LOISIRS MONT-LUC - SUBVENTION (401-7 ET 406-2)

ATTENDU QUE le Conseil, par la voie de sa résolution numéro C-88-09-1037, adoptée le 6 septembre 1988, a annulé le solde de la subvention consentie à l'Association des loisirs Mont-Luc;

QUE des démarches sont présentement en cours avec la Direction des travaux publics concernant l'achat et l'installation d'équipement au parc Mont-Luc devant être financés à même le solde de la subvention précitée;

QUE dans ce contexte ce Conseil est d'avis qu'il y a lieu de verser à cet organisme le solde de la subvention consentie en vertu de la résolution numéro C-87-1061;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et

résolu, d'abroger à toute fin que de droit la résolution numéro C-88-09-1037 annulant le solde de la subvention consentie à l'Association des loisirs Mont-Luc, pour la réalisation de divers travaux d'aménagement au parc Mont-Luc.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1080

DEPOT - ETAT DES REVENUS ET
DEPENSES TRIMESTRIELS (401-4
ET 407-1)

ATTENDU QUE le Directeur des Finances doit, en vertu de l'article 105.4 de la Loi sur les cités et villes, remettre au Conseil, une fois par trimestre, un état des revenus et dépenses de la Municipalité depuis le début de l'exercice financier;

QU'il doit également transmettre, dans ce même délai, deux états comparatifs, l'un portant sur les revenus et l'autre sur les dépenses effectuées à la date du rapport;

QUE le Directeur des Finances a préparé une note expliquant sommairement les changements proposés au budget;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, à la suite de la réunion du Comité général tenue le 13 septembre 1988 et en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 10.- d'accepter le dépôt du rapport trimestriel, du 29 août 1988, présenté par le Directeur des Finances, en conformité avec les dispositions de l'article 105.4 de la Loi sur les cités et villes;
- 20.- d'approuver les virements budgétaires numéros 54-88, 56-88, 57-88 et 58-88 joints à la résolution pour en faire partie intégrante, comme s'ils étaient ici au long reproduits et d'autoriser le Directeur des Finances à faire effectuer les écritures comptables en découlant.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1081

ACCEPTATION PROVISOIRE DES
TRAVAUX ET ACQUISITION DE RUES
- SUBDIVISION VILLAGE TECUMSEH
(205-53)

ATTENDU QUE le Conseil, par ses résolutions C-87-997 et C-88-01-14 a accepté les requêtes présentées par Denis Lachapelle, prévoyant l'installation des services municipaux sur les rues portant les numéros de lots 40-32, 40-33, 41-10, 41-11, 41-12, 41-13, 42-1, 42-2, 42-3, 43-1, 41-6-1, 40-27, 40-31, 42-4, 43-3 et 43-4, au cadastre officiel du Village de Pointe-Gatineau;

QU'entre l'adoption de ces résolutions et le dépôt du cadastre, la désignation de certaines rues fut modifiée et qu'une servitude d'aqueduc est devenue nécessaire;

QUE ces travaux furent réalisés en conformité avec le devis et les plans numéros: 371-001-100-200 à 205, 208 et 209 préparés par les experts-conseils Les Consultants de l'Outaouais Inc., au mois de septembre 1987;

QUE ces ingénieurs-conseils recommandent l'acceptation provisoire de ces ouvrages et la Direction du génie préconise, dans sa note du 23 août 1988, l'achat de ces rues et l'obtention de la servitude requise pour l'entretien d'une conduite d'aqueduc;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 10 19900 731, pour couvrir les frais et les honoraires reliés à la rédaction et à l'enregistrement de l'acte notarié requis, comme l'atteste la réquisition de services professionnels numéro SP-831;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 10.- de donner son acceptation provisoire concernant les travaux exécutés sur les rues portant les numéros 42-5, 43-5, 43-1, 43-3, 42-4, 43-11, 43-14, 40-33, 41-10, 42-3, 43-4, 41-52, 40-32, 41-11, 41-12, 41-13, 42-2 et 43-23 au cadastre officiel du Village de Pointe-Gatineau;
- 20.- d'approuver l'obtention d'une servitude, pour la somme nominale de 1 \$, sur la partie du lot 43-23, au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau et décrite à la description technique numéro 39842-15340 S, préparée par Hugues St-Pierre, arpenteur-géomètre, le 21 mai 1988;
- 30.- d'habiliter Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer l'acte notarié en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau;
- 40.- de modifier la résolution numéro C-87-997 pour y incorporer les rues portant les numéros de lots 39-31, 42-5 et 43-5 au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau;
- 50.- d'amender la résolution C-88-01-04 pour y ajouter les rues portant les numéros de lots 41-52, 43-11 et 43-14 au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau;

Adoptée unanimement.

C-88-09-1082

APPROBATION REQUETE - AQUEDUC
ET EGOUT - RUE 18B-234 ET 19A-
375 (205-22)

Il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 10.- d'approuver la requête produite par la compagnie 131359 Canada inc. pour construire, à ses frais et en conformité avec la réglementation en vigueur, des conduites d'aqueduc et d'égouts sur la rue portant les numéros de lots 18B-234 et 19A-375, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton, en plus de construire la fondation de ces rues;
- 20.- d'autoriser le requérant à faire préparer, également à ses frais, le devis et les plans nécessaires à l'exécution des travaux dont il est fait allusion à l'article 1, par les experts-conseils "Les consultants de l'Outaouais inc.";
- 30.- d'habiliter ledit bureau d'experts-conseils à présenter, pour approbation, ce devis et ces plans à la Communauté régionale de l'Outaouais et au ministère de l'Environnement du Québec;
- 40.- d'entériner la demande du promoteur visant à confier la surveillance, avec résident, des travaux précités au cabinet des experts-conseils susmentionné et que la dépense en découlant soit assumée par la requérante;
- 50.- d'accepter la recommandation du promoteur et d'autoriser le Directeur du Génie à retenir les services de la firme "Fondex ltée" pour effectuer le contrôle qualitatif des matériaux et que la dépense en découlant soit payée par la ville selon les modalités de la convention intervenue à ce sujet;
- 60.- d'exiger de la requérante de céder à la ville de Gatineau, pour la somme nominale de 1 \$, la rue visée par la présente, dès que le Directeur du Génie aura approuvé les travaux réalisés sur celle-ci; ce contrat devra être signé avant l'émission des permis de construction;

IL EST DE PLUS RESOLU d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer au nom de la ville de Gatineau le contrat d'achat de la rue faisant l'objet de la présente.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1083

APPROBATION REQUETE - ASPHAL-
TAGE ET AUTRES - RUE 18B-234
ET 19A-375 (205-22)

Il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 10.- d'accepter la requête présentée par la compagnie 131359 Canada inc. prévoyant, remboursables au moyen de l'imposition d'une taxe d'améliorations locales, l'installation du système d'éclairage de rues, la construction de bordures et trottoirs, ainsi que la pose d'un revêtement asphaltique sur la rue portant les numéros de lots 18B-234 et 19A-375, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton;
- 20.- de retenir les services des experts-conseils "Les consultants de l'Outaouais inc." pour préparer le devis et les plans, en plus d'assumer la surveillance des travaux décrits à l'article 1;
- 30.- d'autoriser le Greffier à faire paraître, dans les journaux habituels, un avis invitant des propositions pour la réalisation des travaux dont il est fait allusion à l'article 1, dès que la documentation pertinente sera disponible au bureau du Directeur du Génie;

IL EST DE PLUS RESOLU de décréter que la Municipalité n'assumera aucune responsabilité pour le paiement des honoraires découlant du présent mandat, à moins que le règlement relatif au financement de ces ouvrages reçoive toutes les approbations requises par la loi.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1084

APPROBATION - REQUETE - AQUE-
DUC ET EGOUT - SUBDIVISION
COTE D'AZUR PHASE 7B-3 (205-9)

Il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur Général:

- 10.- d'approuver la requête produite par "Les Développements Timberlay (Québec) Ltée" pour construire, à ses frais, et en conformité avec la réglementation en vigueur, des conduites d'aqueduc et d'égouts sur les rues portant les numéros de lots 2-356 et 2-857, du rang 7, au cadastre officiel du canton de Hull, en plus de construire la fondation de ces rues;
- 20.- d'autoriser le requérant à faire préparer, également à ses frais, le devis et les plans nécessaires à l'exécution des travaux dont il est fait allusion à l'article 1 par les

experts-conseils "Les Consultants de
l'Outaouais Inc.";



- 20.- d'habiliter ledit bureau d'experts-conseils à présenter, pour approbation, ce devis et ces plans à la Communauté Régionale de l'Outaouais et au ministère de l'Environnement du Québec;
- 40.- d'entériner la demande du promoteur visant à confier la surveillance, avec résident, des travaux précités au cabinet des experts-conseils susmentionné et que la dépense en découlant soit assumée par le requérant;
- 50.- d'accepter la recommandation du promoteur et d'autoriser le Directeur du Génie à retenir les services de la firme "Fondex Ltée" pour effectuer le contrôle qualitatif des matériaux et que la dépense en découlant soit payée par la Ville selon les modalités de la convention intervenue à ce sujet;
- 60.- d'exiger du requérant de céder à la Ville de Gatineau, pour la somme nominale de 1 \$, les rues visées par la présente, ainsi qu'une servitude d'égouts sur les lots 2-844 et 2-845 du rang 7, canton de Hull, dès que le Directeur du Génie aura approuvé les travaux réalisés sur celle-ci; ce contrat devra être signé avant l'émission des permis de construction;

IL EST DE PLUS résolu d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer au nom de la ville de Gatineau, le protocole d'entente se rattachant à la mise en place des susdits services, ainsi que le contrat d'achat des rues et de la servitude d'égouts faisant l'objet de la présente.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1085

APPROBATION - REQUETE - AS-
PHALTAGE DE RUES - SUBDIVISION
COTE D'AZUR - PHASE 7B-3
(205-9)

Il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 10.- d'accepter la requête présentée par la compagnie "Les Développements Timberlay (Québec) Ltée" prévoyant, remboursables au moyen de l'imposition d'une taxe d'améliorations locales, l'installation du système d'éclairage de rues, la construction de bordures et trottoirs, ainsi que la pose d'un revêtement asphaltique sur les rues portant les numéros 2-356 et 2-857, du rang 7, au cadastre officiel du canton de Hull;



- 20.- de retenir les services des experts-conseils "Les Consultants de l'Outaouais Inc." pour préparer le devis et les plans ainsi que pour assumer la surveillance des travaux décrits à l'article 1;
30. d'autoriser le Greffier à faire paraître, dans les journaux habituels, un avis invitant des propositions pour la réalisation des travaux dont il est fait allusion à l'article 1, dès que la documentation pertinente sera disponible au bureau du Directeur du Génie;

IL EST DE PLUS résolu de décréter que la Municipalité n'assumera aucune responsabilité pour le paiement des honoraires découlant du présent mandat, à moins que le règlement relatif au financement de cet ouvrage reçoive toutes les approbations requises par la Loi.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1086

MODIFICATION - POLITIQUE - EN-
TRES CHARRETIERES (501-14)

Il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de modifier l'article 4 de la politique E-2 relative aux entrées charretières pour y insérer le paragraphe suivant, à savoir:

- en sus des charges pour les coupes de trottoirs ou bordures, dans tous les cas où il existe un pavé uni entre le trottoir et le pavage bitumineux, les coûts d'enlèvement et de réinstallation du pavé uni sont de 55 \$ le mètre carré.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1087

SOCIETE CANADIENNE DES POSTES
- INSTALLATION - SUPERBOITES
POSTALES (103-8-07)

ATTENDU QUE pour améliorer son service postal, la Société canadienne des postes recherche l'autorisation d'installer des superboîtes postales à divers endroits sur le territoire de la ville de Gatineau;

QU'un accord est intervenu quant à la pose de ces boîtes et le Directeur de l'Urbanisme sollicite, par son rapport du 23 août 1987, l'acceptation de la liste des sites proposés pour l'installation de ces boîtes postales;

QUE selon l'article 10, du chapitre 3, titre 2, du règlement numéro 245-82, le Conseil doit autoriser l'implantation de mobilier urbain dans l'emprise des rues ou sur les places publiques;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du

Directeur général, d'approuver la liste des sites proposés par la Société canadienne des postes pour l'installation de superboîtes postales dans les limites de la Ville; ladite liste est jointe à la résolution pour en faire partie intégrante, comme si elle était ici au long reproduite.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1088

DESISTEMENT - AVIS D'EXPROPRIATION - RHEA JOANISSE (507-1-03)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-88-01-19, a autorisé l'expropriation d'une partie des lots 523-4, 523-5, 523-9, 523-9-1, 528-1, 528-10, 528-10-1, 529, 539 et 599, au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau et décrite à la description technique numéro 194-F, préparée par Marc Fournier, arpenteur-géomètre;

QU'au moment de l'expropriation des lots identifiés plus bas, la Ville ignorait l'exploitation commerciale de ces terrains par Rhéa Joannis;

QUE ce Conseil juge trop onéreuse la compensation financière réclamée par l'expropriante concernant ces lots;

QUE diverses options s'offraient à la Ville concernant le tracé de la conduite de déversement de l'égout pluvial provenant de la rue St-Louis;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de se désister de l'avis d'expropriation enregistré à l'égard de la partie des lots 523-9, 528-10, 529, 539 et 599, au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau et décrite à la description technique numéro 210F, préparée par Marc Fournier, arpenteur-géomètre.

IL EST DE PLUS RESOLU de retenir les services de la firme Roy, Mantha, Sabourin, Landry & Gosselin pour présenter devant le Tribunal d'expropriation une requête en désistement concernant les lots précités.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1089

DESISTEMENT - AVIS D'EXPROPRIATION - ROBERT CHARTRAND ET ANDRE SIMARD (507-1-03)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-88-01-19, a autorisé l'expropriation d'une partie des lots 523-4, 523-5, 523-9, 523-9-1, 528-1, 528-10, 528-10-1, 529, 539 et 599, au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau et

décrite à la description technique numéro 194-F, préparée par Marc Fournier, arpenteur-géomètre;

QU'à la suite des modifications effectuées au tracé de la conduite de déversement de l'égout pluvial provenant de la rue St-Louis, les terrains identifiés ci-dessous sont devenus inutiles;

QUE diverses options s'offraient à la Ville concernant le tracé de la conduite de déversement de l'égout pluvial provenant de la rue St-Louis;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de se désister de l'avis d'expropriation enregistré à l'égard de la partie des lots 523-4, 523-5, 523-9-1, 528-1 et 528-10-1, au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau et décrite à la description technique numéro 209F, préparée par Marc Fournier, arpenteur-géomètre.

IL EST DE PLUS RESOLU de retenir les services de la firme Roy, Mantha, Sabourin, Landry & Gosselin pour présenter devant le Tribunal d'expropriation une requête en désistement concernant les lots susmentionnés.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1090

COORDONNATEUR AUX PROGRAMMES
SPORTIFS - PROLONGEMENT DE
CONTRAT (750-8)

ATTENDU QUE le Directeur des Loisirs et de la culture sollicite la signature d'un contrat prolongeant la période d'embauche du titulaire du poste contractuel de coordonnateur des programmes sportifs;

QUE le Directeur des Ressources humaines a préparé le contrat requis et énonçant le salaire et les conditions de travail de cette personne;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 65 71010 112, pour couvrir la rémunération de cette employée, comme l'indique la demande de personnel numéro 0813;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de renouveler le contrat d'Agathe Lalande pour une période maximum de six mois, au salaire et conditions stipulés au contrat d'embauche rédigé par le Directeur des Ressources humaines et joint à la résolution pour en faire partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit et d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer ce contrat pour et au nom de la ville de Gatineau.

* Gilbert Garneau, Richard Côté, François Leclerc et Marlene Goyet inscrivent leur dissidence.

. Adoptée 6 contre 4.

C-88-09-1091

ENGAGEMENT - PREPOSE AUX COMMUNICATIONS - DIRECTION DE LA SECURITE PUBLIQUE (750-1)

ATTENDU QUE la Direction des ressources humaines, en vertu de la résolution C-88-08-889, adoptée le 2 août 1988, a affiché le poste de préposé aux communications, à la Direction de la sécurité publique;

QUE le Comité de sélection, formé en conformité avec la politique en vigueur, propose à l'unanimité de retenir la candidature d'André Poirier;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 45 21420 112, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0881;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'engager André Poirier, domicilié à Gatineau, au poste de préposé aux communications, à la Direction de la sécurité publique, au salaire prévu à la classe IV, échelon 1, de l'échelle salariale des cols blancs.

* Gilbert Garneau, Richard Côté, François Leclerc et Marlene Goyet inscrivent leur dissidence.

Adoptée 6 contre 4.

C-88-09-1092

APPROBATION - POLITIQUE - CONTROLE BUDGETAIRE (501-14)

ATTENDU QUE dans le cadre de la révision de l'ensemble des politiques municipales, le directeur général adjoint, module gestion administrative et financière a préparé un projet de politique de contrôle budgétaire;

QUE les membres du Conseil ont étudié ledit projet en Comité général;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, à la suite de la réunion du Comité général du 13 septembre 1988, d'approuver la politique de contrôle budgétaire numéro C-7 préparée par le directeur général adjoint, module gestion administrative et financière et d'abroger la politique existante.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1093

APPROBATION - POLITIQUE FINAN-
CEMENT A LONG TERME (501-14)

ATTENDU QUE la ville de Gatineau a élaboré une politique de financement à long terme;

QU'il y a lieu de modifier ladite politique pour permettre aux citoyens de payer plus rapidement leurs taxes d'améliorations locales;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, à la suite de la réunion du Comité général du 13 septembre 1988, que l'article 3.3 de la politique de financement à long terme soit remplacé par le suivant, à savoir:

3.3 Actifs à long terme

3.3.1 Payables en taxes d'améliorations locales

Les règlements d'emprunt adoptés pour les projets de développement en taxes d'améliorations locales sont financés sur une période de quinze ans.

3.3.2 Autres actifs à long terme

Les autres actifs à long terme de la Municipalité sont financés sur une période de vingt ans.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1094

APPROBATION - CONVENTION ET
REQUETE - PROJET LOUIS ST-
PIERRE PROLONGEMENT DE LA RUE
CREMAZIE (205-24)

ATTENDU QUE Louis St-Pierre a déposé un projet de lotissement concernant une partie du lot 3, du rang 10, au cadastre officiel du canton de Hull, ainsi que la requête de service définie à l'article 2;

QUE le règlement numéro 444-87 prévoit la signature d'une convention si le promoteur exécute et finance lui-même la mise en place des services publics et l'ouverture des rues;

QUE le Directeur général adjoint, module gestion du territoire, a produit, une note expliquant les principaux éléments de l'entente et en préconise l'acceptation;

QUE le Directeur adjoint, à la Direction du génie a, pour sa part, analysé la requête et en recherche l'acceptation, comme en fait foi sa note du 16 août 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 10.- d'approuver la convention à intervenir entre la Ville et Louis St-Pierre concernant le développement domiciliaire et l'ouverture des rues projetées sur la partie du lot 3, du rang 10, au cadastre officiel du canton de Hull, montréé au plan numéro 1080-H, préparé par Daniel Handfield, arpenteur-géomètre, le 15 avril 1988;
- 20.- d'accepter la requête soumise par le promoteur précité prévoyant exécuter, à ses frais et selon la réglementation en vigueur, la fondation et le drainage des rues portant les numéros de lots 3-129, 3-131 et 3-133, du rang 10, au cadastre officiel du canton de Hull;
- 30.- d'autoriser le requérant à faire préparer, également à ses frais, le devis et les plans nécessaires à l'exécution des travaux dont il est fait allusion à l'article 2, par les experts-conseils "Les consultants de l'Outaouais inc.";
- 40.- d'entériner la demande du promoteur visant à confier la surveillance, avec résident, des travaux décrits à l'article 2 au bureau des experts-conseils susmentionné et que les dépenses en découlant soient assumées par le requérant;
- 50.- d'accepter la recommandation du promoteur et d'autoriser le Directeur du Génie à retenir les services de la firme "Les laboratoires Gatineau" pour effectuer le contrôle qualitatif des matériaux et que la dépense en découlant soit payée par la Ville selon les modalités de la convention intervenue à ce sujet;
- 60.- d'exiger du requérant de céder à la ville de Gatineau, pour la somme nominale de 1 \$, les rues visées par la présente, dès que le Directeur du Génie aura approuvé les travaux réalisés sur celles-ci; ce contrat devra être signé avant l'émission des permis de construction;

IL EST DE PLUS RESOLU d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer au nom de la ville de Gatineau, le protocole d'entente se rattachant à la mise en place des susdits services, ainsi que le contrat d'achat des rues faisant l'objet de la présente.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1095

ACCORD DE PRINCIPE - FERMETURE
- PARTIE DU CHEMIN ROMANUK
(302-6)

ATTENDU QUE Carl McInnis
entend développer une partie des lots 10A et 11A,



- 10.- d'approuver la convention à intervenir entre la Ville et Louis St-Pierre concernant le développement domiciliaire et l'ouverture des rues projetées sur la partie du lot 3, du rang 10, au cadastre officiel du canton de Hull, montrée au plan numéro 1080-H, préparé par Daniel Handfield, arpenteur-géomètre, le 15 avril 1988;
- 20.- d'accepter la requête soumise par le promoteur précité prévoyant exécuter, à ses frais et selon la réglementation en vigueur, la fondation et le drainage des rues portant les numéros de lots 3-129, 3-131 et 3-133, du rang 10, au cadastre officiel du canton de Hull;
- 30.- d'autoriser le requérant à faire préparer, également à ses frais, le devis et les plans nécessaires à l'exécution des travaux dont il est fait allusion à l'article 2, par les experts-conseils "Les consultants de l'Outaouais inc.";
- 40.- d'entériner la demande du promoteur visant à confier la surveillance, avec résident, des travaux décrits à l'article 2 au bureau des experts-conseils susmentionné et que les dépenses en découlant soient assumées par le requérant;
- 50.- d'accepter la recommandation du promoteur et d'autoriser le Directeur du Génie à retenir les services de la firme "Les laboratoires Gatineau" pour effectuer le contrôle qualitatif des matériaux et que la dépense en découlant soit payée par la Ville selon les modalités de la convention intervenue à ce sujet;
- 60.- d'exiger du requérant de céder à la ville de Gatineau, pour la somme nominale de 1 \$, les rues visées par la présente, dès que le Directeur du Génie aura approuvé les travaux réalisés sur celles-ci; ce contrat devra être signé avant l'émission des permis de construction;

IL EST DE PLUS RESOLU d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer au nom de la ville de Gatineau, le protocole d'entente se rattachant à la mise en place des susdits services, ainsi que le contrat d'achat des rues faisant l'objet de la présente.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1095

ACCORD DE PRINCIPE - FERMETURE
- PARTIE DU CHEMIN ROMANUK
(302-6)

ATTENDU QUE Carl McInnis entend développer une partie des lots 10A et 11A,

du rang 10, au cadastre officiel du canton de Hull et y effectuer une nouvelle subdivision;

QUE pour les fins de cette nouvelle subdivision, de nouvelles rues seront construites aux frais des promoteurs;

QU'il ne sera donc pas nécessaire de maintenir le chemin Romanuk dans son emprise actuel;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 10.- d'accepter en principe de fermer une partie du chemin Romanuk sur les lots 10A et 11A, du rang 10, canton de Hull, laquelle partie du chemin est indiquée par un liseré rouge sur le plan numéro 39266-4451 G préparé par André Germain, arpenteur-géomètre, le 30 mars 1988 et joint à la présente pour en faire partie intégrante;
- 20.- les terrains affectés par cette fermeture seront vendus aux propriétaires riverains;
- 30.- aucune indemnité ne sera versée puisque personne ne souffrira préjudice de cette fermeture;
- 40.- la présente fermeture entrera en vigueur le jour de l'acceptation par la Ville des nouvelles rues à être construites par les promoteurs et sujet à l'approbation du plan de lotissement et à l'adoption d'un règlement décrétant ladite fermeture;
- 50.- la présente ne peut être interprétée comme étant une renonciation à l'application du règlement 444-87.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1096

SERVITUDE - LOT 15-298 PARTIE

ATTENDU QUE Bernard Pelletier désire opérer un commerce sur les lots 15-112 et 15-113, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton et bordant le boulevard Maloney Est;

QUE pour implanter le commerce projeté, il doit acquérir de la Municipalité une partie du lot 15-298, du rang et canton précités et d'une superficie de 855 mètres carrés;

QU'un évaluateur agréé a été mandaté pour établir la valeur marchande de ce terrain;

QUE pour assurer le succès de ce projet, le Directeur général adjoint, module gestion du territoire, suggère d'accorder à Monsieur Pelletier une servitude sur le lot 15-298;

QUE les frais et les honoraires professionnels reliés à la rédaction du contrat et à l'enregistrement de la servitude seront payés en totalité par Bernard Pelletier;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de consentir à Bernard Pelletier, à raison d'un loyer mensuel de 250 \$, une servitude de stationnement sur la partie du lot 15-298, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton et décrite à la description technique numéro 270-F, préparée par Marc Fournier, arpenteur-géomètre; il est entendu que ledit Monsieur Pelletier devra s'engager, dans l'acte de servitude, à acquérir la susdite parcelle de terrain et le montant du loyer sera réduit de ce prix de vente pour autant que les sommes payées en loyer n'excèdent pas le prix de vente.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le contrat de servitude pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1097

MESSAGE DE FELICITATIONS - 50e
ANNIVERSAIRE DE MARIAGE
(850-4)

ATTENDU QUE pour assurer une présence municipale dans la communauté gatinoise, le Conseil a adopté une politique traitant des événements spéciaux;

QUE la célébration d'un 50e anniversaire de mariage constitue un événement remarquable dans la vie d'un couple et d'une famille;

QUE le Conseil de la ville de Gatineau désire se joindre à la famille de Léo et Orette Dontigny pour signaler cet anniversaire de mariage;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Gilbert Garneau et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de transmettre un chaleureux message de félicitations et de bons souhaits à Monsieur et Madame Léo et Orette Dontigny, à l'occasion de leur 50e anniversaire de mariage.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1098

EMBAUCHE - COMMIS DACTYLO II -
DIRECTION DES COMMUNICATIONS
(750-1)

ATTENDU QUE la Direction des ressources humaines, en vertu de la résolution

C-88-08-882, adoptée le 2 août 1988, a affiché le poste de commis-dactylo II, à la Direction des communications;

QUE le Comité de sélection, formé en conformité avec la politique en vigueur, propose à l'unanimité de retenir la candidature de Paule Baril;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 40 19000 112, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0785;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Thérèse Cyr et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'engager Paule Baril, domiciliée à Gatineau, au poste de commis-dactylo II, à la Direction des communications, au salaire prévu à la classe III, échelon 1 de l'échelle salariale des cols blancs.

MOTION DE RENVOI:

Il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par François Leclerc et résolu, d'acheminer au Comité exécutif pour étude supplémentaire la demande d'engagement d'une commis dactylo II, à la Direction des communications.

POUR LA MOTION DE RENVOI:

Hélène Théorêt
Berthe Miron
Richard Migneault
Jean-René Monette
Richard Côté
François Leclerc
Marlene Goyet

CONTRE:

Thérèse Cyr
Gilbert Garneau
Richard Canuel

La motion de renvoi est adoptée 7 contre 3.

C-88-09-1099

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION
DE GATINEAU - HABITATIONS A
LOYER MODIQUE (103-2-02)

ATTENDU QUE la Société d'habitation du Québec est autorisée à procéder elle-même à la préparation, à la réalisation et à l'administration de programmes d'habitation pour personnes ou familles à faible revenu;

QUE la Société est le maître d'oeuvre de la réalisation de ces programmations et demeure propriétaire des ensembles d'habitations réalisés dans le cadre de celles-ci, tout en assumant les coûts de réalisation proprement dits;

QUE la Société d'habitation entend confier l'administration des logements

construits à Gatineau en vertu de ce programme à l'Office municipal d'habitation de Gatineau;

QU'il existe à Gatineau un besoin pressant et urgent de logements à loyer modique destinés à des familles à faible revenu;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Berthe Miron, appuyé par Gilbert Garneau et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 10.- de demander à la Société d'habitation du Québec de permettre à la Municipalité de bénéficier des avantages de la loi et de construire à Gatineau un programme d'habitation de cent logements s'adressant aux familles à faible revenu;
- 20.- d'autoriser, le cas échéant, la signature de la convention à intervenir avec la Société d'habitation du Québec et prévoyant la participation de la Ville jusqu'à concurrence de 10 % du déficit d'exploitation de ces logements;
- 30.- de confirmer la collaboration de la Ville à la réalisation du projet de construction de ces habitations devant être mise en oeuvre par la Société d'habitation du Québec;
- 40.- de fournir les infrastructures municipales nécessaires à la desserte du projet de construction visé par la présente;

Adoptée unanimement.

C-88-09-1100

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION
DE GATINEAU - HABITATIONS A
LOYER MODIQUE (103-2-02)

ATTENDU QUE les analyses et les études réalisées par l'Office municipal d'habitation de Gatineau confirment et mettent en relief la pénurie des logements à prix modique destinés aux personnes seules et aux familles;

QUE la Société d'habitation du Québec a implanté un programme de supplément au logement et ce Conseil désire se prévaloir des avantages offerts par ce programme;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Berthe Miron, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'appuyer l'Office municipal d'habitation de Gatineau et de demander à la Société d'habitation du Québec de reconnaître pour la ville de Gatineau 60 unités de logement dans le cadre de son programme supplément au logement.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1101CONGEDIEMENT ADMINISTRATIF -
EMPLOYE 00097 (750-3)

ATTENDU QUE l'employé 00097 a été déclaré, par ses médecins traitants, totalement invalide et incapable d'accomplir ses tâches et fournir les prestations de travail pour lequel il a été embauché;

QUE le médecin de la ville de Gatineau a confirmé les affirmations des médecins de l'employé;

QU'il y a lieu de mettre fin au contrat individuel de travail et au lien d'emploi de cet employé avec la ville de Gatineau;

EN CONSEQUENCE, il est résolu à l'unanimité, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de procéder au congédiement administratif de l'employé 00097 à compter de l'adoption de la présente.

IL EST DE PLUS RESOLU de mandater le Directeur des Ressources humaines à fermer le dossier de cet employé et d'autoriser le Directeur des Finances à verser à cet employé toutes les sommes qui pourraient lui être dues.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1102ACCORD DE PRINCIPE - AMICALE
PIERRE LAFONTAINE INC. - IM-
PLANTATION D'UN LIEU DE REN-
CONTRE (102-1)

ATTENDU QUE l'Amicale Pierre Lafontaine inc. est un organisme à but non lucratif et voué à la promotion de toutes formes d'initiatives sportive et culturelle pour ses membres;

QUE cet organisme désire étendre ses champs d'activités à la jeunesse, les personnes âgées et les gens défavorisés;

QUE l'organisation et la planification de ces objectifs nécessitent l'implantation d'un lieu de rencontre afin de desservir plus adéquatement ses membres;

QUE pour ce faire, l'Amicale sollicite l'appui de la Municipalité à ce projet de construction d'un lieu de rencontre;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 10.- d'appuyer le projet de construction d'un centre de rencontre mis de l'avant par l'Amicale Pierre Lafontaine inc;
- 20.- d'accepter en principe de favoriser une telle implantation, par le biais d'une cession, location ou autres d'un terrain municipal, le

tout suivant des modalités à être négociées, entre la Ville et l'Amicale et sujet également au respect des normes d'implantation et de la réglementation municipale en cette matière;

- 30.- de mandater le Directeur général adjoint, module services à la population, pour entamer des négociations et assurer le suivi de ce dossier pour le dépôt d'un rapport aux membres du Conseil, lors d'une prochaine séance du Comité général.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1103

ACCORD DE PRINCIPE - LES AINÉS
DE RIVIERA - IMPLANTATION D'UN
LIEU DE RENCONTRE (102-1)

ATTENDU QUE l'organisme Les Aînés de Riviera souhaite l'implantation d'un lieu de rencontre pour mieux desservir la clientèle du secteur;

QUE cette association sollicite l'aide de la Municipalité pour la réalisation d'un tel projet;

QUE le Conseil est désireux de favoriser tout projet de construction de centre communautaire dont le financement et l'opération sont assurés par les intervenants du milieu;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Gilbert Garneau et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 10.- d'appuyer le projet de construction d'un centre de rencontre mis de l'avant par Les Aînés de Riviera;
- 20.- d'accepter en principe de favoriser une telle implantation, par le biais d'une cession, location ou autres d'un terrain municipal, le tout suivant des modalités à être négociées, entre la Ville et Les Aînés de Riviera et sujet également au respect des normes d'implantation et de la réglementation municipale en cette matière;
- 30.- de mandater le Directeur général adjoint, module services à la population, pour entamer des négociations et assurer le suivi de ce dossier pour le dépôt d'un rapport aux membres du Conseil, lors d'une prochaine séance du Comité général.

Adoptée unanimement.

C-88-09-1104

SUBVENTION - ACQUISITION -
CENTRE D'AMITIE DE GATINEAU
(406-1)



ATTENDU QUE Travaux publics Canada désire se départir, à titre onéreux, de l'édifice fédéral situé sur la rue Maple, à Gatineau;

QUE le Centre d'amitié de Gatineau loue cet immeuble depuis 1982 et l'a converti en centre communautaire et de séjour desservant plus de 600 usagés;

QUE cet organisme sans but lucratif a déjà investi des capitaux importants dans le réaménagement, la restauration et l'entretien de cet édifice public;

QUE pour répondre aux besoins sans cesse croissant de la population, le Centre d'amitié doit conserver cet édifice public;

QUE malgré des ressources financières très limitées, le Centre d'amitié a déposé, auprès de Travaux publics Canada, une offre de 190 500 \$ pour se porter acquéreur de cet immeuble;

QUE ce Conseil estime essentiel un appui financier du gouvernement fédéral couvrant au moins le prix d'achat de ce bâtiment;

QUE la présence du gouvernement canadien à Gatineau, 6e ville plus peuplée du Québec, se limite à deux bureaux de poste et à un centre de perfectionnement;

QUE le versement d'une subvention équivalente au prix d'achat constituerait un gage d'encouragement et de bonne foi du gouvernement canadien en vue de corriger cette lacune;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean-René Monette, appuyé par Berthe Miron et résolu, de demander au gouvernement fédéral de consentir à la ville de Gatineau, en faveur du Centre d'amitié de Gatineau, une subvention pour couvrir en totalité le prix d'achat de l'édifice fédéral situé sur la rue Maple.

Adoptée unanimement.

AM-88-09-86

REGIE INTERNE - MODIFICATION

AVIS DE MOTION est donné par Thérèse Cyr qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit pour modifier le règlement 1-75, concernant la régie interne du Conseil et plus particulièrement l'heure et le jour de la tenue des séances du Conseil.



AM-88-09-87

ASPHALTAGE ET AUTRES - RUES
18B-234 ET 19A-375

AVIS DE MOTION est donné par Hélène Théorêt qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit pour:

- 10.- décréter l'installation d'un système d'éclairage de rue, la construction de bordures et trottoirs, ainsi que la pose d'un revêtement asphaltique sur la rue portant les numéros de lots 18B-234 et 19A-375, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton;
- 20.- attribuer les deniers requis pour couvrir les coûts d'acquisition de la rue précitée;
- 30.- autoriser un emprunt par émission d'obligations pour couvrir le coût de ces travaux et d'acquisition de la susdite rue.

AM-88-09-88

ASPHALTAGE DE RUES ET AUTRES -
SUBDIVISION COTE D'AZUR -
PHASE 7B-3

AVIS DE MOTION est donné par Thérèse Cyr qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit pour:

- 10.- décréter l'installation d'un système d'éclairage routier, la construction de bordures et trottoirs, ainsi que la pose d'un revêtement asphaltique sur les rues portant les numéros de lots 2-356 et 2-857, du rang 7, au cadastre officiel du canton de Hull;
- 20.- attribuer les deniers requis pour couvrir les coûts d'acquisition des rues précitées;
- 30.- autoriser un emprunt par émission d'obligations pour couvrir le coût de ces travaux et d'acquisition des susdites rues.

AM-88-09-89

CHANGEMENT DE NOM - RUE
MONTPETIT

AVIS DE MOTION est donné par François Leclerc qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit afin de changer le nom de la rue Montpetit.

AM-88-09-90


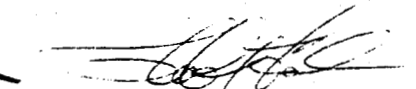
FERMETURE CHEMIN ROMANUK

AVIS DE MOTION est donné par Thérèse Cyr qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit pour procéder à la fermeture d'une partie du chemin Romanuk.

C-88-09-1105LEVÉE DE LA SEANCE

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, que la séance soit levée.

Adoptée unanimement.


JEAN-CHARLES LAURIN
GREFFIER
ROBERT (BOB) LABINE
MAIRE

A une séance du Conseil de la ville de Gatineau, tenue à l'édifice Pierre Papin, 144, boulevard de l'Hôpital, le 3 octobre 1988, à 20 h et à laquelle sont présents: Son Honneur le maire Robert (Bob) Labine, les conseillers-ères Michel Charbonneau, Thérèse Cyr, Gilbert Garneau, Richard Canuel, Claire Vaive, Richard Migneault, Jean René Monette, Richard Côté, François Leclerc et Marlene Goyet, formant quorum de ce Conseil et siégeant sous la présidence de Son Honneur le Maire.

EGALEMENT PRESENTS: Claude Doucet, directeur général
Laurier Béchamp, directeur général adjoint
adjoint André Sincennes, directeur général
Robert Bélair, directeur général adjoint
Jean Boileau, directeur des Communications
Jacques Dionne, directeur du Secrétariat général
Léonard Joly, greffier adjoint
Jean-Charles Laurin, greffier

ABSENCES Hélène Théorêt
MOTIVEES: Berthe Miron

C-88-10-1106APPROBATION - PROCES-VERBAL -
SEANCES DU CONSEIL (501-7)

Il est proposé par Claire Vaive, appuyé par Richard Migneault et résolu d'approuver le procès-verbal des séances du Conseil tenues les 6 et 19 septembre 1988.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1107RATIFICATION - PROCES-VERBAL -
SEANCE DU COMITE EXECUTIF
(502-2)

Il est proposé par Richard Migneault, appuyé par Richard Canuel et résolu de ratifier les notes supplémentaires de la réunion du Comité exécutif tenue le 28 septembre 1988, ainsi



que les résolutions CE-88-09-637, CE-88-09-638, CE-88-09-639, CE-88-09-645, CE-88-09-647 et CE-88-09-653.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1108

APPROBATION - LISTES DES COMMANDES ET DEPENSES EFFECTUEES (402-1, 402-2, 402-3, 402-4, 402-5 ET 402-6)

ATTENDU QUE le Conseil, par le règlement numéro 454-87, a délégué à des fonctionnaires le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats au nom de la Municipalité;

QUE conformément aux exigences de l'article 477-2 de la Loi sur les cités et villes, le Directeur des Finances transmet au Conseil les listes des commandes et des dépenses effectuées identifiées ci-dessous;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'accepter le dépôt des listes des commandes et des dépenses effectuées indiquées ci-dessous et préparées par la Direction des finances, à savoir:

FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
LISTE DES PAIEMENTS REPORTES AU 1988 09 16

TOTAL 20 321,79 \$

FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
LISTE DES COMMANDES ENTREES
DU 1988 09 08 AU 1988 09 20

TOTAL DU 1988 09 08	26 703,35 \$
TOTAL DU 1988 09 09	17 875,33 \$
TOTAL DU 1988 09 12	23 020,60 \$
TOTAL DU 1988 09 13	347 431,01 \$
TOTAL DU 1988 09 14	45 092,56 \$
TOTAL DU 1988 09 15	35 675,55 \$
TOTAL DU 1988 09 16	37 260,88 \$
TOTAL DU 1988 09 19	14 482,51 \$
TOTAL DU 1988 09 20	<u>21 396,81 \$</u>

GRAND TOTAL 568 938,60 \$

FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
JOURNAL DES AUTORISATIONS DE PAIEMENT
DU 1988 09 08 AU 1988 09 20

TOTAL DU 1988 09 08	117 155,64 \$
TOTAL DU 1988 09 09	3 633,58 \$
TOTAL DU 1988 09 12	25 000,00 \$
TOTAL DU 1988 09 13	71 291,22 \$
TOTAL DU 1988 09 14	35 204,45 \$
TOTAL DU 1988 09 15	98 089,61 \$
TOTAL DU 1988 09 16	<u>(2 889,69\$)</u>

GRAND TOTAL 347 484,81 \$

FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
JOURNAL DES DIVERGENCES DU 1988 09 08 AU 1988 09 20

TOTAL DU 1988 09 09	346,09 \$
TOTAL DU 1988 09 13	59,91 \$
TOTAL DU 1988 09 19	349,26 \$
TOTAL DU 1988 09 20	<u>5 889,70 \$</u>
GRAND TOTAL	<u>6 644,96 \$</u>

FONDS DES PROJETS EN COURS
LISTE DES COMMANDES ENTREES
DU 1988 09 08 AU 1988 09 20

TOTAL DU 1988 09 08	186 595,00 \$
TOTAL DU 1988 09 09	9 399,72 \$
TOTAL DU 1988 09 13	302,58 \$
TOTAL DU 1988 09 15	140 913,18 \$
TOTAL DU 1988 09 16	241 179,99 \$
TOTAL DU 1988 09 19	<u>650,73 \$</u>
GRAND TOTAL	<u>579 041,20 \$</u>

FONDS DES PROJETS EN COURS
JOURNAL DES AUTORISATIONS DE PAIEMENT
DU 1988 09 08 AU 1988 09 20

TOTAL DU 1988 09 15	20 641,78 \$
TOTAL DU 1988 09 16	<u>236 040,55 \$</u>
GRAND TOTAL	<u>256 682,33 \$</u>

FONDS DES PROJETS EN COURS	
JOURNAL DES DIVERGENCES DU 1988 09 08 AU 1988 09 20	
TOTAL DU 1988 09 15	<u>7,37 \$</u>
GRAND TOTAL	<u>7,37 \$</u>

FONDS DE ROULEMENT
LISTE DES COMMANDES ENTREES
DU 1988 09 08 AU 1988 09 20

TOTAL DU 1988 09 19	<u>11 227,00 \$</u>
GRAND TOTAL	<u>11 227,00 \$</u>

FONDS DE ROULEMENT
JOURNAL DES AUTORISATIONS DE PAIEMENT
DU 1988 09 08 AU 1988 09 20

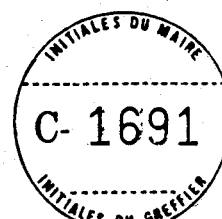
TOTAL DU 1988 09 15	<u>8 237,96 \$</u>
GRAND TOTAL	<u>8 237,96 \$</u>

Adoptée unanimement.

C-88-10-1109

PROCLAMATION - SEMAINE DE LA
PREVENTION DES INCENDIES
(501-3)

ATTENDU QU'à tous les ans, des centaines de personnes perdent la vie dans des incendies et il en résulte également un engloutis-



sement de plusieurs millions de dollars en valeur matérielle;

QUE pour des motifs de nature humanitaire et économique, des dispositions rigoureuses doivent être prises pour sauvegarder, dans la mesure du possible, les vies humaines et les ressources matérielles des gatinois-ses;

QU'il est important de signaler, à l'attention de la population, l'étendue et les causes fondamentales de ces pertes évitables;

QUE le Conseil juge pertinent qu'une période de l'année soit consacrée pour dispenser des conseils pratiques à tous les citoyens-nés afin de les aider à protéger leur foyer;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de proclamer la période du 9 au 16 octobre 1988 "Semaine de la prévention des incendies" et d'inviter la population à vérifier régulièrement leur avertisseur de fumée et à combiner leur énergie et leurs efforts pour enrayer de façon rationnelle les causes d'incendie.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1110

INSTALLATION - ARRETS D'AUTOBUS (103-4-03)

ATTENDU QUE la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais a déposé des demandes concernant l'installation d'enseignes d'arrêt d'autobus sur les rues mentionnées ci-dessous;

QUE le Comité de circulation et de signalisation a pris connaissance, à sa réunion tenue le 8 août 1988, des sites proposés pour ces enseignes et en recommande l'acceptation;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, à la suite de la réunion du Comité général tenue le 27 septembre 1988, d'autoriser la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais à installer des enseignes d'arrêt d'autobus sur les rues suivantes, à savoir:

- Sur le côté nord du boulevard de la Vérendrye Est, à 15 mètres après la voie d'accélération du boulevard Labrosse.
- Sur le côté sud du boulevard Maloney Est, à 10 mètres après la rue Pasteur.
- Sur le côté est du boulevard de l'Hôpital, à 5 mètres avant l'allée de la Futaie.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1111DEPLACEMENT - ARRETS D'AUTOBUS
- BOULEVARD DE L'HOPITAL (103-
4-03)

ATTENDU QUE la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais a déposé une demande prévoyant notamment le déplacement des enseignes d'arrêt d'autobus installées sur le tronçon du boulevard de l'Hôpital, compris entre les boulevards Maloney et St-René;

QUE le Comité de circulation et de signalisation a analysé cette requête, lors de sa réunion tenue le 8 août 1988 et recommande l'acceptation des nouveaux emplacements proposés pour ces enseignes;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, à la suite de la réunion du Comité général tenue le 27 septembre 1988, d'autoriser la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais à déplacer, aux endroits indiqués ci-dessous, les enseignes d'arrêt d'autobus identifiées ci-après et tous situées sur la section du boulevard de l'Hôpital, comprise entre les boulevards Maloney et St-René, à savoir:

<u>Arrêt numéro</u>	<u>Côté</u>	<u>Nouvel emplacement</u>
3599	ouest	5 mètres avant l'allée de la Futaie
3603	ouest	5 mètres avant la rue de Rouville
3607	ouest	15 mètres après le boulevard de la Gappe
3609	est	15 mètres après le boulevard de la Gappe
3605	est	15 mètres après la rue de Rouville

Adoptée unanimement.

C-88-10-1112APPROBATION - PROCES-VERBAUX -
COMITE DE CIRCULATION ET DE
SIGNALISATION (503-1 & 600-3)

ATTENDU QUE le Comité de circulation et de signalisation a déposé les comptes rendus de ses réunions, tenues les 12 juillet et 8 août 1988;

QUE des crédits sont inscrits au budget d'opération de la Direction des travaux publics, pour couvrir les dépenses relatives à l'achat et à l'installation des affiches de signalisation requises, pour donner suite à la présente;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, à la suite de la réunion du Comité général tenue le 27 septembre 1988, d'approuver les

comptes rendus des réunions du Comité de circulation et de signalisation tenues les 12 juillet et 8 août 1988 et de décréter ce qui suit:

- 10.- De limiter à une heure le stationnement des véhicules routiers aux endroits suivants, à savoir:
 - a) Sur le côté ouest de la 3e Avenue pour une distance de 16 mètres, en direction sud, à partir de la limite nord du lot 18B-246, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton.
 - b) Sur le côté nord de la ruelle portant les numéros de lots 22A-326-46 et 22A-328-50, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton et longeant le parc Montpetit entre la montée Paiement et la rue Migneault.
- 20.- D'établir sur la ruelle identifiée à l'article 1 b) un sens unique en direction de l'ouest vers l'est.
- 30.- D'interdire, en tout temps, le stationnement des véhicules routiers sur les rues suivantes, à savoir:
 - a) Sur le côté est de la rue Boyes.
 - b) Sur le côté est de la rue Richer.
 - c) Sur le côté des adresses impaires de la rue Canadel.
 - d) Sur le côté ouest de la partie de la rue R.H. Lalonde, comprise entre les lots 18A-111 et 18B-29-1, tous du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton.
- 40.- De décréter pour tous les véhicules routiers des arrêts obligatoires aux endroits suivants, à savoir:
 - a) Sur la rue Bruyère, à la hauteur du boulevard Gréber.
 - b) Sur la rue Lacombe, à la hauteur des rues Nobert et Sanctuaire.
 - c) Sur la rue Sanctuaire, à la hauteur de la rue Nobert.
- 50.- De permettre des virages à droite seulement de la rue Bruyère sur le boulevard Gréber.
- 60.- D'autoriser le Directeur des Travaux publics à faire installer les enseignes requises pour donner suite à ce qui précède, ainsi qu'aux articles 3.5.2, 3.5.5, 3.5.12.4, 4.5.8, 4.5.10 et 4.5.13 des procès-verbaux des réunions du Comité de circulation et de signalisation tenues les 12 juillet et 8 août 1988.

IL EST DE PLUS RESOLU d'abroger la résolution C-76-103, l'article 3 de la résolution C-78-896 et l'article 1 de la résolution C-86-1243 et d'habiliter le Directeur des Travaux publics à enlever la signalisation pertinente à ces ordonnances de circulation.

C-76-103 - Stationnement interdit - ruelle à l'arrière de la rue St-Luc.

C-78-896 - Sens unique - rue Bruyère.

C-86-1243 - Zone débarcadère - 3e Avenue.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1113

INSTALLATION DE LUMINAIRES -
RUES DE ROUGEMONT ET DE MINGAN
(106-2-02)

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Société Hydro-Québec d'installer sur les rues de Mingan et de Rougemont, sur des poteaux de béton, six luminaires sodium haute pression, de 8 500 lumens, aux endroits montrés au plan numéro ER-88-34, préparé par la Direction du génie et que les coûts reliés à l'achat des poteaux de béton et à l'installation de ces lampadaires, représentant une dépense d'environ 3 000 \$, soient imputés au règlement numéro 470-87, dont les attributions sont suffisantes, comme en fait foi le certificat de crédit disponible numéro 6743.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1114

INSTALLATION DE LUMINAIRES -
RUES DE RICHMOND ET DE
ROUGEMONT (106-2-02)

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Société Hydro-Québec d'installer sur les rues de Richmond et de Rougemont, sur six poteaux de béton et un de bois, sept luminaires sodium haute pression, de 8 500 lumens, aux endroits montrés au plan numéro ER-88-33, préparé par la Direction du génie et que les coûts reliés à l'achat des six poteaux de béton et à l'installation de ces lampadaires, représentant une dépense d'environ 3 000 \$, soient imputés au règlement numéro 370-85, dont les attributions sont suffisantes, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 5763.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1115

INSTALLATION D'UN LUMINAIRE -
RUE RAYMOND (106-2-02)

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Société Hydro-Québec d'installer sur la rue Raymond, sur un poteau de bois existant, un luminaire sodium haute pression, de 8 500 lumens, à l'endroit montré au plan numéro

ER-88-32, préparé par la Direction du génie et de déplacer, à l'endroit montré au plan précité, le luminaire situé à l'intersection des rues Raymond et Jogues.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1116

INSTALLATION D'UN LUMINAIRE -
MONTEE McLAREN (106-2-02)

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Société Hydro-Québec d'installer sur la montée McLaren, sur un poteau de bois existant, un luminaire sodium haute pression, de 8 500 lumens, à l'endroit montré au plan numéro ER-88-31, préparé par la Direction du génie.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1117

INSTALLATION DE LUMINAIRES -
BOULEVARD ST-RENE OUEST (106-
2-02)

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Société Hydro-Québec d'installer sur le boulevard St-René Ouest, sur potences de dix pieds et sur des poteaux de bois existant, huit luminaires sodium haute pression, de 8 500 lumens, aux endroits montrés au plan numéro ER-88-30, préparé par la Direction du génie.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1118

APPROBATION - SOUMISSION -
KIOSQUE PROMOTIONNEL (504-66)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour vendre à la Ville un kiosque promotionnel, à savoir:

- Pierre Guibert Graphik Inc.
- Expo Graphique

QUE le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 12 septembre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 40 19000 750, pour couvrir cette dépense, comme en fait foi le certificat de crédit disponible numéro 5548;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission, au

montant de 26 239,88 \$, présentée par la compagnie Pierre Guibert Graphik Inc. pour la fourniture d'un kiosque promotionnel respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1119

**APPROBATION - SOUMISSION -
EQUIPEMENT INFORMATIQUE (504-
69)**

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour la fourniture d'équipement informatique, à savoir:

- Pro-Centre de l'informatique
- Adaptek Systems inc.
- Microrama inc.
- Gandalf Data Ltée

QUE les soumissions des compagnies Pro-Centre de l'informatique, Microrama inc. et Gandalf Data Ltée ne sont pas conformes car elles n'ont pas fourni de chèque de dépôt visé;

QUE le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 12 septembre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire conforme;

QUE des fonds sont suffisants aux postes budgétaires 064 4030 603, 064 4030 600 et 064 0290 628, pour couvrir cette dépense, comme l'attestent les certificats de crédit disponible numéros 6224 et 6229;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission, au montant de 15 020,20 \$, déposée par la compagnie Adaptek Systems Inc. pour la fourniture d'équipement d'informatique destiné à la Direction de la sécurité publique et respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1120

**APPROBATION - VIREMENT BUDGETAIRE
NUMERO 62-88 (401-4)**

ATTENDU QUE le Conseil désire adopter un règlement pour interdire la circulation de véhicules lourds et de véhicules routiers transportant des matières dangereuses dans les limites de la Ville;

QUE la mise en application de cette nouvelle réglementation requiert l'installation de nombreuses enseignes de signalisation;

QUE dans ce contexte, il est nécessaire de majorer les attributions du poste budgétaire 02 50 35025 649 et le Directeur des Finances a préparé à cette fin le virement budgétaire explicité plus bas;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver le virement budgétaire numéro 62-88 et d'autoriser le Directeur des Finances à effectuer les écritures comptables suivantes, à savoir:

VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 62-88

02 50 35025 000 Signalisation routes de camions

649 Autres pièces et accessoires 15 850 \$

02 50 31000 000 Travaux publics - administration

112 Rémunération rég. - plein temps (15 850 \$)

Adoptée unanimement.

C-88-10-1121

ANNULATION - VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 56-88 (401-4)

ATTENDU QUE le Conseil, en vertu de sa résolution numéro C-88-09-1080, adoptée le 19 septembre 1988, a approuvé le virement budgétaire numéro 56-88 relatif à la reliure de volumes pour la bibliothèque;

QUE lors de la réunion du Comité général tenue le 13 septembre 1988, il fut convenu que les deniers requis à cette fin seraient plutôt inscrits au budget de l'année 1989;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'annuler à toute fin que de droit le virement budgétaire numéro 56-88.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1122

ENGAGEMENT D'UN POMPIER (750-1)

ATTENDU QU'à la suite d'un congédiement, un poste de pompier est vacant à la Direction de la sécurité publique;

QUE le Chef de formation, à la Division service, de la susdite la Direction, sollicite et justifie le remplacement immédiat de ce pompier dans sa note du 8 septembre 1988;

QU'en conformité avec les dispositions de la politique en vigueur, le Directeur général adjoint, module services à la population, a étudié cette requête et s'accorde avec cette demande;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 45 22000 113, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0894;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'embaucher André Lefrançois, domicilié au 7 de la rue Macon, Gatineau, à titre de pompier à l'essai, à la Direction de la sécurité publique, au salaire prévu à la convention collective des pompiers.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1123

CONFIRMATION - STATUT D'EMPLOYE REGULIER (750-5)

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de reconnaître aux personnes identifiées ci-dessous le statut d'employé régulier au poste apparaissant en regard de chacune d'elles, à savoir:

- | | | |
|--------------------|----------|-------------------|
| - Miner, Christine | commis I | Finances |
| - Dagenais, Guy | pompier | Sécurité publique |
| - Piché, Denis | policier | Sécurité publique |

- * Gilbert Garneau et Marlene Goyet inscrivent leur dissidence.

Adoptée 8 contre 2.

C-88-10-1124

MESSAGE DE FELICITATIONS - MARIO ROY - SALON DE LA CHASSE 1988 (850-4)

ATTENDU QUE Mario Roy s'est classé premier en ronde demi-finale et a décroché le titre de champion provincial, compétition de tir à l'arc, lors du Salon de la chasse 1988 qui s'est déroulé à Montréal, les 26, 27 et 28 août derniers;

QUE cette performance remarquable mérite d'être soulignée de façon toute particulière;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu de transmettre un chaleureux message de félicitations à Mario Roy pour sa magnifique performance lors du Salon de la chasse 1988.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1125

MODIFICATION - RESOLUTION C-88-04-402 - ELARGISSEMENT DU BOULEVARD LORRAIN

ATTENDU QUE dans le cadre de l'élargissement du boulevard Lorrain, le Conseil a autorisé, en vertu de sa résolution C-88-04-402, l'achat de Georges Sigouin d'une partie du lot 12A, rang 1, canton de Templeton;

QUE des modifications s'imposent à la résolution au niveau de la désignation des lots et de la superficie;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 10.- De rescinder à toute fin que de droit la résolution C-88-04-402.
- 20.- D'acquérir de Georges Sigouin, au prix de 300 \$ et aux conditions énoncées dans la promesse de vente, les parcelles 139 et 140, c'est-à-dire une partie des lots 12A-188 et 12A-189, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton, d'une superficie totale de 8.4 mètres carrés et décrites à la description technique numéro 1217, préparée par Régent Lachance, arpenteur-géomètre, le 25 juillet 1988 et que la dépense en découlant soit imputée au règlement numéro 460-87, dont les attributions sont suffisantes, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 5444.
- 30.- D'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer le contrat d'achat en découlant.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1126

MESSAGE DE FELICITATIONS - 50e ANNIVERSAIRE DE MARIAGE (850-4)

ATTENDU QUE pour assurer une présence municipale dans la communauté gatinoise, le Conseil a adopté une politique traitant des événements spéciaux;

QUE la célébration d'un 50e anniversaire de mariage constitue un événement remarquable dans la vie d'un couple et d'une famille;

QUE le Conseil de la ville de Gatineau désire se joindre à la famille de monsieur et madame Donald Larocque pour signaler cet anniversaire de mariage;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu de transmettre un chaleureux message de félicitations et de bons souhaits à monsieur et

madame Donald Larocque, à l'occasion de leur 50e anniversaire de mariage.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1127

APPROBATION - VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 61-88 (401-4)

ATTENDU QUE pour payer les frais et les honoraires reliés aux modifications et aux améliorations à réaliser au régime de rentes, il est nécessaire d'effectuer le virement budgétaire explicité ci-dessous;

QUE le Directeur des Ressources humaines a justifié la nécessité et le but de ce virement dans sa note adressée au Directeur des Finances, le 15 septembre 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver le virement budgétaire numéro 61-88 et d'autoriser le Directeur des Finances à effectuer les écritures comptables suivantes, à savoir:

VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 61-88

02 20 84000 000 Contribution de l'employeur

210 Fonds de retraite (4 615 \$)

02 35 16000 000 Ressources humaines -
administration

419 Services professionnels 4 615 \$

Adoptée unanimement.

C-88-10-1128

APPROBATION - SOUMISSION - GAZOLINE, DIESEL ET MAZOUT (504-10)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour la fourniture de gazoline, de diésel et de mazout, à savoir:

- Texaco Canada inc.
- Les huiles à chauffage Raymond
- Pétrole M. Miron inc.
- Pétro-Francis
- Coopérative fédérée Division des pétroles
- Produits Shell Canada ltée
- Ultramar Canada inc.
- Centre du confort Esso
- Sunoco inc.

QUE ces soumissions sont conformes au devis ayant servi à cet appel d'offres et le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 23 septembre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire;

QUE les fonds requis à l'achat de ces produits seront puisés à même les attributions du budget d'opération de la Direction des travaux publics;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver, pour une période d'un an à compter de l'adoption de la présente, la soumission de la compagnie Texaco Canada inc. pour la fourniture de gazoline, de diésel et de mazout, selon les escomptes suivants:

- gazoline sans plomb: .2029 \$ le litre
- gazoline régulière : .2059 \$ le litre
- diésel : .2180 \$ le litre
- mazout : .1702 \$ le litre

Adoptée unanimement.

C-88-10-1129

PROCLAMATION - SEMAINE DE LA
SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU
TRAVAIL (501-3)

ATTENDU QUE pour promouvoir la santé et la sécurité au travail, le Québec parlera, au cours de la semaine du 17 au 22 octobre 1988, de la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles;

QUE la quatrième édition de cette campagne constitue un temps fort pour permettre à tous les intervenants d'organiser des activités pour parler santé et sécurité, faire le bilan du travail de prévention effectué et échanger sur ce sujet;

QUE la ville de Gatineau est fière de s'associer à ce mouvement de concertation et désire inviter la population à réfléchir sur le sérieux et l'importance de cette question;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu de proclamer la période du 17 au 22 octobre 1988 "Semaine de la santé et de la sécurité au travail" et d'inviter tous les citoyens-nes à participer aux différentes activités organisées à cette occasion et à demeurer vigilants pour prévenir les accidents de travail et les maladies professionnelles.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1130

VIREMENT BUDGETAIRE - LAC
BEAUCHAMP (401-4)

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, à la suite de la réunion du Comité général tenue le 27 septembre 1988, d'approuver le virement budgétaire numéro 63-88 prévoyant l'attribution d'une subven-

tion et d'autoriser le Directeur des Finances à effectuer les écritures comptables suivantes, à savoir:

VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 63-88

02 65 75290 000 Lac Beauchamp

919 Subventions 9 424 \$

02 85 99000 000 Imprévus

971 Imprévus (9 424 \$)

IL EST DE PLUS RESOLU de décréter que le salaire de la Directrice du lac Beauchamp soit maintenu au montant apparaissant au budget original et inscrit au protocole d'entente intervenu entre la Ville et Trimmaction, concernant l'administration et la gestion du parc du lac Beauchamp.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1131

APPROBATION - SOUMISSION -
ECLAIRAGE DE RUES - SUBDIVI-
SION COTE D'AZUR ET AUTRES
(504-72)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les entreprises mentionnées ci-dessous ont déposé des soumissions concernant l'installation d'un système d'éclairage de rues dans les subdivisions village Côte d'Azur, les Jardins de la Vérendrye et le Faubourg quatre saisons, à savoir:

- Pierre Brossard (1981) ltée	159 821,45 \$
- Néolec inc.	205 444,50 \$

QUE selon la lettre des ingénieurs-conseils Les consultants de l'Outaouais inc., du 30 septembre 1988, ces soumissions sont conformes au devis et aux plans ayant servi à cet appel d'offres;

QUE la Direction du génie recommande, dans sa note du 30 septembre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire, en l'occurrence celle de la compagnie Pierre Brossard (1981) limitée;

QUE des fonds sont inscrits aux règlements numéros 439-87, 472-87 et 511-88, pour couvrir le coût de ces travaux, comme l'assure le certificat de crédit disponible numéro 5767;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver la soumission au montant de 159 821,45 \$, présentée par la compagnie "Pierre Brossard (1981) ltée" pour fournir et installer des poteaux et des luminaires dans certaines rues des subdivisions Timberlay dans le village Côte d'Azur, ainsi que dans les rues des subdivisions Les jardins de la Vérendrye et Faubourg quatre saisons; ces travaux devront être réalisés

en conformité avec les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis et aux plans ayant servi à cet appel d'offres et préparés par les ingénieurs-conseils susmentionnés.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le contrat d'ouvrage en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau; cette approbation est valable pour autant que le règlement numéro 511-88 reçoive toutes les approbations requises par la loi.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1132

EXEMPTION DE LECTURE - REGLEMENT 519-88 - TRANSPORT DES DECHETS SOLIDES

ATTENDU QUE le Conseil peut, en conformité avec les dispositions de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, dispenser le Greffier de lire un règlement;

QU'une copie du règlement mentionné ci-dessous fut remis à tous les membres du Conseil en conformité avec les dispositions de l'article précité de la Loi sur les cités et villes;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu d'exempter le Greffier de lire le règlement concernant l'entreposage, la collecte, le transport et la disposition des déchets solides et ceci, en conformité avec les dispositions de l'article de la Loi sur les cités et villes mentionné au préambule qui fait partie intégrante de la résolution.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1133

APPROBATION - POLITIQUE - FEUX DE JOIE (501-14)

ATTENDU QUE plusieurs organismes acheminent des demandes à la Direction de la sécurité publique, division de la prévention des incendies, pour obtenir l'autorisation d'allumer des feux de joie lors de différentes célébrations;

QUE ce Conseil est d'avis que des mesures préventives et de sécurité doivent être décrétées afin d'éviter des situations déplorables;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver la politique relative aux feux de joie explicitée ci-après, rédigée par la Direction de la sécurité publique et remplaçant celle acceptée en vertu de la résolution C-81-549, à savoir:

- 10.- La Direction de la sécurité publique, division prévention des incendies, doit visiter, préalablement à toute émission de permis, les endroits proposés où se tiendront les festivités faisant l'objet d'un feu de joie.
- 20.- Les organismes requérants doivent soumettre à la Division prévention des incendies avec leur demande, une liste comprenant les noms et adresses de 5 personnes, âgées de 18 ans et plus, lesquelles seront responsables de la sécurité sur chaque emplacement où se déroulera un feu de joie.
- 30.- Ces feux de joie doivent être localisés à une distance minimale de 250 pieds des édifices publics, des résidences ou des boisés et être munis d'un cordon de sécurité avec rayon de 50 pieds.
- 40.- Le feu de joie ne doit pas dépasser 10 pieds de circonférence et pas plus de 6 pieds de hauteur.
- 50.- Il est entendu que les requérants et responsables de la sécurité doivent demeurer sur les lieux jusqu'à ce que le ou les feux soient éteints.
- 60.- Il est entendu que la Division de la prévention des incendies peut délivrer un permis pour feu de joie si le tout est en conformité avec la présente politique.
- 70.- Le requérant doit fournir une preuve écrite qu'il est autorisé à utiliser le terrain où il doit faire le feu de joie.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1134

CERTIFICATS - PROCEDURE D'EN-
REGISTREMENT - REGLEMENTS
D'EMPRUNT NUMEROS 514-88 ET
516-88

ATTENDU QUE les règlements d'emprunt identifiés ci-après furent approuvés par le Conseil à sa séance tenue le 6 septembre 1988, à savoir:

Règlement 514-88 : Emprunt de 502 000 \$ - asphaltage de rues et autres - subdivision Domaine Châteauguay.

Règlement 516-88 : Emprunt de 980 000 \$ - asphaltage et autres - rues de la Drave, Chapleau, Louis Hémon et autres.

QUE la journée d'enregistrement des personnes habiles à voter a eu lieu au bureau du Greffier le 27 septembre 1988 et la tenue d'un référendum n'est pas nécessaire à l'approbation de ces règlements;

QUE le Greffier doit, en vertu de l'article 557 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, déposer devant

le Conseil les certificats relatifs à la procédure d'enregistrement;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accepter le dépôt des certificats relatifs à la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements numéros 514-88 et 516-88.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1135

VENTE - PARTIE DU LOT 17B-217

ATTENDU QU'en vertu du contrat passé devant Me Jean-Pierre Chartier, le 6 octobre 1984, la Ville a acquis une partie du lot 17B-217, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton;

QUE Réal Groulx a déposé une offre d'achat de 2000 \$ pour acquérir une parcelle de ce terrain de 12' X 70' dans le but d'aménager une entrée charretière contiguë à sa propriété;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a analysé cette offre et en recommande l'acceptation aux conditions énoncées dans son rapport du 13 septembre 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de vendre à Réal Groulx, au prix de 2 000 \$ et aux conditions indiquées ci-après, une partie de 12' X 70' du lot 17B-217, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton et montrée au plan joint au susdit rapport du Directeur de l'Urbanisme, à savoir:

- La Ville assume les frais et les honoraires reliés à la préparation d'un plan montrant le lot visé par la vente;
- L'acheteur paie en totalité les déboursés et les honoraires se rattachant à la rédaction et à l'enregistrement du contrat de vente.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer l'acte notarié en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1136

SERVITUDE D'INONDATION - LOT 13I-12

ATTENDU QU'en vertu du règlement numéro 245-82, la construction dans les zones inondables est assujettie à des dispositions particulières;

QUE l'une des modalités de cette réglementation exige, du propriétaire intéressé à construire dans un tel secteur, à consentir à la Ville une servitude d'inondation;

QU'en conformité avec les termes de l'article 2/3/12/3/1, du règlement numéro 245-82, la personne mentionnée ci-dessous est disposée à accorder à la Ville une servitude d'inondation concernant le lot 13I-12, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton;

QUE les déboursés et les honoraires découlant de la préparation du contrat requis à cette fin seront assumés et payés en totalité par le demandeur;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer, au nom de la ville de Gatineau, le contrat relatif à la servitude d'inondation consentie à la Municipalité par Yvon Gollain à l'égard du lot 13I-12, rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1137

MINISTERE DES TRANSPORTS DU
QUEBEC - ACQUISITION DE TER-
RAINS

ATTENDU QUE le ministère des Transports du Québec désire se départir des lots identifiés plus bas et les offre en premier lieu à la Ville;

QUE le Directeur général a analysé cette offre et en favorise l'acceptation pour les motifs énoncés dans sa note du 21 septembre 1988;

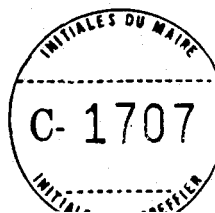
EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'acquérir du ministère des Transports du Québec, pour la somme nominale de 1 \$, les lots ou partie des lots 1A, 1A-375, 1A-376, 1A-377, 1A-378 et 1A-412, du rang 6, au cadastre officiel du canton de Hull, d'une superficie totale de 698 934,8 pieds carrés et d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer l'acte notarié en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1138

PAIEMENT - RECLAMATION -
ROLAND LAVICTOIRE (101-1-05)

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécu-



tif, d'autoriser le Directeur des Finances à verser, à Roland Lavictoire, sur présentation d'une réquisition de paiement par le Directeur du Secrétariat général, la somme de 556,67 \$ en règlement complet et final de sa réclamation du 5 septembre 1986 concernant un immeuble situé au 291 de la rue St-André, Gatineau et que les fonds nécessaires pour couvrir cette dépense soient puisés à même le poste budgétaire 05 26 215, dont les attributions sont suffisantes, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 6808.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1139

ENGAGEMENT - PROCUREUR - INCENDIE - PAVILLON - CLUB DE GOLF ET CURLING TECUMSEH (513-5)

ATTENDU QUE le Directeur du Secrétariat général a réservé les services de la firme Bélec et Letellier pour défendre les intérêts de la Ville dans le cadre des poursuites se rapportant à l'incendie du pavillon du Club de golf et curling Tecumseh;

QUE selon Me David Robinson de ce bureau d'avocats, une somme d'environ 30 000 \$ pourrait être nécessaire à la réalisation de ce mandat;

QUE cette somme excède le montant que les fonctionnaires sont autorisés à dépenser en vertu du règlement numéro 454-87 et conséquemment, un tel mandat doit être attribué par le Conseil;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de retenir les services de la firme d'avocats "Bélec, Letellier" pour défendre les intérêts de la Ville à l'égard des poursuites intentées contre la Municipalité à la suite de l'incendie du pavillon du Club de golf et curling Tecumseh et pour l'immédiat, d'accorder une somme de 7 500 \$ pour couvrir leurs dépenses et leurs honoraires dans ce dossier.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1140

AJUSTEMENT DE SALAIRES - CADRES POLICIERS (752-1)

ATTENDU QUE le Directeur des Ressources humaines a déposé auprès du Directeur général, le 19 août 1988, un rapport traitant de la rémunération consentie aux employés cadres policiers;

QUE ce rapport a pour but de corriger le mode de rémunération de ces employés à compter du 1er janvier 1988;

QUE des fonds sont suffisants à différents postes budgétaires pour couvrir les dépenses découlant de l'entrée en vigueur de la présente, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 5625;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, à la suite de la réunion du Comité général tenue le 27 septembre 1988, d'établir, à compter du 1er janvier 1988, que les taux de rémunération se rattachant aux fonctions mentionnées ci-dessous soient fixés selon les modalités apparaissant en regard de chacune d'elles.

Capitaine

- Salaire du lieutenant majoré de 10 %

Inspecteur

- Salaire du lieutenant majoré de 15 %

Directeur adjoint

- Salaire du lieutenant majoré de 25 %

QUE le Directeur des Finances soit et est autorisé à verser aux titulaires de ces postes la rétroactivité salariale en découlant.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1141

ENGAGEMENT - AVOCAT - CONSTRUCTION ILLEGALE - LOT 19B-131 ET AUTRES (513-5)

ATTENDU QUE la construction et les aménagements réalisés sur les lots 19B-131 partie, 19B-132, 19B-133, 19B-135 partie, 19A-238 partie et 19A-239 partie, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton et situés à l'intersection nord-est du boulevard Maloney et de la rue Main, sont dérogoires à la réglementation d'urbanisme;

QUE malgré les interventions répétées des officiers de la Direction de l'urbanisme, le propriétaire de cet immeuble refuse de se conformer au règlement;

QUE ce Conseil, lors de sa réunion du Comité général tenue le 27 septembre 1988, a pris connaissance de tous les éléments de ce dossier et désire intenter une poursuite devant la Cour supérieure en vertu de l'article 227 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu de retenir les services de la firme d'avocats Bélec et Letellier pour prendre les procédures qui s'imposent devant la Cour supérieure du district judiciaire de Hull pour obliger le propriétaire des lots 19B-131 partie, 19B-132, 19B-133, 19B-135 partie, 19A-238 partie et 19A-239 partie, du rang 1, au cadastre officiel du canton

de Templeton, à se conformer à la réglementation en vigueur et d'accorder à l'exécution de ce mandat une somme de 2 000 \$.

IL EST DE PLUS RESOLU d'autoriser le Directeur des Finances à effectuer un virement budgétaire afin d'attribuer les deniers requis au paiement des honoraires découlant du présent mandat.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1142

APPROBATION - POLITIQUES - EMPLOYÉS OCCASIONNELS ET EVALUATION DE RENDEMENT (501-14)

ATTENDU QUE le Directeur des Ressources humaines a préparé de nouvelles politiques concernant l'évaluation de rendement et le salaire des employés occasionnels;

QUE le Conseil a pris connaissance de chacune de ces politiques et s'accorde avec leur libellé et leur contenu;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, à la suite de la réunion du Comité général tenue le 27 septembre 1988, d'approuver les politiques identifiées ci-dessous, lesquelles sont jointes à la résolution pour en faire partie intégrante comme si elles étaient ici au long reproduites, à savoir:

- Politique E-3 - évaluation de rendement.
- Politique E-4 - politique salariale des employés occasionnels.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1143

MODIFICATION - CONTRAT DE VENTE - CENTRE ADMINISTRATIF (CONTRAT 19-66)

ATTENDU QU'en vertu du contrat passé devant Me Mario Desnoyers le 15 mai 1979, la ville de Gatineau a acquis de la Commission scolaire de Gatineau le lot 19B-4, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances;

QUE selon ledit contrat de vente, cette bâtisse et ce terrain doivent servir exclusivement à des fins publiques et communautaires;

QUE ce Conseil désire changer la vocation de cet immeuble et recherche le concours de la Commission scolaire pour atteindre cet objectif des plus légitimes;

QUE la ville de Gatineau a investi au-delà de 700 000 \$ pour améliorer, restaurer et rénover ce bâtiment;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de demander à la Commission scolaire des Draveurs de renoncer aux dispositions du contrat de vente relatives à l'utilisation exclusive à des fins publiques et communautaires du lot 19B-4, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton, avec bâtisses y érigées.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer l'acte notarié en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1144

APPEL D'OFFRES ET APPROBATION
DEVIS - COLLECTE ET TRANSPORT
DES DECHETS SOLIDES (504-74)

ATTENDU QUE les contrats pour la cueillette et le transport des ordures ménagères viennent à échéance le 31 décembre 1988;

QUE pour renouveler ces contrats, la Ville doit procéder à un appel d'offres public et la Direction générale a déposé le devis requis à cette fin lors de la réunion du Comité général tenue le 27 septembre 1988;

QUE les corrections demandées furent effectuées et le devis amendé est présentement devant ce Conseil pour ratification et autoriser un appel d'offres public;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de décréter ce qui suit:

- 10.- D'approuver, en biffant l'article 2.2, le devis relatif à la collecte et au transport des déchets solides secteur Gatineau - secteur Cantley, préparé par la Direction des travaux publics et révisé et corrigé par la firme d'avocats Bélec et Letellier; ce devis est joint à la résolution pour en faire partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit.
- 20.- D'autoriser le Greffier à faire paraître, dans les journaux habituels, des avis invitant des offres pour effectuer la cueillette et le transport des ordures ménagères dans les limites de la Ville.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1145

LES PROMENADES DE L'OUTAOUAIS
- ECHANGE DE TERRAINS

ATTENDU QUE le protocole d'entente intervenu entre monsieur David Azrieli et la ville de Gatineau, le 30 septembre 1987, prévoit certaines transactions immobilières;

QUE les intéressés sont d'avis qu'il y a lieu d'apporter certaines précisions à ce document pour une meilleure compréhension par les intéressés;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par François Leclerc, appuyé par Richard Canuel et résolu, en vertu d'une recommandation du Directeur général, de stipuler ce qui suit, à savoir:

- 10.- Une largeur de 10 mètres du terrain municipal en bordure de la propriété de monsieur David Azrieli est conservée par la Ville sur l'étendue du tronçon du boulevard Maloney se situant entre la rue Bellehumeur et l'intersection du boulevard Gréber et le chemin de la Savane.
- 20.- En contrepartie, la ville de Gatineau consent à monsieur David Azrieli une servitude perpétuelle par laquelle elle s'engage à restreindre l'affichage sur cette parcelle de terrain en autorisant uniquement la pose de panneaux de signalisation routière.
- 30.- Que cette servitude soit incorporée à l'acte notarié des transactions immobilières découlant dudit protocole.
- 40.- QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer l'acte notarié requis pour donner suite audit protocole.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1146

APPROBATION - PROCES-VERBAL
- COMITE CONSULTATIF D'URBANISME
- REUNION DU 14 SEPTEMBRE 1988 (503-5)

ATTENDU QUE le règlement numéro 474-87, constituant le Comité consultatif d'urbanisme de la ville de Gatineau, fut approuvé le 21 septembre 1987;

QUE la secrétaire du Comité achemine au Conseil, pour ratification, le compte rendu de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 septembre 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Claire Vaive et résolu, à la suite de la réunion du Comité général tenue le 27 septembre 1988, de ratifier le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 septembre 1988 et de décréter ce qui suit:

- 10.- D'approuver les dossiers identifiés ci-dessous et de mandater la Direction de l'urbanisme pour préparer ou faire préparer les documents requis pour entamer la procédure d'amendement au règlement de zonage, à savoir:

9.5.1 Requéérant : John Giannakos

Requête : Création d'une zone commerciale de type CB avec disposition spéciale, à même une partie de la zone commerciale CFA-5101

9.5.2 Requéérant : Charles Rioux

Requête : Amendement au règlement de zonage afin de permettre la construction d'un canapé avec dôme en verre fumé dans la marge de recul.

9.5.3 Requéérant : Antonio Silva

Requête : Création d'une zone résidentielle de type RAB à même une partie de la zone commerciale CC-6302.

9.5.4 Requéérant : Yvan Leblanc

Requête : Agrandissement de la zone commerciale CC-6301 à même une partie de la zone résidentielle RBA-6307.

9.5.5 Requéérant : Richard Leblanc

Requête : Création d'une zone commerciale de type CRB à même une partie de la zone résidentielle RAA-7804 et de la zone publique PC-7804.

9.5.6 Requéérant : John Duckworth

Requête : Création d'une zone commerciale de type "CC" avec disposition spéciale à même une partie de la zone résidentielle RDX-2401, de la zone publique PC-8004 et des zones commerciales CC-2501 et CC-8003.

20.- De refuser les requêtes identifiées ci-dessous:

9.5.7 Requéérant : Gilles Martineau

Requête : Création d'une zone commerciale de type CD à même une partie de la zone commerciale CA-3401, de la zone publique PB-3404 et de la zone résidentielle RBA-3404.

9.5.8 Requéérante: Jeannine Houet

Requête : Agrandissement de la zone résidentielle RAB-6201 à même une partie de la zone publique PB-6202.

9.5.9 Requéérant : Abou Raphael Afif

Requête : Création d'une disposition spéciale dans le but de permettre des habitations à huit étages dans la zone RC-2302.

9.7.3 Requéérant : Denis Plouffe

Requête : Amendement au zonage dans le but de réduire la marge de recul de la zone commerciale CB-5302.

30.- De donner un accord de principe pour la requête identifiée ci-dessous:

9.5.10 Requéérant : Direction de l'urbanisme

Requête : Réduire la densité résidentielle dans le secteur situé entre le boulevard de la Vérendrye et la rue Mont-Luc.

40.- De mettre en suspens la requête identifiée ci-dessous:

9.5.11 Requéérant : Roger Massie

Requête : Création d'une zone commerciale de type CC à même les zones commerciales CB-1101 et CRB-1101, la zone résidentielle RBA-1102 et la zone publique PC-1108.

50.- De mandater la Direction de l'urbanisme pour prendre les procédures nécessaires concernant la requête de dérogation mineure identifiée ci-dessous:

9.6.1 Requéérant : Michel Cayer

Site : 300 rue De Salernes

Requête : Dérogation mineure au règlement de zonage; régulariser la marge latérale gauche à 3,45 mètres au lieu de 3,50 mètres.

60.- D'autoriser la Direction de l'urbanisme à informer les requérants de ce qui précède.

EN AMENDEMENT:

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Jean René Monette et résolu d'amender la résolution principale comme suit:

10.- De modifier à l'article 1 le dossier 9.5.4 pour y préciser que le zonage commercial affectera la totalité du lot du requérant, le tout étant toutefois sujet à une interdiction de construire sur la partie du terrain située à plus de 60 mètres du boulevard Maloney Est.

- 20.- De biffer de l'article 4 les mots "de mettre en suspens" et les remplacer par les mots "de donner un accord de principe".
- 30.- De biffer de l'article 2 le dossier 9.7.3 dans le but de le retourner à la Commission consultative d'urbanisme pour une analyse globale de tout le secteur Notre-Dame/Labrosse/St-André.

POUR L'AMENDEMENT:

Michel Charbonneau
Thérèse Cyr
Richard Canuel
Richard Migneault
Jean René Monette
Richard Côté
François Leclerc
Marlene Goyet

CONTRE:

Gilbert Garneau
Claire Vaive

L'amendement est adopté 8
contre 2.

POUR LA RESOLUTION
AMENDEE :

Michel Charbonneau
Thérèse Cyr
Richard Canuel
Richard Migneault
Jean René Monette
Richard Côté
François Leclerc
Marlene Goyet

CONTRE:

Gilbert Garneau
Claire Vaive

La résolution amendée est
adoptée 8 contre 2.

C-88-10-1147

NOMINATION - MAIRE SUPPLEANT
(501-2)

ATTENDU QUE le Maire suppléant possède et exerce les pouvoirs du maire, lorsque celui-ci est absent de la Municipalité ou est empêché de remplir les devoirs de sa charge;

QUE le Conseil doit, en vertu de l'article 56 de la Loi sur les cités et villes, désigner un-e conseiller-ère comme Maire suppléant-e, à tous les quatre mois;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean René Monette, appuyé par Gilbert Garneau et résolu de nommer Richard Canuel au poste de maire suppléant de la ville de Gatineau pour la période du 21 octobre 1988 au 21 février 1989.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1148

TABLE DE CONCERTATION MULTI-
CULTURELLE DE L'OUTAOUAIS
QUEBECOIS - REPRESENTANT DU
CONSEIL (102-2-01)

ATTENDU QUE le Comité provisoire de la table de concertation multiculturelle de l'Outaouais québécois a déposé une demande d'incorporation auprès de l'Inspecteur général des institutions financières du Québec;

QUE pour la première assemblée générale de cet organisme, la ville de Gatineau est invitée à y déléguer un représentant pour siéger au sein du Comité administratif;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Richard Migneault, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de déléguer Thérèse Cyr, à titre de membre d'office, pour représenter la ville de Gatineau au sein du Comité administratif de la table de concertation multiculturelle de l'Outaouais québécois.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1149

ACCREDITATION - CORPS DE
CADETS 2920 (102-1)

ATTENDU QUE le Corps de cadets 2920 de Gatineau est un organisme sans but lucratif oeuvrant auprès des jeunes de 12 à 18 ans en leur offrant une formation dans plusieurs disciplines;

QUE les responsables de ce corps de cadets sollicitent l'appui et le soutien de la Municipalité pour les aider à continuer leurs activités;

QUE ce Conseil reconnaît le bien-fondé et la valeur de la formation offerte par ce corps de cadets;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Jean René Monette et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accréditer le Corps de cadets 2920 dans le but de le rendre éligible au soutien administratif offert dans de tels cas par la Direction des loisirs et de la culture.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1150

BOULEVARD DE LA VERENDRYE -
TRONCON PAIEMENT/GUINDON -
DEMANDE AU MINISTERE DES
TRANSPORTS DU QUEBEC (206-2)

ATTENDU QUE les membres du Conseil, lors de la réunion du Comité général tenue le 9 août 1988, ont décidé de ne pas maintenir la requête auprès du ministère des Transports du Québec pour que la chaussée existante du boulevard de la Vérendrye, entre la montée Paiement et la rue Guindon, soit convertie en une voie de service du futur boulevard;

QUE l'abandon de cette demande était conditionnel à ce que le tronçon Paiement/Guindon soit élargi à quatre voies lors des travaux de construction du tronçon Main/Guindon;

QUE les plans du tronçon Main/Guindon, déposés par le ministère des Transports du Québec, indiquent que plus de la moitié de ce tronçon aura quatre voies, à partir de la rue Main vers la rue Guindon;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Richard Côté, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de demander au ministère des Transports du Québec d'entreprendre avec diligence les démarches pour la construction à quatre voies du tronçon du boulevard de la Vérendrye compris entre la montée Paiement et la rue Main.

Adoptée unanimement.

AM-88-10-91

ACHAT DE VEHICULES ET ACCES-
SOIRES - PROTECTION CONTRE
L'INCENDIE

AVIS DE MOTION est donné par Claire Vaive qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit pour décréter l'acquisition de véhicules pour la protection et le combat contre les incendies, ainsi que les accessoires afférents et pour autoriser un emprunt par émission d'obligations pour payer le coût de ces achats.

AM-88-10-92

GESTION - DECHETS SOLIDES

AVIS DE MOTION est donné par Richard Canuel qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit concernant l'entreposage, la collecte, le transport et la disposition des déchets solides sur le territoire de la Municipalité.

AM-88-10-93

MODIFICATION REGLEMENT 250-83
- CONSOMMATION D'EAU

AVIS DE MOTION est donné par Thérèse Cyr qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit dans le but d'amender l'article 6 du règlement 250-83 concernant le contrôle de la consommation d'eau dans les limites de la Ville.

AM-88-10-94

AMENDEMENT - REGLEMENT 245-82
- ETABLISSEMENTS LICENCIES -
RUE NOTRE-DAME

AVIS DE MOTION est donné par Jean René Monette qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit pour amender le règlement numéro 245-82 dans le but de régir, de

réglementer et de contrôler l'émission des permis d'alcool et l'implantation et l'exploitation des établissements licenciés dans le secteur commercial de la rue Notre-Dame.

C-88-10-1151

REGLEMENT NUMERO 1-13-88

Il est proposé par Jean René Monette, appuyé par François Leclerc et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver le règlement numéro 1-13-88, amendant le règlement 1-75, pour fixer les séances du Conseil au premier et au troisième mardi de chaque mois, à 18 h.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1152

REGLEMENT NUMERO 106-9-88

Il est proposé par Richard Migneault, appuyé par Claire Vaive et résolu, à la suite de la réunion du Comité général tenue le 28 septembre 1988, d'approuver le règlement numéro 106-9-88, modifiant le règlement 106-77 et ses amendements, se rapportant au régime supplémentaire de rentes des employés de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1153

REGLEMENT NUMERO 245-75-88

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Thérèse Cyr et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme, d'approuver le règlement numéro 245-75-88 dans le but d'inclure dans le secteur de zone commercial CC-6302 les lots 3A partie et 13A-63, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1154

REGLEMENT NUMERO 245-76-88

Il est proposé par Jean René Monette, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme, d'approuver le règlement numéro 245-76-88 modifiant le zonage affectant les lots 18B partie et 19A-302, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1155

REGLEMENT NUMERO 245-77-88

Il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Claire Vaive et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme, d'approuver le règlement

numéro 245-77-88 dans le but d'incorporer à la zone commerciale CFB-4101 une partie du lot 22B, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1156

REGLEMENT NUMERO 245-78-88

Il est proposé par Claire Vaive, appuyé par Thérèse Cyr et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme, d'approuver le règlement numéro 245-78-88 modifiant le zonage des lots situés dans le secteur délimité par l'autoroute 550, le chemin de fer du Canadien Pacifique et l'arrière des lots situés au nord de la rue Carmen dans le but de permettre, dans ce secteur, des usages commerciaux tels motels, hotels, immeubles à bureaux et restaurants.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1157

REGLEMENT NUMERO 517-88

Il est proposé par François Leclerc, appuyé par Jean René Monette et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver le règlement numéro 517-88 décrétant que la rue Montpetit portera le nom de la rue Watt.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1158

REGLEMENT NUMERO 518-88

Il est proposé par Claire Vaive, appuyé par Richard Canuel et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver le règlement numéro 518-88 décrétant l'ouverture de certaines rues.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1159

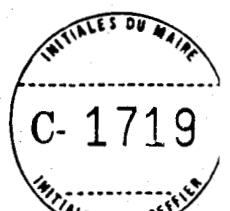
LEVÉE DE LA SEANCE

Il est proposé par Richard Côté, appuyé par Thérèse Cyr et résolu que la séance soit levée.

Adoptée unanimement.

JEAN-CHARLES LAURIN
GREFFIER

ROBERT (BOB) LABINE
MAIRE



A une séance du Conseil de la ville de Gatineau, tenue à l'édifice Pierre Papin, 144, boulevard de l'Hôpital, le 17 octobre 1988, à 18 h et à laquelle sont présents: Son Honneur le maire Robert (Bob) Labine, les conseillers-ères Thérèse Cyr, Gilbert Garneau, Richard Canuel, Hélène Théorêt, Claire Vaive, Richard Migneault, Jean René Monette, Richard Côté, François Leclerc et Marlene Goyet, formant quorum de ce Conseil et siégeant sous la présidence de Son Honneur le Maire.

EGALEMENT

PRESENTS: Claude Doucet, directeur général
Laurier Béchamp, directeur général adjoint
André Sincennes, directeur général adjoint
Robert Bélair, directeur général adjoint
Hélène Grand-Maitre, adjointe au directeur général
Jacques Dionne, directeur du Secrétariat général
Jean Boileau, directeur des Communications
Léonard Joly, greffier adjoint
Jean-Charles Laurin, greffier.

ABSENCES

MOTIVEES: Michel Charbonneau
Berthe Miron

C-88-10-1160

APPROBATION - PROCES-VERBAL -
SEANCE DU COMITE EXECUTIF
(502-2)

Il est proposé par Richard Migneault, appuyé par Richard Canuel et résolu de ratifier les notes supplémentaires de la réunion du Comité exécutif tenue le 12 octobre 1988, ainsi que les résolutions CE-88-10-684 et CE-88-10-686.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1161

VERSEMENT - SUBVENTION -
ASSOCIATION DU PETIT LAC (401-
7 ET 406-2)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-84-131, adoptée à l'unanimité le 20 février 1984, a établi des critères concernant l'utilisation des crédits votés aux différents budgets de quartiers;

QU'en conformité avec les dispositions de cette résolution, toute subvention, devant être consentie à des associations sans but lucratif, doit recevoir l'assentiment du Conseil;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 70 92 000 781, pour couvrir le paiement de la subvention explicitée plus bas, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 5097;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, d'accorder une subvention de 1 000 \$ à l'Association du petit lac pour rénover et réparer le chalet du parc Ste-Elizabeth et de mandater le Directeur des Finances pour verser cette aide financière dans les meilleurs délais.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1162

MODIFICATION - RESOLUTION - C-88-07-763 - SERVITUDE D'INONDATION

ATTENDU QUE le Conseil, en vertu de sa résolution C-88-07-763, a autorisé la signature du contrat relatif à la servitude consentie à la Ville par Hermas Lance;

QU'il est nécessaire d'amender la résolution pour corriger le numéro du lot visé par la servitude;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de modifier le troisième et cinquième paragraphe de la résolution C-88-07-763, adoptée le 4 juillet 1988, pour lire le lot 15-280, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton, au lieu de 15-281.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1163

PROCLAMATION - JOURNEE DES NATIONS UNIES (501-3)

ATTENDU QUE le 24 octobre 1988, l'on fêtera le 43ième anniversaire de la signature de la charte des Nations Unies;

QUE le Canada appuie et supporte activement les efforts des Nations Unies depuis sa création;

QUE plusieurs canadiens oeuvrent au sein de cet organisme pour aider les victimes de désastre et pour sauvegarder la paix dans le monde;

QU'en reconnaissance du 40ième anniversaire de l'adoption de la déclaration des droits de la personne par l'assemblée générale des Nations Unies, ce Conseil désire signaler l'énorme contribution de cet organisme;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu de proclamer le lundi 24 octobre 1988 "Journée des Nations Unies" et d'inviter toute la population à appuyer et à encourager les efforts de cet organisme international pour sauvegarder la paix mondiale.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1164

ARRETS - RUE DE MOUGINS ET
AUTRES (600-3)

ATTENDU QUE le Chef de la Division circulation, à la Direction du génie, recommande, dans sa note du 27 septembre 1988, d'installer des enseignes d'arrêt sur les rues de Roquebrune, de Mougins et de Sanary;

QUE des fonds sont prévus au budget d'opération de la Direction des travaux publics, pour couvrir les coûts reliés à l'achat et à l'installation des affiches de signalisation requises pour donner suite à la présente;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de décréter des arrêts obligatoires sur les rues suivantes, à savoir:

- 10.- Sur le côté sud de la rue de Roquebrune, à la hauteur de la rue de Mougins et faisant face à la circulation en direction est.
- 20.- Sur le côté nord de la rue de Roquebrune, à l'intersection de sa bifurcation et faisant face à la circulation se dirigeant en direction ouest.
- 30.- Sur le côté nord de la rue de Mougins, à la hauteur de la rue de Roquebrune et faisant face à la circulation se dirigeant en direction ouest.
- 40.- Sur le côté sud de la rue de Mougins, à la hauteur de la rue de Sanary et faisant face à la circulation en direction est.

IL EST DE PLUS RESOLU d'autoriser le Directeur des Travaux publics à faire installer les enseignes requises pour donner suite à ce qui précède, en plus d'enlever l'affiche d'arrêt posée sur la rue de Sanary, à l'intersection de la rue de Mougins.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1165APPROBATION - SOUMISSION -
AMENAGEMENT INTERSECTION DE LA
GAPPE/GREBER (504-52)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les entreprises indiquées plus bas ont produit des soumissions concernant l'aménagement routier prévu à l'intersection des boulevards de la Gappe et Gréber, à savoir:

- 1- Pavage Bélec inc..... 704 785,20 \$
- 2- Les constructions Deschênes ltée .. 748 237,15 \$
- 3- M. J. Robinson Trucking ltée 755 092,00 \$
- 4- Michel Lacroix construction inc.... 783 656,29 \$

QUE ces soumissions sont conformes au devis et aux plans ayant servi à cet appel d'offres et la Direction du génie recommande, dans sa note du 23 septembre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire;

QUE des crédits sont prévus au règlement numéro 513-88, pour couvrir cette dépense, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 5764;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission au montant de 704 785,20 \$, présentée par la compagnie "Pavage Bélec inc." concernant le réarrangement de l'intersection des boulevards de la Gappe et Gréber, en conformité avec les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis et au plan numéro 400-87-12, feuillets C-1 à C-15 et E-1 à E-7 ayant servi à cet appel d'offres et préparés par Boileau et associés inc.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le contrat d'ouvrage en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau, dès que le règlement numéro 513-88 aura reçu les approbations requises par la loi.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1166CPTAQ - REQUETE - PIERRE
CHARBONNEAU (308-3)

ATTENDU QUE Pierre Charbonneau a transmis une demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole une partie du lot 16, du rang 3, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 67.655 acres;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a étudié cette demande et recommande de mettre ce dossier en suspens étant donné les négociations en cours entre la Commission de protection du territoire agricole du Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais;

QUE ce Conseil a pris connaissance de ce rapport et s'accorde avec son contenu et la recommandation y apparaissant;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Commission de protection du territoire agricole du Québec de suspendre la requête de Pierre Charbonneau, jusqu'à ce que la Commission se soit prononcée définitivement sur la vocation à donner au module 2.3.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1167

CPTAQ - DEMANDE D'AUTORISATION
- DOSSIER HECTOR LABELLE
(308-3)

ATTENDU QU'Hector Labelle a transmis une demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole une partie du lot 15, du rang 4, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 20,040 pieds carrés;

QUE le Directeur de l'Urbanisme a étudié cette demande et en recommande l'approbation pour les motifs énoncés dans son rapport daté du 26 septembre 1988;

QUE ce Comité a pris connaissance de ce rapport et s'accorde avec son contenu et la recommandation y apparaissant;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la Commission de protection du territoire agricole du Québec d'approuver la requête d'Hector Labelle pour aliéner, lotir et utiliser à une fin autre qu'agricole, une partie du lot 15, du rang 4, au cadastre officiel du canton de Templeton et d'une superficie d'environ 20,040 pieds carrés.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1168

SERVITUDE D'INONDATION - LOT
12F PARTIE

ATTENDU QU'en vertu du règlement numéro 245-82, la construction dans les zones inondables est assujettie à des dispositions particulières;

QUE l'une des modalités de cette réglementation exige du propriétaire, intéressé à construire dans un tel secteur, à consentir à la Ville une servitude d'inondation;

QU'en conformité avec les termes de l'article 2/3/12/3/1, du règlement numéro

245-82, la personne mentionnée ci-dessous est disposée à accorder à la Ville une servitude d'inondation concernant le lot 12F partie, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton;

QUE les déboursés et les honoraires découlant de la préparation du contrat requis à cette fin seront assumés et payés en totalité par le demandeur;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer, au nom de la ville de Gatineau, le contrat relatif à la servitude d'inondation consentie à la Municipalité par Lionel Arsenault, à l'égard du lot 12F partie, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton.

Adoptée unanimement.

C-88-11-1169

DESIGNATION DE NOMS DE RUES
(302-3)

Il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de décréter que les rues, portant les numéros de lots mentionnés ci-après, soient connues et désignées par les noms apparaissant en regard de chacune d'elles, à savoir:

<u>NUMEROS DE LOT</u>	<u>CADASTRE</u>	<u>NOMS DE RUES</u>
29-366 n.o. et 29-419 n.o.	village de Pointe-Gatineau	rue de Montfort
29-420 n.o.	village de Pointe-Gatineau	boulevard Pierre Lafontaine
4A-23 n.o. et 4B-26 n.o., du rang 12	canton de Hull	rue de Villemontel
9A-1-19, rang 1 9B-3 et 9B-18, du rang 2	canton de Templeton	rue Pasteur
9A-1-1, 9A-1-2 rang 1 et 9B-1, du rang 2	canton de Templeton	rue Châteauguay
4-205 n.o., du rang 8	canton de Hull	chemin Lebaudy
8C-63 n.o., du rang 1	canton de Templeton	rue Rita

8C-65 n.o.,
8C-70 n.o.,
du rang 1
8D-113 n.o. et
8C-37 n.o.,
du rang 2

canton de
Templeton

rue de Batiscan

Adoptée unanimement.

C-88-10-1170

APPROBATION - SOUMISSION -
AMENAGEMENT INTERIEUR -
FOURGON CELLULAIRE ET AUTRE
(452-13 & 88 SI 63)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres sur invitation, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour l'aménagement intérieur d'un fourgon cellulaire et d'un véhicule de la prévention, à savoir:

- Les industries C.P. Morissette inc.
- Création Sinaca inc.

QUE ces soumissions sont conformes au devis ayant servi à cet appel d'offres et le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 3 octobre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 45 21400 740, pour couvrir cette dépense, comme en fait foi le certificat de crédit disponible numéro 6230;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission, au montant de 22 439 \$, présentée par la compagnie Création Sinaca inc., pour l'aménagement intérieur d'un fourgon cellulaire et d'un véhicule de la prévention; il est entendu que ces travaux devront être réalisés en respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1171

APPROBATION - SOUMISSION -
ACHAT - REPARATION ET RECHA-
PAGE DE PNEUS (504-71 & 88 SP
47)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les compagnies indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour l'achat, la réparation et le rechapage de pneus, à savoir:

- Centre du pneu Gatineau ltée
- Service de pneus Lavoie Outaouais inc.

QUE la soumission de la compagnie "Service de pneus Lavoie Outaouais inc." n'est pas conforme au cahier général puisqu'elle n'était pas accompagnée d'un chèque visé;

QUE le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 3 octobre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire conforme;

QUE les fonds requis pour couvrir les coûts de ce service seront puisés à même les disponibilités des postes budgétaires 02 50 83200 541, 02 50 83210 541, 02 50 83200 641, 02 50 83210 641 et 02 50 83100 641, du budget d'opération de la Direction des travaux publics;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission présentée par la compagnie "Centre du pneu Gatineau ltée", pour l'achat, la réparation et le rechapage de pneus en respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1172

APPROBATION - SOUMISSION -
SCELLEMENT DE FISSURES DES
CHAUSSEES D'ASPHALTE (504-36 &
88 SP 36)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les entreprises indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour le scellement de fissures des chaussées d'asphalte, à savoir:

- Construction Bérou inc.
- Pavage Citadelle
- Entreprises Lefebvre
- Scel-Tech ltée
- Scellements J.F. inc.

QUE deux des soumissions reçues ne sont pas conformes au devis ayant servi à cet appel d'offres;

QUE le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 3 octobre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire conforme;

QUE des fonds sont suffisants aux postes budgétaires 02 50 32105 419 et 02 50 32105 521, pour couvrir le coût de ces travaux, comme en fait foi le certificat de crédit disponible numéro 5930;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission, au prix unitaire de 1,05 \$ le mètre, présentée par la compagnie Scel-Tech ltée, pour le scellement de fissures des chaussées d'asphalte en respectant les

exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1173

APPROBATION - SOUMISSION -
TRACTEUR MULTI-FONCTIONS (504-
4-12 & 88 SP 08)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les entreprises indiquées ci-après ont déposé des soumissions pour la fourniture d'un tracteur multi-fonctions, à savoir:

- Holder of North America & Co.
- Craig Construction Equipment ltd
- René Riendeau (1986) inc.

QUE la soumission du plus bas soumissionnaire n'est pas conforme au devis ayant servi à cet appel d'offres;

QUE le Directeur des Approvisionnements recommande, dans sa note du 3 octobre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire conforme;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 064 0496 603, pour couvrir cette dépense, comme en fait foi le certificat de crédit disponible numéro 5939;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission, au montant de 62 666,78 \$, présentée par la compagnie Holder of North America & Co., pour la fourniture d'un tracteur multi-fonctions (chasse-neige, épandeur, souffleuse), respectant les exigences et les critères d'excellence énoncés au devis ayant servi à cet appel d'offres.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1174

PAIEMENT - RECLAMATIONS (101-
1-05)

ATTENDU QUE le Comité d'évaluation des réclamations a examiné et a analysé les réclamations soumises par les personnes mentionnées plus bas et en préconise le paiement;

QUE des fonds sont suffisants aux postes budgétaires 05 26 215 et 05 26 315, pour couvrir ces dépenses, comme en font foi les certificats de crédit disponible numéros 6804, 6805, 6806 et 6807;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'autoriser le Directeur des Finances à verser, sur présentation de réquisitions

de paiement par le Directeur du Secrétariat général, les sommes indiquées ci-après, en règlement complet et final des réclamations soumises par les personnes suivantes, à savoir:

<u>NOMS</u>	<u>MONTANT</u>
1- Madame Colette Demers Réclamation du 21 septembre 1987	325,00 \$
2- Marcel Laflamme Réclamation du 1er mars 1988	122,00 \$
3- Laurette Leduc Réclamation du 3 juin 1988	63,25 \$
4- Marcel Rondeau Réclamation du 24 mai 1988	170,00 \$

Adoptée unanimement.

C-88-10-1175

CONFIRMATION - STATUT D'EMPLOYEE REGULIER (750-5)

ATTENDU QUE le rendement fourni par Charlotte Labelle au poste de sténo-dactylo II, à la Direction des travaux publics, a été évalué favorablement par son supérieur hiérarchique;

QUE la période d'essai de cette employée viendra à échéance sous peu et le Directeur des Ressources humaines demande la reconnaissance du statut d'employée régulière selon les dispositions qui régissent la gestion de nos ressources humaines;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de reconnaître à Charlotte Labelle le statut d'employée régulière au poste de sténo-dactylo II, à la Direction des travaux publics.

Gilbert Garneau, François Leclerc et Marlene Goyet inscrivent leur dissidence.

Adoptée 7 contre 3.

C-88-10-1176

ENGAGEMENT - JOURNALIER - DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS (750-2)

ATTENDU QUE la Direction des ressources humaines, en vertu de la résolution C-88-09-1032, adoptée le 6 septembre 1988, a affiché le poste de journalier, à la Direction des travaux publics;

QUE le comité de sélection, formé en conformité avec la politique en vigueur, propose à l'unanimité de retenir la candidature de Pierre Miville;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 50 43000 111, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0682;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de muter Pierre Miville, domicilié à Gatineau, au poste de journalier, à la Direction des travaux publics, au salaire prévu à la classe III de l'échelle salariale des cols bleus et d'autoriser le Directeur des Ressources humaines à afficher le poste de préposé aux immobilisations laissé vacant par la susdite promotion.

Gilbert Garneau et Marlene Goyet inscrivent leur dissidence.

Adoptée 8 contre 2.

C-88-10-1177

EMBAUCHE - JOURNALIER -
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
(750-2)

ATTENDU QUE la Direction des ressources humaines, en vertu de la résolution C-88-09-1034, adoptée le 6 septembre 1988, a affiché le poste de journalier, à la Direction des travaux publics;

QUE le comité de sélection, formé en conformité avec la politique en vigueur, propose à l'unanimité de retenir la candidature de Carol Sylvestre;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 50 32100 111, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0641;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de nommer Carol Sylvestre, domicilié à Gatineau, au poste de journalier, à la Direction des travaux publics, au salaire prévu à la classe III de l'échelle salariale des cols bleus.

Gilbert Garneau et Marlene Goyet inscrivent leur dissidence.

Adoptée 8 contre 2.

C-88-10-1178

ENGAGEMENT - JOURNALIER -
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
(750-2)

ATTENDU QUE la Direction des ressources humaines, en vertu de la résolution C-88-09-1033, adoptée le 6 septembre 1988, a affiché

le poste de journalier à la Direction des travaux publics;



QUE le comité de sélection, formé en conformité avec la politique en vigueur, propose à l'unanimité de retenir la candidature de Gilles Huard;

QUE des fonds sont disponibles au poste budgétaire 02 50 32100 111, pour couvrir la rémunération se rattachant à cette fonction, comme en fait foi la demande de personnel numéro 0632;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de muter Gilles Huard, domicilié à Gatineau, au poste de journalier, à la Direction des travaux publics, au salaire prévu à la classe III de l'échelle salariale des cols bleus et d'habiliter le Directeur des Ressources humaines à afficher le poste laissé vacant par la mutation de Gilles Huard.

Gilbert Garneau et Marlene Goyet inscrivent leur dissidence.

Adoptée 8 contre 2.

C-88-10-1179

APPROBATION - SOUMISSION -
REFECTION - ASPHALTE - SECTEUR
URBAIN (504-2-01)

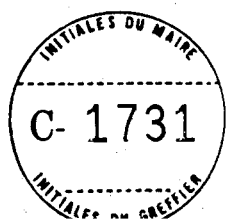
ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les entreprises indiquées plus bas ont présenté des soumissions pour refaire l'asphalte sur les rues mentionnées ci-dessous, à savoir:

- Compagnie Asphalte ltée	225 797,50 \$
- Les Constructions Deschênes ltée	235 252,50 \$

QUE le rapport d'analyse de ces soumissions, préparé par le Chef de la Division conception, de la Direction du génie, indique qu'elles sont conformes aux Cahiers des charges ayant servi à cet appel d'offres;

QUE des fonds sont prévus au règlement numéro 512-88, pour couvrir le coût de ces travaux, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 5765;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la soumission au montant de 225 797,50 \$, présentée par "Compagnie Asphalte Ltée" pour le surfacage des rues Piedmont, du Progrès Ouest, Bonaventure, Bourassa, Antoine, Demontigny, Lafrance, St-Rosaire, Graveline et Victoria, en conformité avec les exigences et les critères d'excellence énoncés aux cahiers des charges et au plan numéro G-88-40, préparés par la Direction du génie.



QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le contrat d'ouvrage en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau, dès que le règlement numéro 512-88 aura reçu toutes les approbations requises par la loi.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1180

MESSAGE DE FELICITATIONS - 50e ANNIVERSAIRE DE MARIAGE (850-4)

ATTENDU QUE pour assurer une présence municipale dans la communauté gatinoise, le Conseil a adopté une politique traitant des événements spéciaux;

QUE la célébration d'un 50e anniversaire de mariage constitue un événement remarquable dans la vie d'un couple et d'une famille;

QUE le Conseil de la ville de Gatineau désire se joindre à la famille de Colombe Bigras et Zéphir Albert Bigras pour signaler cet anniversaire de mariage;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu de transmettre un chaleureux message de félicitations et de bons souhaits à madame Colombe Bigras et monsieur Zéphir Albert Bigras, à l'occasion de leur 50e anniversaire de mariage.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1181

APPROBATION - SOUMISSION - ASPHALTAGE DE DIVERSES RUES - SUBDIVISION VILLAGE TECUMSEH ET AUTRES (504-35)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les firmes mentionnées ci-après ont déposé des soumissions concernant l'asphaltage d'une partie des rues Châteauguay, Sorel, Pasteur, de Roquebrune, Pierre Lafontaine, de Pincourt, 24D-3, Charlevoix, Labine, Trépanier, Larcher, des Tulipes, des Oeilleux, Promenade de la Cité, Bellefeuille, Duchesnay, Lausanne, Laflèche et Albanel, à savoir:

- Les constructions Deschênes ltée..324 239,50 \$
- Cie asphalte ltée.....349 087,00 \$
- Pavage Bélec inc.....351 367,00 \$

QUE ces soumissions sont conformes aux plans et devis ayant servi à cet appel d'offres, comme indiqué à la lettre du 11 mai 1988 des experts-conseils "Les consultants de l'Outaouais inc."

QUE la Direction du génie recommande, dans sa note du 13 octobre 1988, d'accepter la proposition du plus bas soumissionnaire, en l'occurrence "Les constructions Deschênes ltée";

QUE des fonds sont inscrits aux règlements numéros 506-88, 508-88, 509-88, 510-88, 511-88 et 514-88, pour couvrir le coût de ces travaux, comme l'attestent les certificats de crédit disponibles numéros 5772 et 5773;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver la soumission au montant de 324 239,50 \$ présentée par la firme "Les constructions Deschênes ltée", pour asphalter les rues ou partie des rues Châteauguay, Sorel, Pasteur, de Roquebrune, Pierre Lafontaine, de Pincourt, Charlevoix, Labine, Trépanier, Larcher, des Tulipes, des Oeillets, Promenade de la Cité, Bellefeuille, Duchesnay, Lausanne, Laflèche et Albany, ainsi que la rue portant le numéro 24D-3, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton; ces travaux devront être réalisés aux endroits montrés aux plans indiqués ci-dessous et en conformité avec le ou les devis s'y rattachant, à savoir:

312-097-201-03,	312-097-202-03,	312-097-203-02,
312-111-200-02,	358-002-236-02,	358-002-237-02,
367-001-204-02,	367-001-205-02,	367-001-206-02,
368-003-200-04,	368-005-201-07,	368-007-203-03,
368-007-204-01,	368-007-205-01,	370-002-201-03,
370-002-202-03,	371-001-200-03,	371-001-201-04,
371-001-202-03,	371-001-203-03,	371-001-205-04

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le contrat d'ouvrage en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau, dès que les règlements numéros 506-88, 508-88, 509-88, 510-88, 511-88 et 514-88 auront reçu les approbations requises par la loi.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1182

APPROBATION - SOUMISSION -
AMENAGEMENT - RUISSEAU MOREAU
(504-39)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les entreprises indiquées ci-dessous ont présenté des soumissions pour réaliser la phase I des travaux d'aménagement du ruisseau Moreau, à savoir:

- Les constructions Outabec inc.....389 634,40 \$
- Picardie construction inc.....426 024,00 \$

QUE les experts-conseils Charron et associés inc. ont analysé ces soumissions et recommandent, dans leur lettre du 14

octobre 1988, d'accepter celle déposée par la compagnie "Les constructions Outabec inc.";

QUE le Directeur du Génie a pris connaissance de cette recommandation et s'accorde avec celle-ci, comme en fait foi sa note du 14 octobre 1988;

QUE des fonds sont prévus au règlement numéro 462-87, pour couvrir le coût de ces travaux, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 5774;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver la soumission au montant de 389 634,40 \$, produite par la compagnie "Les constructions Outabec inc." pour effectuer les travaux d'aménagement de la phase I du ruisseau Moreau décrits au devis et aux plans numéros MU-87023 à MU-87033, préparés par Charron et associés inc. et ayant servi à la susdite appel d'offres.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le contrat d'ouvrage en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau, dès que le règlement numéro 462-87 aura reçu toutes les approbations requises par la loi.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1183

MODIFICATION - RESOLUTION C-88-10-1145 - ENTENTE - DAVID AZRIELI

ATTENDU QUE le Conseil a adopté, à la séance du 3 octobre 1988, la résolution C-88-10-1145 afin d'apporter certaines précisions à l'entente intervenue avec monsieur David Azrieli, le 30 septembre 1987;

QU'il y a lieu d'effectuer une modification supplémentaire concernant la lisière de terrain à être conservée par la Ville;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en vertu d'une recommandation du Directeur général, de modifier l'article 1, de la résolution C-88-10-1145, pour ajouter les mots "n'excédant pas" avant le chiffre 10.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1184

CERTIFICATS - PROCEDURE D'ENREGISTREMENT - REGLEMENTS DE ZONAGE

ATTENDU QUE les règlements identifiés ci-après furent approuvés par le Conseil à sa séance tenue le 6 septembre 1988, à savoir:

- Règlement numéro 245-72-88 - modifiant le zonage des lots 20A-278, 20A-279 et 20A-288, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton;
- Règlement numéro 245-73-88 - changement de zonage lot 4B partie, du rang 13, au cadastre officiel du canton de Hull;
- Règlement numéro 245-74-88 - modifiant le zonage sur une partie du lot 17A, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton.

QUE la journée d'enregistrement des personnes habiles à voter a eu lieu au bureau du Greffier le 4 octobre 1988 et la tenue d'un référendum n'est pas nécessaire à l'approbation de ces règlements;

QUE le Greffier doit, en vertu de l'article 557 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, déposer devant le Conseil les certificats relatifs à la procédure d'enregistrement;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'accepter le dépôt des certificats relatifs à la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements numéros 245-72-88, 245-73-88 et 245-74-88.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1185

**APPROBATON - LISTES DES COMMANDES ET DEPENSES EFFECTUEES
(402-1-, 402-2, 402-3, 402-4,
402-5 ET 402-6)**

ATTENDU QUE le Conseil, par le règlement numéro 454-87, a délégué à des fonctionnaires le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats au nom de la Municipalité;

QUE conformément aux exigences de l'article 477-2 de la Loi sur les cités et villes, le directeur des Finances a transmis au Conseil les listes des commandes et des dépenses effectuées identifiées ci-dessous;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'accepter le dépôt des listes des commandes et des dépenses effectuées indiquées ci-dessous et préparées par la Direction des finances, à savoir:

**FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
LISTE DES PAIEMENTS REPORTES AU 1988 10 03**

TOTAL 19 612,20 \$

FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
LISTE DES COMMANDES ENTREES DU 1988 09 21 AU 1988
10 04

TOTAL DU 1988 09 21	5 093,84 \$
TOTAL DU 1988 09 22	4 796,84 \$
TOTAL DU 1988 09 23	61 089,95 \$
TOTAL DU 1988 09 26	40 451,68 \$
TOTAL DU 1988 09 27	40 856,64 \$
TOTAL DU 1988 09 28	217 614,00 \$
TOTAL DU 1988 09 29	124 180,90 \$
TOTAL DU 1988 09 30	16 311,80 \$
TOTAL DU 1988 10 03	28 001,94 \$
TOTAL DU 1988 10 04	<u>118 501,63 \$</u>

GRAND TOTAL 656 899,22 \$

FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
JOURNAL DES AUTORISATIONS DE PAIEMENT
DU 1988 09 21 AU 1988 10 04

TOTAL DU 1988 09 21	4 620,35 \$
TOTAL DU 1988 09 22	157 948,76 \$
TOTAL DU 1988 09 23	225,00 \$
TOTAL DU 1988 09 26	52 651,71 \$
TOTAL DU 1988 09 27	84 569,16 \$
TOTAL DU 1988 09 28	28 159,57 \$
TOTAL DU 1988 09 29	23 471,72 \$
TOTAL DU 1988 09 30	24 042,61 \$
TOTAL DU 1988 10 03	<u>4 945,24 \$</u>

GRAND TOTAL 380 634,12 \$

FONDS D'ADMINISTRATION BUDGETAIRE
JOURNAL DES DIVERGENCES DU 1988 09 21 AU 1988 10 04

TOTAL DU 1988 09 21	690,00 \$
TOTAL DU 1988 09 22	1 577,13 \$
TOTAL DU 1988 09 26	3 292,21 \$
TOTAL DU 1988 09 27	595,69 \$
TOTAL DU 1988 09 28	0,02 \$
TOTAL DU 1988 09 29	1 706,53 \$
TOTAL DU 1988 10 04	<u>261,75 \$</u>

GRAND TOTAL 8 123,33 \$

FONDS DES PROJETS EN COURS
LISTE DES COMMANDES ENTREES DU 1988 09 21 AU 1988
10 04

TOTAL DU 1988 09 21	2 393,21 \$
TOTAL DU 1988 09 22	5 796,01 \$
TOTAL DU 1988 09 23	404,61 \$
TOTAL DU 1988 09 26	43 711,18 \$
TOTAL DU 1988 09 27	898,09 \$
TOTAL DU 1988 09 29	188 261,66 \$
TOTAL DU 1988 09 30	110,65 \$
TOTAL DU 1988 10 03	8 964,85 \$
TOTAL DU 1988 10 04	<u>1 636,44 \$</u>

GRAND TOTAL 252 176,70 \$

FONDS DES PROJETS EN COURS
JOURNAL DES AUTORISATIONS DE PAIEMENT
DU 1988 09 21 AU 1988 10 04

TOTAL DU 1988 09 29	33 711,59 \$
TOTAL DU 1988 09 30	239 560,52 \$

TOTAL DU 1988 10 03 419 288,58 \$
 GRAND TOTAL 692 560,69 \$

FONDS DES PROJETS EN COURS
JOURNAL DES DIVERGENCES DU 1988 09 21 AU 1988 10 04

TOTAL DU 1988 09 30 0,37 \$
 TOTAL DU 1988 10 03 867,00 \$
 GRAND TOTAL 867,37 \$

FONDS DE ROULEMENT
LISTE DES COMMANDES ENTREES DU 1988 09 21 AU 1988 10 04

TOTAL DU 1988 09 22 3 017,10 \$
 TOTAL DU 1988 09 26 1 264,40 \$
 TOTAL DU 1988 10 03 881,92 \$
 GRAND TOTAL 5 163,42 \$

FONDS DE ROULEMENT
JOURNAL DES AUTORISATIONS DE PAIEMENT
DU 1988 09 21 AU 1988 10 04

TOTAL DU 1988 09 30 4 078,00 \$
 TOTAL DU 1988 10 03 752,92 \$
 GRAND TOTAL 4 830,92 \$

Adoptée unanimement.

C-88-10-1186

REMPLACANT DU MAIRE - CONSEIL
- CRO (103-3-01)

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais, le Maire est d'office et membre du Conseil de la Communauté;

QUE ce Conseil peut désigner un conseiller-ère pour le remplacer en cas d'absence;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de nommer Richard Canuel, maire suppléant, pour remplacer, en cas d'absence, Son Honneur le Maire au sein du Conseil de la Communauté régionale de l'Outaouais.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1187

CENTRE HOSPITALIER DE
BUCKINGHAM - RECONNAISSANCE -
EFFECTIFS MEDICAUX (103-5-28)

ATTENDU QUE le Conseil régional de la santé et des services sociaux de

l'Outaouais a informé le Centre hospitalier de Buckingham des modalités et procédures transitoires de remboursement des services médicaux ontariens pour les résidents de l'Outaouais;

QUE la brochure publiée par ce Conseil régional ignore complètement les ressources et les effectifs médicaux du Centre hospitalier de Buckingham;

QUE ledit Conseil régional omet de plus de reconnaître l'expertise médicale disponible et accessible aux Centres hospitaliers de Buckingham, Wakefield, Shawville et Maniwaki;

QUE cette omission volontaire ou involontaire est préjudiciable et discriminatoire envers les spécialistes de ces régions;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu de presser le Ministre de la Santé et des services sociaux de corriger cette discrimination et de ne pas considérer les usagers et les médecins de ces régions comme une catégorie à part de la région de l'Outaouais.

IL EST DE PLUS RESOLU de demander au Ministre d'expliquer et de justifier les motifs ayant incité le Conseil régional de la santé et des services sociaux de l'Outaouais à ne pas reconnaître le Centre hospitalier de Buckingham comme un Centre hospitalier désigné.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1188

EXEMPTION DE LECTURE -
REGLEMENT NUMERO 519-88

ATTENDU QUE lors de la présentation de l'avis de motion se rattachant au règlement numéro 519-88, le Conseil a manifesté le désir, en vertu de sa résolution C-88-10-1132, d'exempter le Greffier de lire ce règlement;

QU'en conformité avec les termes de l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, un exemplaire de ce règlement fut remis à tous les membres du Conseil présents à la séance tenue le 3 octobre 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu que les membres du Conseil déclarent, par la présente, avoir lu le règlement numéro 519-88 relatif à la cueillette et à l'enlèvement des déchets solides.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1189

PUBLICATION - DISCOURS DU
MAIRE (501-16)

ATTENDU QU'au moins quatre semaines avant le dépôt du budget, Son Honneur le

Maire doit faire rapport sur la situation financière de la Ville;

QUE le texte de ce rapport peut être publié dans un journal diffusé dans la Municipalité ou distribué, gratuitement, à chaque adresse;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, de décréter que le rapport de Son Honneur le Maire, traitant de la situation financière de la Ville, soit publié dans la Revue de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1190

ACQUISITION DES RUES ET
ACCEPTATION PROVISOIRE DES
TRAVAUX - SUBDIVISION JARDINS
DE LA BLANCHE - PHASES III ET
V (205-27)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-87-1315 adoptée le 21 décembre 1987, a accepté la requête présentée par "Les Immeubles Miromo Inc.", prévoyant l'installation des services municipaux sur les rues portant les numéros de lots 11B-289, 12-443, 12-444, 12-445 et 12-446, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton;

QUE lors du dépôt du plan de cadastre, la désignation de certaines de ces rues fut modifiée et, conséquemment, il est nécessaire de corriger la susdite résolution;

QUE ces travaux furent réalisés en conformité avec le devis et les plans numéros 370-002-201, 370-002-202 et 370-002-203, préparés par le cabinet des experts-conseils "Les consultants de l'Outaouais inc.";

QUE ces consultants recommandent l'acceptation provisoire de ces ouvrages et le Directeur adjoint, à la Direction du génie, préconise l'achat de ces rues dans sa note du 14 septembre 1988;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, ce Conseil donne son acceptation provisoire concernant les travaux exécutés sur les rues 12-445, 12-446 partie et 12-552 partie, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton.

IL EST DE PLUS RESOLU:

- 10.- D'amender la résolution numéro C-87-1315 en biffant les rues portant les numéros de lots 12-444 et 12-443 pour les remplacer par les lots 12-552 et 12-553, des mêmes rang et canton.

- 20.- D'acquérir, pour la somme nominale de 1 \$, les rues 12-445, 12-446 partie et 12-552 partie, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton et décrites aux descriptions techniques numéros 38461-14816S, 39321-15142S et 40458-15662S, préparées par Hugues St-Pierre, arpenteur-géomètre.
- 30.- D'habiliter son honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer l'acte notarié en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1191

HYDRO-QUEBEC - RACCORDEMENT -
SYSTEME D'ECLAIRAGE - BOULE-
VARD DE L'HOPITAL (106-2-03)

ATTENDU QUE le Conseil, en vertu de sa résolution C-88-06-634, a autorisé la compagnie "Les constructions Deschênes ltée" à installer des lampadaires sur le côté est de la partie du boulevard de l'Hôpital, comprise entre les boulevards Maloney et St-René;

QUE le Chef de la Division exécution, à la Direction du génie, désire, par sa note du 30 septembre 1988, entreprendre les procédures relatives au raccordement des luminaires installés à cet endroit;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de demander à la société Hydro-Québec de raccorder, au réseau électrique, les 23 luminaires sodium haute pression, de 400 watts, installés sur le côté est du tronçon du boulevard de l'Hôpital, compris entre les boulevards Maloney et St-René.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1192

APPROBATION - REQUETE -
AQUEDUC ET EGOUTS - SUBDIVI-
SION COTE D'AZUR II - PHASE 2
(205-9)

Il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 10.- D'approuver la requête produite par "Les Développement Timberlay (Québec) Ltée" pour construire, à ses frais et en conformité avec la réglementation en vigueur, des conduites d'aqueduc et d'égouts sur les rues portant les numéros de lots 44-59, 44-63 et 44-64, du rang 7, au cadastre officiel du canton de

Hull, en plus de construire la fondation de ces rues;

- 20.- D'autoriser la requérante à faire préparer, également à ses frais, le devis et les plans nécessaires à l'exécution des travaux, dont il fait allusion à l'article 1, par les experts-conseils "Les Consultants de l'Outaouais inc.";
- 30.- D'habiliter ledit bureau d'experts-conseils à présenter, pour approbation, ce devis et ces plans à la Communauté régionale de l'Outaouais et au ministère de l'Environnement du Québec;
- 40.- D'entériner la demande de la susdite firme visant à confier la surveillance, avec résident, des travaux précités au cabinet des experts-conseils susmentionné et que la dépense en découlant soit assumée par la requérante;
- 50.- D'accepter la recommandation de cette compagnie et d'autoriser le Directeur du Génie à retenir les services de la firme "Fondex ltée" pour effectuer le contrôle qualitatif des matériaux et que la dépense en découlant soit payée par la Ville selon les modalités de la convention intervenue à ce sujet;
- 60.- D'exiger de la requérante de céder à la Ville de Gatineau, pour la somme nominale de 1 \$, les rues visées par la présente, dès que le Directeur du Génie aura approuvé les travaux réalisés sur celles-ci; ce contrat devra être signé avant l'émission des permis de construction.

IL EST DE PLUS RESOLU d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer, au nom de la ville de Gatineau, le contrat d'achat des rues faisant l'objet de la présente.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1193

APPROBATION - REQUETE -
ASPHALTAGE DE RUES ET AUTRES -
SUBDIVISION COTE D'AZUR II -
PHASE 2 (205-9)

Il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 10.- D'accepter la requête présentée par la firme "Les Développements Timberlay (Québec) Ltée" prévoyant, remboursables au moyen de l'imposition d'une taxe d'améliorations locales, l'installation du système d'éclairage de rues, la construction de bordures et trottoirs, ainsi que la pose d'un revêtement asphaltique sur les rues portant les numéros

de lots 44-59, 44-63 et 44-64, du rang 7, au cadastre officiel du canton de Hull;

- 20.- De retenir les services des experts-conseils "Les Consultants de l'Outaouais Inc." pour préparer le devis et les plans, en plus d'assumer la surveillance des travaux décrits à l'article 1;
- 30.- D'autoriser le Greffier à faire paraître, dans les journaux habituels, un avis invitant des propositions pour la réalisation des travaux dont il est fait allusion à l'article 1, dès que la documentation pertinente sera disponible au bureau du Directeur du Génie.

IL EST DE PLUS RESOLU de décréter que la Municipalité n'assumera aucune responsabilité pour le paiement des honoraires découlant du présent mandat, à moins que le règlement relatif au financement de ces ouvrages reçoive toutes les approbations requises par la loi.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1194

PROLONGEMENT - RESERVE POUR
FINS PUBLIQUES - LOT 458-2
(REGLEMENT NUMERO 431-86)

ATTENDU QUE le Conseil, en vertu du règlement numéro 431-86, a imposé une réserve pour fins publiques sur le lot 458-2, au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau;

QUE le Directeur de l'Urbanisme recommande, dans sa note du 19 septembre 1988, de renouveler cette réserve pour une période additionnelle de deux ans;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 10 19900 419, pour couvrir les frais et les honoraires reliés au mandat défini plus bas, comme l'atteste la réquisition de services professionnels numéro SP 858;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 1- de renouveler la réserve pour fins publiques imposée sur le lot 458-2, au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau et de retenir les services de la firme Bélec et Letellier pour entreprendre la procédure qui s'impose dans un tel cas et négocier l'achat de ce lot.
- 2- d'attribuer à la réalisation de ce mandat une somme de 1 000 \$ devant provenir du poste budgétaire mentionné au préambule qui fait partie intégrante de la résolution.
- 3- d'approuver le virement budgétaire numéro 70-88 et d'habiliter le Directeur des Finances à

faire effectuer les écritures comptables suivantes, à savoir:

VIREMENT BUDGETAIRE NUMEO 70-88

02 10 19 900 Administration - Direction

02 10 19900 412 Honoraires juridiques	36 000 \$
02 85 99000 971 Imprévus	(36 000 \$)

Adoptée unanimement.

C-88-10-1195

RESTAURANT L'EAU VIVE - VENTE
DE TERRAINS

ATTENDU QUE les propriétaires du restaurant l'Eau Vive désirent ajouter un étage au bâtiment actuel;

QUE la réglementation municipale exige une marge latérale minimale de 2 mètres;

QUE le bâtiment existant (rez-de-chaussée) a une marge latérale arrière de 1,11 mètres et latérale avant de 1,35 mètres soit respectivement 0,89 mètre et 0,65 mètre de moins que requis par notre règlement de zonage;

QUE pour se doter d'une sortie d'urgence dans le mur arrière de l'agrandissement projeté, une marge minimale de 2 mètres est requise;

QUE la Ville possède du terrain adjacent à cette propriété et qu'elle est disposée à leur vendre afin de rendre ce projet conforme;

QUE les déboursés et les honoraires, reliés à la rédaction et à l'enregistrement de ce ou ces contrats, seront payés en totalité par l'acheteur;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 10.- De vendre à la compagnie 139980 Canada inc., au prix de 690,44 \$, les parties des lots 376-3, 377-1 et 378-3, au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau et décrites à la description technique numéro 6932, préparée par André Durocher, arpenteur-géomètre
- 20.- D'établir en faveur de la Ville une servitude perpétuelle de jouissance sur la partie du lot 377-1, au cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau et montré au plan numéro 88-0594D, préparé par André Durocher, arpenteur-géomètre.
- 30.- D'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas

échéant, à signer l'acte notarié en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau.

François Leclerc inscrit sa dissidence.

Adoptée 9 contre 1.

C-88-10-1196

ACHAT - MICRO-ORDINATEURS ET UN ECRAN (401-3 & 452-1)

ATTENDU QUE le programme des immobilisations de la Ville, approuvé en vertu de la résolution C-87-1346, prévoit l'acquisition des équipements décrits plus bas pour la Direction de l'informatique;

QUE selon ce programme d'immobilisations, ces achats seront payés et financés à même les crédits disponibles au fonds de roulement;

QUE des deniers sont suffisants au fonds de roulement, pour couvrir ces dépenses, comme l'affirme le certificat de crédit disponible numéro 6868;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

10.- D'autoriser le Directeur des Approvisionnement à acquérir, en suivant la procédure édictée à la politique d'achat, les équipements mentionnés ci-après et destinés à la Direction de l'informatique, à savoir:

- 3 micro-ordinateurs AT 8 698,20 \$
- 1 écran Tatung monochrome et carte vidéo 310,00 \$

20.- D'emprunter du fonds de roulement, pour les fins précitées, une somme de 9 008,20 \$, remboursable sur une période de cinq ans.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1197

LES PLACEMENTS BOIS DE LIMBOUR LTEE - ENTENTE HORS COUR (508-14)

ATTENDU QUE la firme "Les Placements Bois de Limbour ltée" s'est adressée à la Cour supérieure du district judiciaire de Hull pour faire annuler le rôle d'évaluation de la Communauté régionale de l'Outaouais pour les années 1984, 1985 et 1986 à l'égard des immeubles suivants, à savoir:

<u>EMPLACEMENT</u>		<u>NUMERO DE MATRICULE</u>
9-60-1 et		
9-60-2	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-68-4175
9-59	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-68-4919
9-61-1	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-69-3199
9-55	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-77-3999
9-54-1	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-78-2969
9-53	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-78-8837
9-47	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-79-3059
9-48	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-79-9850
9-52	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-88-3449
9-49	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-89-5967
9-51	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-98-0575
9-50	- rang 11 - canton de Hull	F-6044-99-1029
9-63-1	- rang 11 - canton de Hull	F-6045-60-2569
9-64-1 et		
al	- rang 11 - canton de Hull	F-6045-60-9090
9-36	- rang 11 - canton de Hull	F-6145-00-9116

QUE le résultat recherché s'il était atteint pourrait entraîner une condamnation éventuelle de l'ordre de 3 500 \$ plus intérêts et frais d'action;

QUE les parties ont lié contestation dans le dossier de la Cour supérieure numéro 550-05-000961-865;

QUE des pourparlers ont mené à une proposition de règlement favorable à toutes les parties dans le litige et qu'il est opportun et avantageux de régler le dossier hors cour pour une somme totale de 1 000 \$ et selon la répartition suivante:

- Quote-part de la ville de Gatineau	750 \$
- Quote-part de la CRO	<u>250 \$</u>
	<u>1 000 \$</u>

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 01 11 000, pour couvrir la quotité de la Ville à ce règlement hors cour, comme l'assure le certificat de crédit disponible numéro 5107.;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de régler hors cour la poursuite judiciaire intentée devant la Cour supérieure du district de Hull et portant le numéro 550-05-000961-865 et d'autoriser le Directeur des Finances à payer la somme de 750 \$ en capital, intérêts et frais, conditionnellement à l'approbation par la Communauté régionale de l'Outaouais du paiement de sa quote-part au montant de 250 \$ et d'autoriser le Greffier et le Maire à signer tout document jugé nécessaire.

Adoptée unanimement.



C-88-10-1198

JEAN-CLAUDE PARENT - ACQUISITION - LOT 13C-1 PARTIE - ELARGISSEMENT DU BOULEVARD LORRAIN

ATTENDU QUE pour réaliser les travaux d'élargissement d'une partie du boulevard Lorrain, la ville de Gatineau doit acquérir la partie du lot 13C-1, décrite ci-après;

QU'une entente est intervenue avec le propriétaire de ce terrain et le Directeur du Secrétariat général en recherche l'acceptation dans sa note du 29 septembre 1988;

QUE des fonds sont suffisants au règlement numéro 460-87, pour couvrir le prix d'achat de ce lot, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 6818;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité, d'acquérir de Jean-Claude Parent, au prix de 4 435 \$ et aux conditions stipulées à la promesse de vente signée le 18 août 1988, la partie du lot 13C-1, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton, d'une superficie de 44,4 mètres carrés et décrite à la parcelle 1, de la description technique numéro 1218, préparée par Régent Lachance, arpenteur-géomètre.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer ce contrat d'achat, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1199

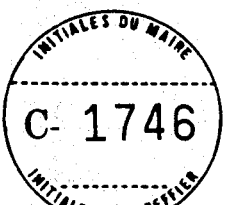
BEATRICE HURTUBISE-MADORE - ACQUISITION - LOT 13C-1 - ELARGISSEMENT BOULEVARD LORRAIN

ATTENDU QUE pour réaliser les travaux d'élargissement d'une partie du boulevard Lorrain, la ville de Gatineau doit acquérir la partie du lot 13C-1, décrite ci-après;

QU'une entente est intervenue avec le propriétaire de ce terrain et le Directeur du Secrétariat général en recherche l'acceptation dans son bordereau du 27 septembre 1988;

QUE des fonds sont suffisants au règlement numéro 460-87, pour couvrir le prix d'achat de ce lot, comme en témoigne le certificat de crédit disponible numéro 6819;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'acquérir de Béatrice Hurtubise-Madore, au prix de 1 366 \$, la partie du lot 13C-1, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton, d'une superficie de 50,6 mètres carrés et décrite à la parcelle 141, de la description



technique numéro 1249, préparée par Régent Lachance, arpenteur-géomètre.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer ce contrat d'achat, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1200

SUCCESSION ROGER COURVILLE -
PAIEMENT - INDEMNITE

ATTENDU QUE le Conseil, en vertu de sa résolution C-88-03-289, a autorisé l'acquisition d'une partie du lot 12A, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton et propriété de la succession Roger Courville;

QUE dans le cadre des travaux d'élargissement du boulevard Lorrain, il fut nécessaire d'enlever sur ce terrain un érable âgé d'environ vingt ans;

QU'une entente est intervenue concernant l'indemnité à payer pour cette perte et le Directeur du Secrétariat général recherche l'acceptation des termes de cet accord dans son bordereau du 27 septembre 1988;

QUE des fonds sont suffisants au règlement numéro 460-87, pour couvrir cette dépense, comme l'indique le certificat de crédit disponible numéro 6820;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de verser à la succession Roger Courville, la somme de 1 000 \$, à titre d'indemnité pour l'érable coupé sur une partie du lot 12A, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton, dans le cadre des travaux d'élargissement d'une partie du boulevard Lorrain.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer l'acte de quittance en découlant.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1201

YVON DEMERS - PAIEMENT -
INDEMNITE

ATTENDU QUE le Conseil, en vertu de sa résolution C-88-02-139, a autorisé l'acquisition d'une partie du lot 12A, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton et propriété d'Yvon Demers;

QUE dans le cadre des travaux d'élargissement du boulevard Lorrain, il fut nécessaire d'enlever sur ce terrain un érable;

QU'une entente est intervenue concernant l'indemnité à payer pour cette perte et le Directeur du Secrétariat général recherche l'acceptation des termes de cet accord dans son bordereau du 27 septembre 1988;

QUE des fonds sont suffisants au règlement numéro 460-87, pour couvrir cette dépense, comme l'indique le certificat de crédit disponible numéro 6821;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de verser à Yvon Demers, la somme de 1 100 \$, à titre d'indemnité pour l'érable coupé sur une partie du lot 12A, du rang 1, au cadastre officiel du canton de Templeton, dans le cadre des travaux d'élargissement d'une partie du boulevard Lorrain.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer l'acte de quittance en découlant.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1202

VITAL SANSCARTIER - ECHANGE DE
TERRAINS - ELARGISSEMENT BOU-
LEVARD LORRAIN

Il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'acquérir de Vital Sanscartier et al, aux conditions énoncées dans les promesses de vente, les parties de lots mentionnées ci-dessous et décrites à la description technique numéro 1059, préparée par Régent Lachance, le 20 mai 1986, à savoir:

Parcelle 71	Lot 12A partie, rang 1, canton de Templeton	3.6 mètres carrés
Parcelle 74	Lot 13A partie, rang 1, canton de Templeton	9.3 mètres carrés

En contrepartie, la ville de Gatineau cède à Vital Sanscartier et al. une partie de la route 366, d'une superficie de 48.3 mètres carrés et telle que décrite à la description technique numéro 2346, préparée par Régent Lachance, arpenteur-géomètre, le 27 juin 1988; cet échange est fait sans soulte ni retour et les parties renoncent à leurs privilèges de coéchangistes.

IL EST DE PLUS RESOLU d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en

leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer ce contrat d'échange, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1203

ERNEST ET FRANK DALTON -
ACQUISITION - PARTIE DU LOT
10A MONTEE McLAREN

ATTENDU QU'à la suite du mandat reçu de la Direction générale, des négociations furent entreprises en vue d'acquérir le lot mentionné ci-dessous requis dans le cadre des travaux prévus sur la montée McLaren;

QU'une entente est intervenue concernant ce lot et le Directeur du Secrétariat général en recherche l'acceptation par son bordereau du 28 septembre 1988;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 50 32500 730, pour couvrir le prix d'achat de ce terrain, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 7001;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'acquérir d'Ernest et Frank Dalton, au prix de 6 500 \$ et à la condition énoncée à la promesse de vente signée le 31 août 1988, la partie du lot 10A, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton, d'une superficie de 1064,8 mètres carrés et décrite à la parcelle 4 de la description technique 201-F, préparée par Marc Fournier, arpenteur-géomètre.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer ce contrat d'achat, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1204

FRANK DALTON - ACQUISITION -
PARTIE DU LOT 9A - RANG 2

ATTENDU QU'à la suite du mandat reçu de la Direction générale, des négociations furent entreprises en vue d'acquérir le lot mentionné ci-dessous requis dans le cadre des travaux prévus sur la montée McLaren;

QU'une entente est intervenue concernant ce lot et le Directeur du Secrétariat général en recherche l'acceptation par son bordereau du 28 septembre 1988;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 52 32500 730, pour couvrir le prix d'achat de ce terrain, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 7001;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'acquérir de Frank Dalton, au prix de 1 500 \$ et à la condition stipulée à la promesse de vente signée le 31 août 1988, la partie du lot 9A, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton, d'une superficie de 234,3 mètres carrés et décrite à la parcelle 2 de la description technique numéro 201-F, préparée par Marc Fournier, arpenteur-géomètre.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer ce contrat d'achat, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1205

OBTENTION - SERVITUDE - PARTIE
DU LOT 12 - RANG 2

ATTENDU QUE pour entretenir la conduite d'égout domestique installée sur le boulevard St-René Est, la Ville doit obtenir une servitude sur la partie du lot 12 identifiée ci-dessous;

QUE le Directeur du Secrétariat général préconise l'obtention de cette servitude pour la somme de 1 \$ et aux conditions stipulées plus bas;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 10 19900 731, pour couvrir les frais et les honoraires reliés à la rédaction du contrat requis, comme en témoigne la réquisition de services professionnels numéro SP 167;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif:

- 10.- D'obtenir, pour la somme de 1 \$ et à la condition énoncée ci-après, une servitude permanente sur la partie du lot 12, du rang 2, au cadastre officiel du canton de Templeton et montrée par un liseré rouge au plan numéro 261 F, préparé par Marc Fournier, arpenteur-géomètre, à savoir:
 - le surplus de la terre provenant de l'excavation effectuée dans le cadre de ces travaux sera versée sur la partie du lot 12 située au nord de la servitude consentie à la Ville;
- 20.- De retenir les services de Me Denis Charbonneau pour rédiger et enregistrer le contrat de servitude et d'accorder à la réalisation de ce mandat une somme maximale de 250 \$;
- 30.- D'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire

suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer l'acte notarié en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1206

ASSOCIATION RECREATIVE DE
CAMBERTIN (102-1)

ATTENDU QU'un groupe de citoyens désire former une association récréative et recherche le consentement du Conseil exigé en vertu de la Loi sur les clubs de récréation;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'accorder à l'Association récréative de Cambertin, ayant son siège social à Gatineau, l'autorisation de se former en association en vertu de la Loi sur les clubs de récréation.

* Richard Côté et François Leclerc inscrivent leur dissidence.

Adoptée 8 contre 2.

C-88-10-1207

SYNDICAT DES COLS BLEUS DE
GATINEAU - LETTRE D'ENTENTE
(753-2)

ATTENDU QU'il est nécessaire que des ouvriers du réseau soient constamment disponibles en cas de rappel en temps supplémentaire lors des fins de semaine;

QU'à la suite des pourparlers entre le Syndicat des cols bleus et la Ville, une entente officieuse de principe est intervenue permettant d'établir des équipes de disponibilité de fin de semaine;

QUE les modalités de fonctionnement de ces équipes sont énoncées dans la lettre d'entente rédigée par le Directeur des Ressources humaines et il en recherche la ratification et la signature;

QUE les deniers nécessaires au paiement de la prime de disponibilité sont suffisants au poste budgétaire 02 50 43000 111, comme l'atteste le certificat de crédit disponible numéro 5937;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver la lettre d'entente à intervenir entre la Ville et le Syndicat des cols bleus de Gatineau concernant l'implantation d'équipes de disponibilité de fin de semaine et de payer rétroactivement les individus qui ont assuré

cette disponibilité depuis le 23 juin 1988 et d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, à signer cette lettre d'entente, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1208

COMITES PARITAIRES - SANTE ET
SECURITE DU TRAVAIL - REMPLA-
CEMENT D'UN MEMBRE (503-9)

ATTENDU QUE le Conseil, par sa résolution C-87-664, a reconnu officiellement la formation de comités paritaires en santé et sécurité du travail;

QUE le Conseil a désigné les cadres dans chaque unité de négociation à titre de représentant patronal;

QUE depuis le départ de Jean-Maurice Roy, il est nécessaire d'amender la susdite résolution pour lui désigner un successeur;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, de biffer de la résolution numéro C-87-664 le nom de Jean-Maurice Roy et le remplacer par celui de Pierre Bertrand, chef à la formation, à la Division des incendies, de la Direction de la sécurité publique.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1209

MANDAT - CONSULTANT - PLAN
DIRECTEUR DE TELECOMMUNICA-
TIONS (550-1)

ATTENDU QUE lors de la préparation du budget 1988, le Conseil a réservé des deniers pour l'implantation d'un plan directeur de télécommunications;

QUE trois firmes spécialisées en télécommunications ont été invitées à soumettre des offres pour la réalisation du projet;

QU'un groupe de travail a été formé pour assurer la réalisation du projet et que son rapport et recommandations sont maintenant déposés pour ratification;

QUE des fonds sont suffisants au poste budgétaire 02 15 13000 419, pour couvrir les frais et les honoraires reliés au mandat défini ci-après, comme l'affirme le certificat de crédit disponible numéro 5105;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'accepter l'offre de la compagnie "ADS associés ltée", au montant de 24 315,70 \$

(services et déplacements) pour préparer un plan directeur de télécommunications, conformément à son offre de services du 26 février 1988 et révisée par sa lettre du 25 juillet 1988 adressée au Directeur général adjoint, module gestion du territoire.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1210

CORPORATION DU CENTENAIRE DE
LA PAROISSE SAINTE-ROSE-DE-
LIMA - UTILISATION D'UN LOCAL
- 20, BOULEVARD LORRAIN (805-
31)

ATTENDU QUE la paroisse Sainte-Rose-de-Lima de Gatineau fêtera, en 1989, son centième anniversaire de fondation et plusieurs activités auront lieu pour signaler ce centenaire;

QUE la Corporation du centenaire de la paroisse Sainte-Rose-de-Lima est un organisme sans but lucratif responsable de la planification et de l'organisation des festivités entourant ce mémorable anniversaire;

QUE plusieurs personnes oeuvreront bénévolement au sein de cet organisme et les responsables de cette Corporation recherchent un local pour entreposer leurs équipements et tenir leurs réunions;

QUE par sa lettre du 22 août 1988, cette Corporation désire obtenir le local présentement inoccupé à l'édifice municipal situé au 20 du boulevard Lorrain, Gatineau;

QUE ce Conseil désire appuyer et encourager ce type d'initiative mettant en valeur le patrimoine de notre communauté et la fierté des gatinois-es;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, à la suite de la réunion du Comité exécutif tenue le 12 octobre 1988, d'autoriser la Corporation du centenaire de la paroisse Sainte-Rose-de-Lima de Gatineau à utiliser, sans frais, pour la période du 17 octobre 1988 au 31 décembre 1989, le local actuellement inoccupé à l'édifice municipal situé au 20, boulevard Lorrain.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1211

APPROBATION - SOUMISSION -
GRAVELAGE ET DRAINAGE -
CHEMINS RURAUX (504-23-1)

ATTENDU QU'à la suite d'un appel d'offres public, les entreprises indiquées ci-dessous ont déposé des soumissions concernant l'exécution de travaux de drainage et gravelage sur une partie de l'avenue Gatineau et une partie des chemins du Rang 6, Mineault et Taché, à savoir:

- Compagnie asphalte ltée.....346 915,00 \$
- Outabec construction inc.....387 955,00 \$
- Les constructions Deschênes ltée..396 247,50 \$
- Emilio Séguin ltée.....440 000,00 \$
- Pavage Bélec inc.....445 659,50 \$

QUE selon le Chef de la Division conception, à la Direction du génie, ces soumissions sont conformes aux cahiers des charges et aux plans ayant servi à cet appel d'offres;

QUE pour le motif énoncé dans la note de la Direction du génie du 12 octobre 988, la soumission du plus bas soumissionnaire est réduite de 74 570 \$;

QUE des fonds sont suffisants au règlement numéro 494-88, pour couvrir le coût des travaux visés par la présente, comme l'assure le certificat de crédit disponible numéro 5771;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'autoriser la "Compagnie asphalte limitée" à réaliser les travaux de drainage et de gravelage prévus sur une partie des chemins du Rang 6, Mineault et Taché et montrée aux plans numéros G-88-13, G-88-14, G-88-15, G-88-16, G-88-19, G-88-20, G-88-21, G-88-22, G-88-24 et G-88-25, préparés par la Direction du génie, ainsi que sur le tronçon de l'avenue Gatineau, compris entre les chemins Bellechasse et McDermott et d'accorder à l'exécution de ces travaux une somme maximale de 272 345 \$ devant provenir du règlement numéro 494-88.

QUE Son Honneur le Maire et le Greffier, ou en leur absence le Maire suppléant et le Greffier adjoint, le cas échéant, soient et sont autorisés à signer le contrat d'ouvrage en découlant, pour et au nom de la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1212

VIREMENT BUDGETAIRE NUMERO 66-88 - FESTIVAL DES MONTGOLFIERES (401-4)

Il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Migneault et résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général, d'approuver le virement budgétaire numéro 66-88 qui est joint à la résolution pour en faire partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit et d'autoriser le Directeur des Finances à effectuer les écritures comptables en découlant.

* Hélène Théorêt inscrit sa dissidence.

Adoptée 9 contre 1.

ATTENDU QUE la Société d'aménagement de l'Outaouais est le seul organisme au Québec, subventionné à 100 % par le gouvernement provincial et voué au développement économique commercial, industriel et touristique de la région de l'Outaouais;

QUE la Société d'aménagement de l'Outaouais a, parmi ses effectifs, un commissaire industriel assigné à plein temps au territoire de Gatineau et un personnel de soutien de neuf personnes pouvant aider à diverses disciplines dont notamment la haute-technologie, le développement touristique et les études de marché;

QUE la Société d'aménagement de l'Outaouais, forte de son expertise et de ses ressources, est disposée à resserrer encore davantage les liens de coopération avec la ville de Gatineau au niveau du développement économique;

QUE pour ce faire, la Société est même prête à effectuer l'intégration d'un de ses commissaires dans les locaux de la Municipalité afin de concentrer les efforts, de façon continue et soutenue, au développement économique de Gatineau;

QU'il importe de souligner que cet apport n'engendrera absolument aucune dépense pour la Ville, si ce n'est le prêt d'un local et d'équipement;

QU'il s'avère donc essentiel de faire bénéficier la population de Gatineau de cette ressource gratuite et ainsi éviter la duplication de services et les dépenses onéreuses en résultant;

QU'en agissant de cette façon, la Municipalité épargnera plus de 200 000 \$ par année, soit l'équivalent du budget présentement alloué à la Société d'expansion économique de la ville de Gatineau inc. (SEEGA);

QUE cette décision s'inscrit dans le cadre de l'application de mesures d'économie et de rationalisation des ressources présentement disponibles en région et aptes à assurer la continuité au niveau du développement économique de Gatineau;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Gilbert Garneau, appuyé par Richard Côté et résolu, à la suite de la réunion du Comité général, tenue le 11 octobre 1988:

- 1- de retirer, à compter du 1er janvier 1989, le mandat de la promotion du développement économique confié à la Société d'expansion économique de la ville de Gatineau inc. et de ne pas renouveler le budget d'opération de cette Corporation pour l'année 1989;

2- de demander à la Société d'expansion économique de la ville de Gatineau inc. de remettre à la Municipalité, au plus tard le 31 décembre 1988:

- tout solde non engagé de contributions municipales à la SEEGA, ainsi que tout bien meuble ou immeuble mis à la disposition de cette Corporation par la Ville;
- tous les dossiers de la Corporation, à l'exception des documents et renseignements à caractère confidentiel et privé lesquels devront être remis à leurs propriétaires avant la remise des dossiers à la Ville.

3- de créer un comité composé du Président directeur général de la Société d'aménagement de l'Outaouais, de Richard Côté, du Directeur général de la Ville et du Commissaire industriel attribué à la ville de Gatineau et siégeant sous la présidence de Son honneur le Maire Robert (Bob) Labine, ayant comme mandat de négocier, avec la Société d'aménagement de l'Outaouais, les modalités d'application de la nouvelle orientation municipale en matière de développement économique et d'en assurer après coup le suivi opérationnel.

Il est entendu qu'advenant l'absence du Maire ou du Président directeur général de la Société d'aménagement, ces derniers pourront y déléguer un représentant.

Adoptée unanimement.

* Gilbert Garneau quitte son fauteuil.

C-88-10-1214

RENOUVELLEMENT - CONVENTION
COLLECTIVE - COLS BLANCS
(753-1)

ATTENDU QUE la convention collective des cols blancs est expirée depuis le 31 décembre 1987;

QUE des négociations ont eu lieu en vue du renouvellement de la convention collective;

QUE le Directeur des Ressources humaines a déposé un rapport, le 9 septembre 1988, faisant état des modifications proposées, tant au niveau normatif que monétaire et un rapport complémentaire le 27 septembre 1988;

QUE le Conseil, lors des réunions du Comité général tenues les 13 et 27 septembre 1988, a pris connaissance de ces rapports et s'accorde avec les modifications proposées;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Jean René Monette, appuyé par Claire Vaive et

résolu, en conformité avec la recommandation du Directeur général:

- 1- d'autoriser le renouvellement de la convention collective à intervenir entre la ville de Gatineau et le Syndicat des cols blancs de Gatineau pour la période s'étendant du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1989, selon les modalités contenues aux rapports du Directeur des Ressources humaines des 12 et 27 septembre 1988 et joints à la résolution pour en faire partie intégrante comme s'ils étaient ici au long reproduits.
- 2- d'habiliter le Maire, le Greffier et le Directeur des Ressources humaines à signer ladite convention, pour et au nom de la ville de Gatineau;
- 3- d'autoriser le Directeur des Finances à effectuer le virement budgétaire requis pour donner suite à la présente.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1215

CTCRO - PARCOURS D'AUTOBUS -
BOULEVARD FOURNIER (103-4-04)

ATTENDU QU'à la demande de la ville de Hull, par sa résolution numéro CT-88-32, adoptée le 22 mars 1988, la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais réduisait sensiblement sa desserte dans les corridors des boulevards Taché et Fournier;

QUE ladite réduction faisait en sorte, à compter du 27 juin 1988, que les lignes 42, 44 et 54 ne desserviraient plus le corridor Taché et les lignes 68, 75, 77, 84, 85, 87 et 89 ne desserviraient plus le corridor Fournier;

QUE le 27 avril 1988, par sa résolution numéro CT-88-45, la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais définissait les points stratégiques de ces corridors où les usagers pourraient monter ou descendre des autobus empruntant ces trajets;

QUE sur le plan financier, cette réduction de service représentait, pour la ville de Hull, une économie de l'ordre de 313 000 \$ pour l'année 1988 (période de six mois) et de 624 910 \$ sur une base annuelle;

QUE la présente politique de desserte des corridors, plus spécifiquement celui du boulevard Fournier, crée de la confusion et provoque du mécontentement chez les usagers concernés;

QUE la ville de Gatineau juge d'intérêt public que soit rétabli le service de manière à ce que, à l'exception des autobus "express", toutes les lignes de Gatineau desservent sans restriction le corridor Fournier;

QUE selon les normes de service de la Commission de transport de la

Communauté régionale de l'Outaouais, les lignes suivantes représentent le service de base, à savoir:

Corridor Fournier:

Pointe: lignes 64, 66, 69 et 79

Hors pointe: ligne 79

QUE selon lesdites normes, les lignes suivantes constituent le service supplémentaire, à savoir:

Corridor Fournier:

Pointe: lignes 68, 75, 77, 84, 85, 87 et 89

Hors pointe: ligne 84

QUE la ville de Hull a demandé le rétablissement des lignes de service supplémentaire sur le boulevard Fournier et est prête à payer 50 % des coûts pour l'exploitation de ce service;

QUE ce Conseil s'accordent à ce que la quote-part de la ville de Gatineau s'établisse à 50 % des coûts reliés au service supplémentaire, c'est-à-dire pour l'opération des lignes 68, 75, 77, 84, 85, 87 et 89 du corridor Fournier;

QUE pour aucune considération, l'entente entre les parties et la présente résolution ne pourraient être considérées comme un précédent;

EN CONSEQUENCE, il est proposé par Jean René Monette, appuyé par Richard Canuel et résolu de demander à la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais de rétablir immédiatement les parcours d'autobus des lignes 68, 75, 84, 85, 87 et 89 sur le boulevard Fournier et d'accepter de contribuer au rétablissement du service sur le boulevard Fournier jusqu'à concurrence de 50 % des coûts de ce service supplémentaire.

Adoptée unanimement.

AM-88-10-95

ASPHALTAGE DES RUES ET AUTRES
- SUBDIVISION COTE D'AZUR II -
PHASE 2

AVIS DE MOTION est donné par Hélène Théorêt qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit pour:

- 1- décréter l'installation d'un système d'éclairage de rues, la construction de bordures et trottoirs, ainsi que la pose d'un revêtement asphaltique sur les rues portant les numéros de lot 44-59, 44-63 et 44-64, du rang 7, au cadastre officiel du canton de Hull;
- 2- attribuer les deniers requis pour couvrir les coûts d'acquisition des rues précitées;

- 3- autoriser un emprunt par émission d'obligations pour couvrir ces coûts.

AM-88-10-96

LIMITE DE VITESSE - RUE F. BELAND ET AUTRES

AVIS DE MOTION est donné par Richard Côté qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit pour amender l'article 107C, du règlement numéro 281-84, pour y exclure les rues F. Béland, Desaulniers, Dr J. Cousineau, A. Gibeault, Madore, Mayer, R.H. Lalonde, A. Primeau, R. Rollin et Labine.

AM-88-10-97

MODIFICATION - REGLEMENT NUMERO 271-83

AVIS DE MOTION est donné par Jean René Monette qu'à une prochaine séance de ce Conseil un règlement sera introduit pour amender le règlement numéro 271-82, pour y prévoir l'acquisition du Centre d'amitié de Gatineau au lieu de la construction d'un centre communautaire dans le quartier numéro 9.

AM-88-10-98

ACQUISITION DE TERRAINS - CENTRE-VILLE

AVIS DE MOTION est donné par Claire Vaive qu'à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement sera introduit pour autoriser l'acquisition de divers terrains situés dans le centre-ville et pour autoriser un emprunt par émission d'obligations pour en couvrir les coûts.

* Richard Migneault quitte son fauteuil.

C-88-10-1216

REGLEMENT NUMERO 446-1-88

Il est proposé par Claire Vaive, appuyé par Richard Côté et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité exécutif, d'approuver le règlement numéro 446-1-88 amendant le règlement numéro 446-87, dans le but d'attribuer une somme supplémentaire de 70 000 \$ pour procéder à l'installation de la conduite d'égout domestique sur le tronçon du boulevard Hurtubise, compris entre la rue Campeau et le 997 du boulevard Hurtubise.

Adoptée unanimement.

C-88-10-1217

REGLEMENT NUMERO 519-88

Il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Côté et résolu, en conformité avec la recommandation du Comité général tenue le 27 septembre 1988, d'approuver le règlement numéro 519-88, concernant l'entreposage, la collecte, le transport et la disposition des déchets solides dans la ville de Gatineau.

Adoptée unanimement.

- * François Leclerc quitte son fauteuil.
- * Richard Migneault reprend son fauteuil.
- * Son Honneur le Maire a lu son discours traitant de la situation financière de la Municipalité.

C-88-10-1218

LEVÉE DE LA SEANCE

Il est proposé par Thérèse Cyr, appuyé par Richard Côté que la séance soit levée.

Adoptée unanimement.

JEAN-CHARLES LAURIN
GREFFIER

ROBERT (BOB) LABINE
MAIRE

A une séance du Conseil de la ville de Gatineau, tenue à l'édifice Pierre Papin, 144, boulevard de l'Hôpital, le 18 octobre 1988, à 19 h et à laquelle sont présents: les conseillers-ères Gilbert Garneau, Richard Canuel, Hélène Théorêt, Claire Vaive, Berthe Miron, Richard Migneault, Jean René Monette, Richard Côté, François Leclerc et Marlene Goyet, formant quorum de ce Conseil et siégeant sous la présidence du Maire suppléant.

Egalement présents: Laurier Béchamp, directeur général adjoint
Marie-Claude Martel, responsable, section réglementation
Jean-Charles Laurin, greffier.

Absences motivées: Robert (Bob) Labine, maire
Thérèse Cyr, conseillère

Cette séance spéciale a été convoquée par Son Honneur le Maire pour tenir la séance de consultation relative au projet de règlement numéro 245-79-88 et pour prendre en considération le règlement numéro 245-79-88.

La consultation publique découlant de l'approbation du projet de règlement numéro 245-79-88, convoquée pour le mardi 18 octobre 1988, par des avis publics parus dans la Revue de Gatineau et du West Quebec Post du 21 septembre 1988, et affichés au bureau du Greffier le 21 septembre 1988, ainsi que sur les chemins Taché et des Erables, le 30 septembre 1988, fut ouverte par le Maire suppléant.

PROJET DE REGLEMENT NUMERO 245-79-88

Visant à modifier le règlement de zonage numéro 245-82, dans le but de remplacer par des zones rurales de type R1, les zones rurales R2-9209 et R2-9210 situées au nord du chemin Taché et de part et d'autre du chemin des Erables, soit sur les lots 3, 4A et 4B et les subdivisions s'y rattachant du rang 10 et sur le lot 4B, du rang 11, et tous situés au cadastre officiel du canton de Hull.

Cet amendement au règlement de zonage permettra la construction d'habitations unifamiliales sur des terrains ayant une superficie d'au moins 3 500 mètres carrés.

Le Greffier a expliqué ce projet de règlement à la demande du Maire suppléant. Aucune personne ne s'est présentée pour obtenir des informations supplémentaires.

C-88-10-1219

REGLEMENT NUMERO 245-79-88

Il est proposé par Claire Vaive, appuyé par Richard Canuel et résolu en conformité avec la recommandation de la Commission d'urbanisme, d'approuver le règlement numéro 245-79-88, amendant le règlement numéro 245-82, dans le but de remplacer par des zones R1, les zones R2-9209 et R2-9210 situées sur les lots originaux 3, 4A et 4B et les subdivisions s'y rattachant, du rang 10 et sur le lot original 4B, du rang 11, tous du cadastre officiel du canton de Hull.

Pour la résolution:

Richard Canuel
Hélène Théorêt
Claire Vaive
Berthe Miron
Richard Migneault
Jean René Monette
François Leclerc
Marlene Goyet

Contre:

Gilbert Garneau

Adoptée 8 contre 1.



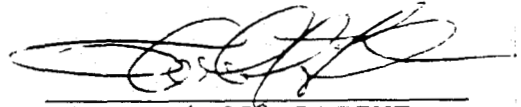
C-88-10-1220

LEVÉE DE LA SEANCE

Il est proposé par Richard Migneault, appuyé par Richard Canuel et résolu que la séance soit levée.

Adoptée unanimement.


JEAN-CHARLES LAURIN
GREFFIER


ROBERT (BOB) LABINE
MAIRE

A une séance régulière du Conseil de la ville de Gatineau, tenue à l'édifice Pierre Papin, 144, boulevard de l'Hôpital, Gatineau, le 1er novembre 1988, à 18 h et à laquelle sont présents: Son Honneur le maire Robert (Bob) Labine, les conseillers-ères Michel Charbonneau, Thérèse Cyr, Gilbert Garneau, Richard Canuel, Hélène Théorêt, Berthe Miron, Claire Vaive, Richard Migneault, Jean-René Monette, Richard Côté, François Leclerc et Marlene Goyet, formant quorum de ce Conseil et siégeant sous la présidence de Son Honneur le Maire.

EGALEMENT
PRESENTS:

Claude Doucet, directeur général
Laurier Béchamp, directeur général adjoint
André Sincennes, directeur général adjoint
Robert Bélair, directeur général adjoint
Hélène Grand-Maitre, adjointe au Directeur général
Jean Boileau, directeur des Communications
Jacques Dionne, directeur du Secrétariat général
Léonard Joly, greffier adjoint
Jean-Charles Laurin, greffier

* Richard Migneault quitte son fauteuil.

C-88-11-1221

APPROBATION - PROCES-VERBAL DU
CONSEIL (501-7)

Il est proposé par Richard Côté, appuyé par Thérèse Cyr et résolu, d'approuver le procès-verbal des séances du Conseil tenues les 3, 17 et 18 octobre 1988.

Adoptée unanimement.

